

Un article d'Atlantico.fr du 3 juin 2013

L'or physique bientôt inaccessible pour les particuliers ? (04.06)

Il se passe des choses étranges sur le marché de l'or, qu'il s'agisse de l'or physique ou de "l'or-papier". Coup de projecteur sur une évolution majeure du métal jaune.

Selon Eric Sprott, directeur de Sprott Asset Management, "*l'heure zéro*" de l'or - c'est -à-dire le moment où le prix de l'or réel, physique, commence à s'éloigner du prix coté en bourse - est devenue inévitable avec les banques centrales occidentales qui font un genre de "*crédit bail*" sur leur or à des banques commerciales à moins de 1% par an. Les banques commerciales vendent ensuite cet or et réinvestissent le produit de ces ventes dans des investissements à revenus plus élevés.

"*Aujourd'hui*", écrit Sprott dans un nouveau livre blanc, "*il semble que nous ayons trouvé ce que nous recherchions depuis longtemps : la preuve tangible de notre hypothèse*".

On trouve cette preuve dans les données de marché mensuelles du Census Bureau américain. Le rapport, datant de décembre 2012, révèle que les exportations nettes d'or des Etats-Unis se montaient à 2,5 milliards de dollars — soit près de 50 tonnes. Ce chiffre étonnant a immédiatement amené Sprott et son équipe à creuser un peu plus et à étudier les données depuis qu'elles existent — soit depuis 1991.

On apprend ainsi que, de 1991 à 2012, les exportations nettes américaines se sont élevées à 5 504 tonnes.

Problème : au cours de cette même période, la production aurifère minière américaine et son recyclage ont représenté 7 532 tonnes, tandis que la demande était de 6 517 tonnes. Cela ne laisse que 1 015 tonnes disponibles pour l'exportation.

D'où proviennent les 4 489 autres tonnes ? Selon M. Sprott, "*le seul vendeur américain capable de fournir une quantité aussi énorme d'or est le gouvernement américain, qui détiendrait 8 300 tonnes*".

"*Si l'analyse de l'équipe Sprott est exacte*", explique notre confrère Chris Martenson, "*il manque beaucoup d'or dans cette équation américaine. Il devait provenir de sources officielles, soit d'origine américaine soit appartenant à d'autres pays. Quoi qu'il en soit, l'or loué aux banques commerciales représente un énorme passif pour la Fed et les bullion banks — banques détentrices de lingots — à qui il a été prêté*".

"*Dans ce contexte*", continue M. Martenson, "*la chute brutale de l'or ressemble fort à une opération conçue pour extorquer le plus d'or possible des 'petits' afin que les bullion banks puissent commencer à le recouvrer pour régler leurs comptes*".

"*GLD, l'ETF or que tant de petits investisseurs ont acquis, est évidemment un des grands objectifs car il reposait en janvier 2013 sur 1 350 tonnes d'or*", ajoute-t-il.

Fin avril, plus de 250 tonnes de cette quantité avaient disparu. Et la ponction sur le stock de GDL suit parfaitement le prix papier de l'or.

Les comptes sont truqués

"*L'or et l'argent-métal*", observe M. Martenson, "*s'approchent du jour où vous et moi nous ne serons plus capables d'acheter de lingot physique, quel qu'en soit le prix*".

"*Pour moi, l'or n'est même plus de l'or... Ils l'ont sécurisé*", déclarait sur CNBC Rick Santelli le 27 mars — bien avant le grand effondrement.

Le coup de sifflet final approche. "*Selon moi, probablement dans un futur pas trop lointain, le mécanisme de fixation des prix des marchés de l'or et de l'argent-métal va basculer vers le marché physique*", affirme John Embry, bras droit d'Eric Sprott. "*Ce dernier ne peut être manipulé parce que, en gros, soit vous avez de l'or soit vous n'en avez pas*".

"Tandis que le marché papier, lui, a été spécifiquement mis en place pour pouvoir être manipulé. Je ne m'inquiéterais pas trop de cela, même si jusqu'à présent ils ont eu le dessus. Je pense que leur pouvoir va être sérieusement amoindri très prochainement".

Mais alors vous ne serez plus capable d'obtenir le moindre métal quel qu'en soit le prix. Il vaut mieux agir avant que ce jour n'arrive : *"l'actuelle liquidation de l'or"*, explique Eric Sprott, *"ne devrait pas être considérée avec inquiétude mais comme une opportunité incroyable d'acheter le métal à un prix artificiellement bas"*.

Commentaire.

Rapidement, ce que j'ai compris, c'est qu'il s'agit d'une formidable arnaque des faux-monnayeurs.

Ils ont mis sur le marché de l'or papier en quantité monstrueuse sans rapport avec les stocks d'or physique. Les acheteurs se sont rués dessus en pensant que c'était une valeur aussi sûre que l'or physique, on leur a vendu comme tel, le résultat a été de faire monter puis chuter le prix de l'or, tandis que les banques centrales raffaient derrière l'or physique disponible à moindre coût.

Explication. Ce sont les banquiers eux-mêmes qui ont émis et acquis (c'est pratique !) une grande quantité de ces titres (or papier), ce qui a eu pour résultat de faire monter le cours de l'or histoire d'appâter le poisson avide de profits ou de bonnes affaires. Une fois ferré et les clients se précipitant en masse pour en acheter, le cours a atteint des sommets. Puis ils ont sifflé la fin de la partie, ils ont revendu en masse leurs titres en empochant une grosse plus-value pendant que les cours chutaient brutalement laissant les détenteurs d'or papier avec leur bout de papier tout juste échangeable contre des dollars, les derniers servis étant les dindons de cette farce, puisqu'eux ils n'ont tiré aucun profit de cette opération, pire, ils y ont laissé leur chemise ! Bordel, je n'ai jamais foutu les pieds dans un casino, mais à côté quel ennui cela doit être, là au moins tu peux suivre le mécanisme par lequel tu vas te faire plumer !

Résultat : Les investisseurs jusqu'aux petits porteurs des classes moyennes se retrouvent avec des titres (or papier) qu'ils ne peuvent pas échanger contre de l'or physique, à la place les banquiers se destinent à leur fournir de la monnaie de singe, des dollars qui ne valent déjà plus grands choses et demain que dal ! Vous avez saisi l'arnaque, en échange de dollars on leur a servi un bout de papier, et à ceux qui s'en sont séparés ils ont donné... des dollars. C'est à n'y rien comprendre. Si, si, lisez la suite et vous comprendrez, certains ont tout de même réalisé un beau profit, mais l'essentiel était ailleurs.

Allez, mieux encore.

Derrière tout cela, il y avait autre chose, il s'est opéré un gigantesque transfert d'argent de l'économie réelle ou productive vers l'économie fictive ou spéculative et davantage encore, car l'or papier que les banquiers ont émis, il n'avait pas plus de valeur que les milliers de milliards de dollars qu'ils créent en faisant tourner la planche à billets et qu'ils injectent dans l'économie, par contre l'argent que leur ont versé les clients qui les ont achetés il ne tombait pas du ciel, ils ne l'avaient pas fabriqué la nuit dans leur cave ou leur garage, non, c'était les économies des petits épargnants qui travaillaient, des classes moyennes qu'ils dépouillaient ainsi. Du coup, la monnaie qu'ils avaient fabriquée avec la planche à billets et qui avait acquis la forme fictive d'or papier pour l'occasion et qui n'avait aucune valeur en acquièrait une par le biais de ce mécanisme, cette opération s'apparente donc à du blanchiment de fausse monnaie. Est-ce clair ?

Un article d'euronews.fr du 3 juin 2013

Turquie : les raisons de la colère (04.06)

Comment le mécontentement d'une poignée d'activistes qui tentaient d'empêcher l'abattage des arbres du parc Gezi à Istanbul a-t-il pu se transformer en une contestation massive contre le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan?

L'explosion de colère est sans égale depuis des décennies en Turquie, elle exprime une défiance contre ce que beaucoup parmi les manifestants dénoncent comme un autoritarisme rampant du Premier ministre Erdogan.

Elu avec 50% des voix lors des législatives de 2011, le chef du parti islamiste modéré AKP, impose son hégémonie politique à la société dans tous les domaines. D'ici la fin de son troisième et ultime mandat, en 2015, il veut réformer la constitution pour donner des pouvoirs exécutifs à la présidence du pays et il ne cache pas son intention de se présenter à la présidentielle.

Pendant ces dix années de l'AKP au pouvoir, la Turquie a connu une remarquable stabilité politique et une forte croissance. Pourtant, ces derniers mois une série d'évènements ont mis les laïcs sur le qui-vive.

Fin mai, une centaine de couples se rassemblaient à Ankara pour s'embrasser en public, protestant ainsi contre l'interdiction de se faire des bisous dans le métro de la capitale.

Cette suspicion de vouloir insidieusement islamiser la société turque s'est renforcée avec l'approbation d'une loi interdisant la publicité et limitant la vente d'alcool, il y a quelques jours. Beaucoup de Turcs considèrent cela une intrusion du gouvernement dans la vie privée des citoyens.

Début mai, c'était le personnel de Turkish Airlines qui dénonçait l'interdiction par la compagnie des rouge à lèvres et vernis trop voyants aux hôtesses de l'air, soit-disant à la demande des passagers. Mais pour les syndicats, ce n'est qu'une position politique et idéologique, aucunement une décision motivée par la clientèle.

Et le 15 avril, le musicien et pianiste Fazil Say a été condamné à 10 mois de prison avec sursis pour une série de tweets considérés par la cour comme *"insultants à l'égard des valeurs religieuses d'une partie de la population turque"*.

Enfin la société turque désapprouve la politique étrangère d'Erdogan concernant la Syrie, selon les sondages d'opinion. Ces manifestants accusent même le gouvernement d'avoir par ses positions entraîné deux attentats à la bombe à Reyhanli, près de la frontière avec la Syrie le 11 mai, ils firent 51 morts.

Pour en savoir plus, nous avons interrogé le Professeur Riva Kastoryano, de l'Institut d'Etudes politiques à Paris.

Devrim Hacisalihoglu, euronews : Pour quelle raison le peuple turc organise des manifestations massives contre le gouvernement ?

Riva Kastoryano : Il serait plus juste de dire qu'il y a plusieurs causes, mais pas une seule raison. Au début, il s'agissait d'un mouvement pacifique pour sauver un parc d'Istanbul. La manifestation a débuté dans un cadre écologiste, mais parce que la police turque a attaqué violemment les manifestants, le sens de la réaction a très vite évolué. À présent il semble que toutes les couches de la société turque qui veulent exprimer leur désaffection pour le gouvernement se joignent aux rassemblements.

euronews : Il semblerait que des gens qui n'ont jamais manifesté auparavant descendent maintenant dans la rue.

Riva Kastoryano : Quand je parle à des gens en Turquie, je vois qu'il y a un réel enthousiasme, une envie de prendre part aux manifestations, même chez ceux qui n'ont jamais participé à un mouvement politique. Il y a des gens issus de tant d'horizons politiques différents. Le mouvement a évolué en quelque chose de moins

homogène. Il ne s'agit plus uniquement d'une manifestation de l'opposition. Il y a de plus en plus de dissensions, y compris au sein de la majorité. Ils veulent que le gouvernement tienne compte des manques politiques. Ce n'est donc pas un mouvement qui peut être attribué à une idéologie homogène.

euronews : Nous avons vu que le mouvement n'est pas resté cantonné à Istanbul, il s'est propagé dans d'autres villes de Turquie. Jusqu'où pensez-vous que cela puisse aller ?

Riva Kastoryano : Ce fut avant tout un mouvement de solidarité contre la violence policière. Puis c'est devenu une réaction à l'intransigeance du Premier ministre. La solidarité, c'est la nature de ces mouvements sociaux. Comme nous le savons tous, facebook, twitter et autres réseaux sociaux contribuent à développer ce genre de mouvement. D'autre part, les médias turcs ne sont pas capables d'exprimer tout ce qu'ils souhaitent. Avec l'aide de ces réseaux, le mouvement s'est amplifié. Il est devenu plus efficace.

euronews : Plusieurs analystes mettent en évidence des similitudes entre ces manifestations et le printemps arabe. Certains évoquent même un printemps turc, qu'en pensez-vous ?

Riva Kastoryano : Je ne vois pas de printemps turc puisque Recep Tayyip Erdogan est un dirigeant démocratiquement élu. Le processus électoral a été très démocratique. La majorité a gagné les trois dernières élections. Ce n'est pas un pouvoir établi. Ce qui veut dire qu'Erdogan ne sera pas capable de rester au pouvoir s'il n'est pas réélu lors du prochain scrutin. La démocratie, en Turquie, sera la solution. L'évolution du mouvement dépendra de la réponse qu'Erdogan donnera aux manifestants. Y aura-t-il des négociations et un compromis à la fin de ce processus ? C'est ce que déterminera l'issue de cette situation. Tout sera décidé par les avancées décidées dans chaque camp. Voulons-nous que la Turquie reste une démocratie ? Oui. C'est pour cela que les gens descendent dans la rue. Des législatives anticipées pourraient être proposées. On peut également attendre les élections locales. C'est le processus électoral qui résoudra le problème.

Un article de L'Expansion.com avec AFP du 3 juin 2013

Le FBI ne pense qu'à mettre les internautes américains sur écoute (04.06)

Mettre les internautes sur écoute: c'est la "priorité majeure" du FBI. Les autorités américaines redoublent d'efforts pour s'en donner les moyens, malgré la résistance de l'industrie des nouvelles technologies et de groupes de défense des libertés civiles.

L'opacité de la Toile empêche les autorités américaines d'obtenir des informations cruciales, c'est la principale raison énoncée par le FBI pour mettre ses "cyber-citoyens" sur écoute. Andrew Weissmann, à la tête du département juridique de la police américaine, a ainsi affirmé lors d'une conférence récente à Washington que l'élargissement des pouvoirs de la police dans ce domaine était une "priorité majeure cette année". Avec les lois actuelles, la police fédérale peut déjà obtenir un mandat judiciaire pour accéder à des communications en ligne. Les grandes entreprises comme Google et Microsoft sont en général en mesure d'y répondre, mais le spectre n'est pas assez large et de nombreuses autres sociétés n'ont pas les moyens ou les capacités techniques d'une "mise sur écoute".

La proposition en cours d'élaboration, selon certaines informations des médias, exigerait des entreprises informatiques qu'elles permettent l'accès du gouvernement aux communications sous peine de lourdes amendes. Mais la simple évocation d'une intrusion dans ce domaine a entraîné une levée de boucliers, motivée par des craintes multiples.

Des oppositions multiples

D'abord, pour le secteur des technologies, un tel accès créerait une faille du point de vue de la sécurité des utilisateurs. "Cela crée une vulnérabilité intentionnelle à la sécurité qu'ils espèrent n'être exploitée que par les bonnes personnes. Mais nous savons que les individus mal intentionnés s'en servent aussi", note ainsi Joseph Hall, expert au Centre pour la démocratie et la technologie (CDT).

La possibilité de mandater des "cyber-écoutes" sur de vastes champs de communications sur internet fera du tort aux "citoyens normaux qui respectent la loi", les rendant vulnérables, "tout en permettant à des criminels et des terroristes de désactiver ces écoutes ou d'utiliser des produits plus sécurisés venant d'autres pays", fait valoir Bruce Schneier, autre expert en sécurité informatique.

Les fabricants de technologies s'insurgent aussi des coûts, et des conséquences sur le plan de leur compétitivité, qu'impliquerait pour eux cette nouvelle loi. Joseph Hall explique ainsi que de nouveaux coûts pèseraient sur les groupes high-tech car les autorités auraient besoin des clés qui permettent l'encodage des systèmes informatiques et exigeraient que les logiciels et programmes soient conçus avec une "porte dérobée", c'est-à-dire un accès inconnu de l'utilisateur légitime mais que d'autres parties pourraient s'octroyer.

Michael Beckerman, lobbyiste à l'Internet Association, estime que ce projet, qui n'est pas même rendu public, est déjà "fondamentalement défectueux". Aux yeux de Joseph Hall, du CDT, la solution existe déjà. "Il est peut-être temps d'utiliser plus intelligemment les montagnes d'informations que le FBI collecte déjà, plutôt que d'essayer d'en obtenir davantage", tranche-t-il.

Commentaire.

Quand l'une des institutions avec la CIA connue pour être à la pointe du combat contre les droits politiques des Américains et des travailleurs dans le monde se donne pour mission de défendre la liberté d'expression, on peut se dire qu'elles sont plus menacées que jamais aux Etats-Unis.

Contrairement à ce que laisse entendre cet article, Google, Microsoft, Yahoo, YouTube et Cie. sont complices de la CIA et du FBI, ils appartiennent tous au même cartel criminel.

Un article publié par french.irib.ir.fr du 3 juin 2013

L'Europe a volé 1 400 milliards de dollars à l'Afrique! (04.06)

Les flux financiers illicites en Afrique ont été de l'ordre de 1 220 à 1 350 milliards de dollars entre 1980 et 2009, éclipsant les transactions financières enregistrées.

Telle est la conclusion du rapport consacré aux flux financiers illicites dans le continent africain, rendu public à l'occasion des 48es Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) qui se déroulent actuellement à Marrakech, au Maroc. Révélant que les transferts nets de ressources hors d'Afrique sont passés de 597 milliards de dollars à 1 400 milliards de dollars, le document, élaboré conjointement par la BAD et l'ONG Global Financial Integrity (GFI), basée à Washington, conclut que *«le déficit net de ressources et les fuites illégales de capitaux compromettent gravement le développement»*.

Intitulé *«Illicit Financial Flows and the Problem of Net Resource Transfers from Africa: 1980-2009»*, (Les flux financiers illicites et le problème des transferts nets de ressources en provenance d'Afrique : 1980-2009), le rapport n'analyse pas les facteurs à l'origine de ces flux financiers illicites. Cependant, il préconise que des études de cas spécifiques à certains pays devraient être effectuées pour identifier ces facteurs sous-jacents, qui varient probablement d'un pays africain à l'autre. Les rédacteurs du rapport notent aussi qu'une grande partie du produit du trafic de drogue, de la traite d'êtres humains et d'autres activités criminelles – qui se règlent souvent en espèces – n'est pas prise en compte dans ce travail de recherche, sans donner de plus amples détails à ce sujet.

«Plus de mille milliards de dollars se sont échappés frauduleusement d'Afrique au cours des trente dernières années, éclipsant les entrées de capitaux et entravant le développement économique», a commenté l'économiste en chef de GFI, Dev Kar, qui fut auparavant économiste en chef au FMI. *«Limiter ces flux sortants devrait être primordial pour les décideurs africains et occidentaux car ils entraînent et subissent à leur tour les contrecoups d'un climat des affaires défavorable et d'une mauvaise gouvernance globale – qui entravent tous deux la croissance économique»*, a recommandé l'économiste.

«L'idée reçue a toujours été que l'Occident injecte de l'argent en Afrique, grâce à l'aide étrangère et aux autres flux de capitaux du secteur privé, sans recevoir grand-chose en retour. Notre rapport inverse le raisonnement : l'Afrique est en situation de créancier net par rapport au reste du monde depuis des décennies», a, pour sa part, expliqué Raymond Baker, directeur du centre de recherche et de défense GFI, basé à Washington. Comment contenir ces flux financiers illicites en partance d'Afrique ? *«Ces sorties sont facilitées par l'opacité financière constatée dans les économies occidentales avancées et les paradis fiscaux. L'application des mesures de transparence en vue de restreindre le secret des paradis fiscaux et les opérations des sociétés écrans anonymes est cruciale si l'on veut freiner les flux illicites»*, a conseillé Raymond Baker.

Un article lefigaro.fr du 4 juin 2013

L'Égypte menace de guerre l'Éthiopie (06.06)

Plusieurs politiciens islamistes égyptiens, réunis par leur président, Mohammed Morsi, ont envisagé, lundi lors d'une émission en direct sur la télévision publique, tous les actes de guerre susceptibles de stopper la construction du barrage sur le Nil Bleu engagée par l'Éthiopie.

Le président Morsi, membre de la confrérie des Frères musulmans, s'est bien gardé de condamner les suggestions de sabotage ou d'attaques contre l'Éthiopie que ses invités formulaient devant lui. «Nous ne pouvons rien laisser passer qui puisse avoir un impact sur une goutte d'eau du Nil», a seulement déclaré le chef de l'État égyptien.

Que l'Éthiopie ait engagé, le 28 mai, une déviation sur le Nil Bleu, en vue de la construction d'un important barrage hydroélectrique dénommé «*Grande Renaissance*», ne semble pas acceptable par l'Égypte. Le Nil Bleu rejoint le Nil Blanc au Soudan, avant de former ce Nil qui irrigue la terre et la culture égyptienne depuis les pharaons.

Le spectre de missiles longue portée

Parmi les responsables de partis islamistes, convoqués lundi par le président Morsi, Younis Makhyoun a proposé d'armer les rebelles en Éthiopie, en jouant sur les dissensions tribales et ethniques, avant, en dernier ressort, de détruire le barrage. L'Éthiopie, a-t-il analysé, est «*fragilisée*» par plusieurs mouvements de rébellion. «*On peut entrer en contact avec eux et les utiliser comme une carte dans la négociation avec le gouvernement éthiopien. Si tout échoue, il n'y aura pas d'autre choix pour l'Égypte que d'utiliser ses services secrets pour détruire le barrage*», affirme ce membre du parti Nour, qui a remporté environ 25% de sièges au Parlement, lors des élections de la fin 2011 et début 2012.

Un autre homme politique, Ayman Nour, a proposé de distiller des rumeurs sur l'achat par l'Égypte d'avions de ravitaillement en vol, afin de suggérer qu'une attaque aérienne contre le barrage était en préparation.

Un intervenant, cité par RFI, a eu l'idée suivante: «*Nous devons conclure des accords avec la Somalie, l'Érythrée et Djibouti, pour les utiliser comme bases contre l'Éthiopie, et, comme vous le savez, tout s'achète en Afrique*». «*Il faut se doter de missiles de longue portée*», a renchéri un autre responsable islamiste, devant le président égyptien, muet et souriant.

Un article lemonde.fr du 5 juin 2013

Paupérisation des classes moyennes : un risque économique, social et politique (06.06)

L'Organisation internationale du travail (OIT) ne prévoit pas seulement une hausse du chômage mondial pour les cinq années à venir, elle décrit un processus d'augmentation des inégalités dans les économies avancées et un affaiblissement des classes moyennes. Autant dire que la tonalité du "Rapport sur le travail dans le monde 2013", présenté à la veille de l'ouverture de la 102e conférence internationale du travail, qui réunit du 5 au 20 juin, à Genève, quelque 5 000 délégués représentant les gouvernements, les employeurs et les syndicats de 185 pays, n'est pas optimiste.

Première mauvaise nouvelle, le chômage qui touche 200 millions de personnes dans le monde, devait atteindre les 208 millions en 2015. L'emploi ne retrouverait qu'en 2017 son niveau d'avant la crise de 2008. Au-delà de ce constat, l'organisation internationale, qui mène campagne pour des "emplois décents", estime que la qualité des emplois continue de se détériorer. Entre 2007 et 2010, la part des temps partiels a augmenté de 85 % dans les économies avancées étudiées dans le rapport.

AFFAIBLISSEMENT DES DÉMOCRATIES

Deuxième constat, explique l'OIT, "les inégalités de revenus ont augmenté entre 2010 et 2011 dans 14 des 26 économies avancées étudiées, y compris en France, au Danemark, en Espagne et aux Etats-Unis". Cette montée des inégalités s'accompagne d'une régression des classes moyennes dans de nombreux pays occidentaux, un élément aux conséquences nombreuses. "Alors qu'elles progressent dans les pays en développement, elles régressent dans les économies développées à cause de la crise de l'emploi, d'une protection sociale amoindrie et d'un impôt de moins en moins redistributif", explique Raymond Torres, auteur du rapport et directeur de l'Institut international d'études sociales, lié à l'OIT.

Cette paupérisation n'est pas qu'un problème économique. Elle a des conséquences sociales et politiques. "La stabilité des démocraties occidentales repose en grande partie sur ces classes moyennes, qui votent, payent des cotisations sociales, des impôts, constituant ainsi un pilier du système", dit M. Torres.

Ces nouveaux risques politiques et sociaux des pays occidentaux pourraient, à terme, pousser les grandes entreprises, souvent localisées en Europe ou en Amérique du Nord, à se tourner vers d'autres continents. "Elles ont besoin de stabilité et d'une proximité avec des classes moyennes qui leur offrent un débouché, un dynamisme", explique M. Torres. S'il y a encore des avantages pour elles à investir dans les économies occidentales, caractérisées par un certain niveau de démocratie participative, "la dégradation de la situation pourrait encourager plus encore les délocalisations".

A ce titre, les crises sociales et politiques des derniers mois en Grèce, en Espagne, au Portugal... envoient un message plutôt négatif. A l'inverse, le rapport sur le travail de l'OIT détaille l'émergence de classes moyennes dans les pays en développement, notamment grâce aux politiques de lutte contre la pauvreté et à la volonté d'assurer un revenu minimum par le l'intermédiaire des systèmes de protection sociale.

INVESTISSEMENTS EN BERNE

Enfin, les rapporteurs insistent sur les investissements en berne dans les pays les plus riches. "Alors que la rémunération des personnels dirigeants a recommencé à augmenter depuis 2010, que les indices boursiers sont à la hausse, que les bénéfices des grands groupes sont revenus, l'investissement productif reste déprimé", commente M. Torres. Entre 2007 et 2012, il a diminué de 3,6 points. Les petites et moyennes entreprises restent les plus touchées, avec des difficultés à se financer. "Le système financier ne remplit absolument pas son rôle d'aide aux entreprises", a déclaré Guy Ryder, le directeur général de l'OIT, dans un entretien au Monde.

Commentaire.

Au Monde ils apprécient l'OIT, normal. En fait ce rapport ne fait que livrer un constat qu'on a déjà pu faire avec d'autres cent fois. Il ne sert qu'à cautionner le monde tel qu'il existe avec la participation, pardon, la collaboration des syndicats.

Un article d'euronews.fr du 7 juin 2013

Victimes de la faim, aussi à Washington, la ville la plus riche de l'Amérique (08.06)

Washington DC. Dans la ville la plus riche des Etats-Unis et alors que le pays se remet lentement de la pire récession depuis 1929, la précarité, et la faim sont moins visibles qu'ailleurs. Pourtant, les exclus de la crise sont bien là.

Depuis 2007, ceux qui viennent demander assistance aux organisations caritatives ont augmenté de 25%. Des jeunes et des femmes surtout, comme le dit cette volontaire: *“Je vois de plus en plus de familles ici, plus de femmes, qui viennent avec leurs enfants. De plus en plus. Avant il n’y avait que des hommes”*. *“Dans le foyer de femmes pour qui nous réussissons à manger, il y a de plus en plus de jeunes femmes, voire d’adolescentes”* ajoute cette autre bénévole.

Couvrant aussi la Virginie du nord et une partie du Mariland, la Banque alimentaire de Washington DC est une ONG financée par des dons privés et soutenue par des milliers de bénévoles.

“La Banque alimentaire est absolument nécessaire dans la capitale fédérale : dans cette région, on compte environ 680 000 personnes qui ne mangent pas à leur faim. C’est la ville la plus riche du pays le plus riche au monde, et pourtant, on y voit des gens frapper à notre porte parce qu’ils n’ont assez à manger” explique Dylan J. Menguy, l'un des responsables de la Banque.

Parmi ces personnes en difficulté, 200.000 sont des enfants.

En tout chaque année, ce sont quinze mille tonnes de nourriture qui sont distribuées, via les soupes populaires, les refuges pour sans-abris et les organisations confessionnelles faisant partie du réseau de la banque .

Chaque année, plus de 18 000 volontaires aident à secourir ceux qui souffrent de la faim dans la capitale du pays le plus riche de la planète. C'est la solidarité et la compassion qui les guident. C'est cela qui rend l'Amérique plus forte, là où échouent les autorités.

Un article de Reuters du 7 juin 2013

Au Cambodge, les revendications sociales montent dans le textile (08.06)

Importante zone de délocalisation pour les grands groupes mondiaux du textile, le Cambodge connaît un boom de son secteur de la confection et, en parallèle, une montée des revendications salariales et pour de meilleures conditions de travail.

Dernier incident en date, plusieurs centaines d'ouvriers en colère s'en sont pris fin mai à une usine textile cambodgienne qui travaille pour le géant américain des articles de sport Nike. Ils demandaient une augmentation de salaire. Des affrontements ont eu lieu avec la police.

Ces incidents sont survenus quelques semaines après la mort de 1.100 ouvriers dans l'effondrement d'un immeuble au Bangladesh, autre nation qui sert d'atelier textile pour les grands distributeurs de la planète.

Plusieurs géants mondiaux ont déjà connu des mouvements sociaux au Cambodge comme Hennes and Mauritz (H&M), Wal-Mart Stores, Gap ou Puma.

Le Cambodge, où le secteur textile emploie 300.000 personnes, est pourtant souvent considéré comme un des pays modèles dans le domaine de la fabrication de vêtements à bas coût, parce que l'Organisation internationale du travail (OIT) y surveille les conditions de salaires et de travail, dans le cadre via le programme Better Factories Cambodia (BFC).

Mais les dirigeants syndicaux et des militants sociaux estiment que ce programme, en place depuis plus de dix ans, n'a pas empêché une détérioration des droits des salariés. Le BFC n'a pas forcément les moyens de faire appliquer ses recommandations, soulignent-ils alors que les propriétaires des usines ont tendance à céder à la pression des acquéreurs internationaux qui veulent des prix toujours plus bas.

NOURRITURE INSUFFISANTE

Des violations des libertés syndicales sont régulièrement signalées dans les usines tandis que le plafond légal des heures supplémentaires est souvent dépassé, selon un rapport de l'International Human Rights Clinic de la Stanford Law School, publié en février.

Le BFC a pour sa part constaté, selon son dernier rapport, une forte détérioration des conditions en matière de prévention des incendies.

En mai, deux salariés ont trouvé la mort dans une usine de production de chaussures de sport pour le groupe japonais Asics. La société exploitant l'usine n'était pas partie prenante au programme de l'OIT.

Plusieurs milliers d'ouvriers ont souffert ces dernières années d'une multitude d'incidents liés, semble-t-il, à une nourriture insuffisante, à un temps de travail trop long ou à une mauvaise aération des locaux.

"Les marques ne peuvent pas se cacher derrière l'OIT", déclare David Welsh, un responsable du Solidarity Center à Phnom Penh, qui défend les droits des salariés.

"Si les marques ne font pas pression sur les usines pour qu'elles s'améliorent, elles ne s'amélioreront pas parce que tout le monde est là pour faire autant d'argent que possible dans ce secteur."

PÉNURIE DE PERSONNEL

Le nombre de grèves - 134 - a pratiquement quadruplé l'an dernier, selon la Garment Manufacturers Association of Cambodia (GMAC). Depuis le début de l'année, 48 mouvements de grèves ont été comptabilisés, soit autant que pour toute l'année 2010 ou l'année 2011.

L'industrie de la confection est devenue de loin la plus grosse source d'exportation du pays. Ses livraisons ont augmenté de 10% en 2012 à 4,44 milliards de dollars (3,3 milliards d'euros).

Jusqu'à cette année, le salaire minimum dans le secteur textile était de 61 dollars par mois (46,50 euros), contre 38 dollars au Bangladesh et plus de 150 dollars en Chine.

Ce salaire minimum a été porté à 80 dollars (61 euros) en mars. Mais les ouvriers de Nike et d'autres estiment que la hausse des salaires n'est pas suffisante pour suivre celle du coût de la vie.

L'inflation au Cambodge s'est officiellement élevée à 3% en 2012 mais beaucoup de salariés estiment que le prix des denrées de première nécessité a augmenté plus vite.

Les salariés de l'usine travaillant pour Nike se sont mis en grève les premiers le 21 mai bien que l'usine ait augmenté le salaire minimum. Les grévistes ont expliqué que divers avantages, notamment en terme d'assurance santé, qui étaient auparavant payés séparément ont été réintroduits dans les nouveaux salaires augmentés. Ils réclament donc une hausse supplémentaire de 14 dollars.

Une porte-parole de Nike a déclaré à Reuters la semaine dernière que les rémunérations dans l'usine cambodgienne étaient de la responsabilité de l'usine, mais que Nike était "*en contact étroit*" avec l'usine et continuait à "*suivre la situation*".

Un article de 20minutes.fr avec AFP du 7 juin 2013

Le renseignement US a accès aux serveurs de tous les grands acteurs Web pour surveiller les internautes (08.06)

Les révélations se poursuivent, après celles sur le programme d'espionnage des appels téléphoniques...

Big Brother, bis repetita. L'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) et le FBI ont accès aux serveurs de neuf géants américains de l'internet, dont Microsoft, Yahoo!, Google et Facebook, pour y surveiller les activités d'étrangers, ont révélé le Washington Post et le Guardian jeudi.

Un ancien employé du renseignement a notamment fourni au Post une présentation PowerPoint décrivant le partenariat entre l'agence d'espionnage NSA et les sociétés internet. Le programme secret, au nom de code «PRISM», est en place depuis 2007 et permet à la NSA de se connecter aux serveurs des entreprises, via un portail, pour consulter des informations sur des utilisateurs dont il existerait des éléments permettant de penser «raisonnablement» qu'ils sont à l'étranger, le tout sans ordonnance de justice.

Surveillance en temps réel de tout matériel publié en ligne

La loi américaine protège ses citoyens d'une surveillance faite sans ordonnance, mais les personnes hors du territoire ne bénéficient pas de cette protection et peuvent être espionnées en toute légalité.

Selon le journal, «*les analystes qui utilisent le système sur un portail internet à Fort Meade (une base militaire près de Washington, ndlr) doivent entrer des mots-clé de recherche, de façon à ce que la probabilité que la cible soit étrangère dépasse 51%*».

Skype, AOL, YouTube, Apple et PalTalk (très utilisé lors du Printemps arabe) participeraient également au système, et la plate-forme d'hébergement de fichiers Dropbox devrait être ajoutée prochainement. Selon le Guardian, la NSA peut consulter «*courriers électroniques, photos, vidéos, chats, transferts de fichiers, détails des réseaux sociaux, et plus*». Les communications par Skype peuvent être espionnées en direct.

Pas de «*porte cachée*», jurent les entreprises

Google a déclaré dans un communiqué aux deux quotidiens qu'il faisait «*très attention à la sécurité des données de (ses) utilisateurs*». «*Nous ne divulguons de données à l'Etat fédéral qu'en accord avec la loi, et nous examinons ces demandes avec attention*», dit-il. «*Des personnes affirment que nous avons créé une "porte d'entrée cachée" pour l'Etat dans nos systèmes, mais*» ce n'est pas le cas, poursuit-il. Microsoft, Facebook et tous les autres ont tenu le même discours, jurant ne pas participer à PRISM. Mais selon certains observateurs, les démentis sont sans valeur car la NSA n'aurait jamais communiqué le nom de son programme.

Cet espionnage a été permis par une loi votée pendant le mandat de George W. Bush, et renouvelée et promulguée par Barack Obama en décembre 2012, malgré l'inquiétude d'élus face à cette carte blanche donnée à la NSA. «*Une expérience directe de ces systèmes et un sentiment d'horreur face à ses possibilités a poussé un officier du renseignement à fournir la présentation PowerPoint sur PRISM et d'autres documents au Washington Post pour révéler ce qu'il estime être une intrusion choquante dans la vie privée*», écrit le Washington Post. «*Ils peuvent vraiment voir vos idées se former au fur et à mesure que vous les tapez*», a confié cet officier au journal.

Ces révélations suivent celles du quotidien britannique sur un autre programme conduit par la NSA, grâce auquel l'agence d'espionnage recueille la totalité des relevés téléphoniques des abonnés américains.

1- Complément d'eronews.fr 07.06

«*Cette activité de la NSA touche les clients de l'opérateur télécoms qui font des appels téléphoniques aux Etats-Unis, indique Marc Rotenberg, président d'un centre d'information sur les données informatiques confidentielles. On donne ainsi à l'agence de renseignements un mandat très large pour agir, et je pense*

qu'il est illégal". La collecte de données personnelles se ferait dans le cadre d'un programme secret anti-terroriste baptisé Prism. Il a été mis en place sous la présidence de George W. Bush, et Barack Obama, qui en a hérité, l'a maintenu et même élargi.

"Ils collectent toutes sortes de données, ce qui veut dire qu'ils savent probablement tout le temps où je suis, réagit une Américaine. Je pense qu'ils portent atteinte à ma vie privée en faisant ça". "Si cela m'évite d'être bombardé, pense au contraire un Américain, je suis entièrement du côté du gouvernement, qui fait ce qu'il peut faire". Selon une source gouvernementale, le programme Prism ne viserait que des ressortissants étrangers. La loi américaine ne permet pas, normalement, de fouiller dans la vie privée d'un citoyen américain.

2- Complément d'eronews.fr 07.06

Mis dans l'embarras, Barack Obama est forcé de réagir sur les questions de sécurité et de surveillance du public. Le président américain a défendu ce vendredi deux programmes de collectes secrètes de données, téléphoniques notamment, des services de renseignements américains :

"Personne n'écoute vos appels téléphoniques. Il ne s'agit pas de cela. Mais je pense qu'il est important de comprendre qu'on ne peut pas avoir 100% de sécurité avec 100% de vie privée et aucun inconvénient".

Barack Obama a promis que seuls les étrangers pouvaient être l'objet de surveillance sur internet.

Des récentes affaires de collusion entre des sociétés de téléphonie et de messagerie internet – qui ont toutes démenti – et les services de renseignement américain ont alerté l'opinion.

Le président américain choisit donc de jouer franc-jeu, admettant à présent la nécessité de *"compromis"* entre la protection de la vie privée et les exigences de la lutte anti-terroriste.

Commentaire.

Qui peut s'y opposer, quelle opposition existe-t-il aux Etats-Unis ou ailleurs dans le monde ? Personne, aucune, nulle part, ils sont les maîtres du monde et agissent comme bon leur semble et l'avouent sans problème. Et ils en ont conscience, je le rajoute parce qu'ils pourraient y en avoir pour ne pas le comprendre, puisque personne ne veut en tenir compte.

Un article du **Nouvel Observateur** du 6 juin 2013

Ces puissants et mystérieux messieurs du cercle Bilderberg (08.06)

François Fillon, invité jeudi soir sur France 2, se rend vendredi à la conférence de ce club très fermé, qui se réunit jusqu'à dimanche près de Londres.

Le dîner ne figure pas à l'agenda officiel. L'hôte et ses invités tiennent à cette discrétion. Début novembre 2011, alors que la crise de l'euro est à son comble, François Fillon prend le temps de recevoir à Maignon un groupe obscur d'une trentaine de personnes dont les noms sont presque tous inconnus du grand public, mais pas des initiés.

Ce soir-là, le Premier ministre de Nicolas Sarkozy planche sur l'état de la France devant les membres d'un petit club qui ne fait jamais la une des journaux, mais fascine les obsédés du complot : le Bilderberg. A croire les "*conspirationnistes*", ce cercle, fondé en 1954 par un prince hollandais et un milliardaire américain pour endiguer le communisme, serait le "*vrai gouvernement du monde*". On lui devrait la victoire de Bill Clinton, la guerre en Irak ou la nomination de Herman Van Rompuy, président du Conseil européen. Rien de moins !

Gotha politico-financier occidental

Comparés au Bilderberg, d'autres forums internationaux bien plus célèbres, tels la Trilatérale ou Davos, auraient autant d'influence qu'une fête de patronage. Les convives de François Fillon sont tous d'éminents représentants du gotha politico-financier occidental. Sous les lambris de l'hôtel Maignon, il y a là, entre autres, le patron de la banque Goldman Sachs, Peter Sutherland, le big boss de la banque d'affaires Lazard, Ken Jacobs, l'inspirateur des néoconservateurs américains, Richard Perle, le grand manitou de Shell, Jorma Ollila, le futur chef du gouvernement italien, Mario Monti, ou la présidente du Musée d'Art moderne de New York, Marie- Josée Kravis, par ailleurs épouse du propriétaire d'un fonds d'investissement américain.

Le grand ordonnateur du dîner n'est autre qu'Henri de La Croix, comte de Castries, PDG du groupe d'assurances Axa et premier Français à présider le Bilderberg. Petit-fils d'un ministre de la IV^e République et inspecteur des Finances, ce pilier de l'establishment français est aussi proche de Nicolas Sarkozy que de François Hollande, son camarade de la promotion Voltaire à l'Ena. On l'a compris : à un tel aréopage, même le chef du gouvernement de la cinquième puissance mondiale ne peut refuser l'hospitalité. Ce repas est-il pour autant le signe d'une vaste conspiration ? "*Je ne comprends pas l'hystérie autour du Bilderberg, s'amuse aujourd'hui François Fillon. Je ne trouve pas qu'il s'y dise des choses si confidentielles...*"

Groupe ultramondain ou confrérie d'influence planétaire ?

Groupe ultramondain ou confrérie d'influence planétaire ? De 6 au 9 juin, le club réunira, à l'abri des regards, sa soixantième et unième conférence annuelle, dans un palace près de Londres. Comment fonctionne ce groupe, dont la liste des membres n'est publiée officiellement que depuis trois ans ? A-t-il le pouvoir qu'on lui prête ? "*Le Nouvel Observateur*" a interrogé une trentaine de personnalités françaises et étrangères qui ont participé aux travaux du Bilderberg. Elles racontent, souvent pour la première fois, les coulisses de cette institution qui suscite tant de fantasmes.

"*C'est un Davos en plus fermé*", dit Jean-Pierre Jouyet, président de la Caisse des Dépôts et autre camarade de promotion de François Hollande à l'Ena. Le célèbre forum suisse accueille plus de mille VIP issus des cinq continents. Le Bilderberg, lui, s'adresse à un cercle bien plus restreint - cent trente personnes, jamais plus, venues d'Europe et des Etats-Unis. Les fondateurs du club l'ont voulu ainsi, discret et transatlantique. Le prince Bernhard des Pays-Bas et David Rockefeller l'ont créé en 1954, au plus chaud de la guerre froide, avec un objectif précis : la lutte contre le communisme. La première réunion se déroule du 29 au 31 mai, en catimini, à Oosterbeek, aux Pays-Bas, dans un hôtel appelé Bilderberg.

Les participants : de grands leaders politiques et économiques du Nouveau et du Vieux Continent - tels les Français Guy Mollet, Jean Monnet et Antoine Pinay. "*A l'époque, le but était de convaincre les dirigeants européens et américains de resserrer leurs liens et de ne pas baisser la garde face à la puissante Union soviétique*", explique l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine.

Dans les premières années du Bilderberg, on s'exprime en français et en anglais, les deux langues officielles de l'Otan. On parle défense de l'Europe de l'Ouest et contre-propagande. On réfléchit à des actions communes contre le péril rouge.

Rien ne doit filtrer

Rien ne doit filtrer. David Rockefeller veille. Le richissime héritier de la Standard Oil est un expert en opérations spéciales. Comme il le raconte dans ses Mémoires (1), le futur patron de la Chase Manhattan Bank a fait la guerre dans le renseignement militaire, à Alger. Francophone, il a poursuivi ses activités d'espion en 1945 à Paris. Son goût du secret a imprégné l'esprit du club, dont on n'a découvert l'existence qu'au milieu des années 1960.

L'institution est véritablement sortie de l'ombre en 1976, à l'occasion d'une grande affaire de corruption qui a durablement terni son image. On a appris que le prince Bernhard monnayait son prestige pour favoriser le groupe d'armement Lockheed auprès de l'armée néerlandaise et que ses conciliabules avec les dirigeants de la firme américaine avaient notamment lieu en marge de la conférence du Bilderberg, qu'il présidait depuis vingt ans. *"Ce scandale a failli tuer le club, reconnaît Thierry de Montbrial, patron de l'Institut français des Relations internationales (Ifri) et membre du Bilderberg jusqu'à aujourd'hui. On l'a sauvé en remplaçant le prince par l'ancien Premier ministre britannique, lord Home."* L'odeur de soufre est restée.

En dépit de ce passé controversé, le Bilderberg est toujours le cercle le plus sélect de l'élite transatlantique. Sa grande affaire n'est plus le communisme, mais la mondialisation et les défis qu'elle pose à l'Occident. Au sommet, on trouve un petit cénacle, le comité directeur, composé de trente personnalités du monde du grand business et de la géopolitique, celles-là mêmes qui ont dîné à Matignon.

"De l'entregent et une vision planétaire"

"Pour y être coopté, il ne suffit pas d'être patron de Coca-Cola : il faut avoir de l'entregent et une vision planétaire", explique l'avant-dernier président du Bilderberg, le flamboyant vicomte Etienne Davignon, dans son immense bureau qui surplombe la place Royale à Bruxelles. Lui-même tutoie la terre entière. Ancien commissaire européen, cet octogénaire belge toujours bronzé et courtois est administrateur d'une dizaine de multinationales. *"Steevie"*, comme le surnomment ses amis du gotha, a siégé pendant des décennies au comité directeur du club, aux côtés de figures historiques, tels le magnat italien Giovanni Agnelli ou l'ex-secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, et de personnalités montantes, comme l'avocat Tom Donilon, qui deviendra conseiller de Barack Obama pour la sécurité.

Les trente se réunissent deux fois par an - généralement dans une capitale européenne pour parler de la situation du club et du monde. Ils en profitent pour dîner discrètement avec les dirigeants locaux ou les leaders prometteurs. En février, c'était à Rome, autour du nouveau président du Conseil italien, Mario Monti, un fidèle du Bilderberg depuis trois décennies. Il n'a fait que présenter ses réformes au club. Mais ces repas peuvent avoir une influence sur le cours des choses. En novembre 2009, le comité directeur se retrouve à Bruxelles. On invite le chef du gouvernement belge d'alors, Herman Van Rompuy. *"Personne ne connaissait ce petit homme discret et quadrilingue, raconte "Steevie". Il nous a fait un explosé très clair. Il a défendu l'euro avec force et brio, face aux Américains incrédules."*

Quelques jours plus tard, à la surprise générale, le *"petit homme"* est désigné à la présidence de l'Union européenne. *"Sa brillante présentation l'a peut-être ajouté, au dernier moment, à la liste des candidats possibles"*, reconnaît son compatriote Davignon, sans livrer d'autres détails. En revanche, les trente n'ont pas réussi à rencontrer le futur président français, François Hollande. En novembre 2011, Henri de Castries avaient convié son camarade de l'ENA, qui venait tout juste de remporter la primaire socialiste, à plancher devant le steering committee à Paris. L'adversaire de Nicolas Sarkozy avait accepté, avant de se décommander. C'est son ami Jean-Pierre Jouyet, autre *"voltairien"*, qui l'a remplacé au pied levé.

100 invités

Le comité directeur a une autre prérogative : établir la liste des cent invités à la prestigieuse conférence annuelle du Bilderberg, qui se déroule début juin, en Europe ou aux Etats-Unis. Comme tous les ans depuis 1954, David Rockefeller, 97 ans, assistera à la prochaine, *"si sa santé le lui permet"*, précise le vicomte belge. Rares sont ceux qui déclinent l'invitation. Certains redoutent encore d'être épinglés par les

"conspirationnistes". François Fillon, par exemple, a refusé d'y assister tant qu'il dirigeait le gouvernement. Vladimir Poutine aussi. C'était en 2002 quand le président russe a commencé à vociférer contre l'Occident. Mais, le plus souvent, les invités acceptent, flattés.

"Etre convié à ce forum annuel est un signe de reconnaissance, une marque de prestige, assure Thierry de Montbrial, membre du steering committee jusqu'en 2011. J'y ai été coopté en 1976, en remplacement de Wilfrid Baumgartner, ministre des Finances sous de Gaulle", glisse-t-il pas peu fier. C'est donc lui qui, pendant trente-cinq ans, a désigné les heureux élus français à la conférence du Bilderberg - *"quatre par promotion"*, précise-t-il. Délicieux privilège pour cet X-Mines, éternel patron de l'Ifri.

De l'ère Giscard au quinquennat Sarkozy, Thierry de Montbrial a fait défiler à la conférence du Bilderberg une grande partie de l'élite parisienne. Quand le français a été abandonné comme langue officielle du club, à la fin des années 1980, il n'a plus convié que des anglophones. *"Ca limite le choix"*, ironise-t-il. Sont venus des dirigeants politiques, de droite et de gauche, des grands patrons, des journalistes réputés. Aujourd'hui encore, craignant d'être stigmatisés par les obsédés du complot, certains n'avouent leur participation que du bout des lèvres. *"Moi, je regrette de ne pas avoir été invité plus souvent"*, reconnaît franchement le député UMP Pierre Lellouche, grand spécialiste de l'Otan.

Jets privés et limousines

La conférence annuelle est organisée comme un sommet de chefs d'Etat. Arrivés en jets privés et en limousines aux vitres teintées, les 130 happy few sont enfermés pendant deux jours et demi dans un hôtel de luxe entièrement privatisé. L'obsession de la sécurité et de la confidentialité est telle que le lieu exact de la rencontre est tenu secret jusqu'au dernier moment. *"A ce point, c'est ridicule, confie Hubert Védrine. Il y a même un système de triple badge pour franchir chacune des trois barrières de sécurité."* *"Il est interdit de venir avec son conjoint ou sa secrétaire"*, ajoute Nicolas Bazire, l'ancien directeur de cabinet de Balladur et témoin de mariage de Nicolas Sarkozy. Et *"pas le droit non plus de partir avant la fin du week-end"*, précise le patron de Publicis, Maurice Lévy.

A l'extérieur, des militants altermondialistes tentent de prendre des photos des participants. Leurs pancartes dénoncent une conspiration. *"Cette idée de complot est une farce, assure Hubert Védrine. Le Bilderberg réunit des gens du même monde qui se rencontrent dans d'autres cercles."* *"Contrairement aux fantasmes, aucune décision n'y est prise"*, assure l'économiste et éditorialiste au "Figaro" Nicolas Baverez, qui vient de remplacer Thierry de Montbrial au comité directeur. *"En fait, on est là pour travailler. Les deux jours et demi sont très intenses. De 8 heures à 20 heures, il y a une succession de débats."* Les thèmes ? Depuis peu, le site du Bilderberg en publie une liste dont on ignore si elle est exhaustive.

Au menu officiel de la conférence 2012, à Chantilly (Etats-Unis) : *"austérité et croissance"*, *"l'Occident face à l'Iran"* ou *"géopolitique de l'énergie"*. Selon nos informations, cette année, ils débattront de l'accélération de la croissance aux Etats-Unis et en Europe, du nationalisme et du populisme ou des orientations prioritaires de la recherche médicale... Bref, les grands dossiers du moment. *"Les exposés sont strictement limités à dix minutes et les questions à trois minutes"*, raconte l'ancien patron de la banque Paribas André Lévy-Lang. Seul Henry Kissinger n'est pas rappelé à l'ordre quand il déborde.

Confidentialité absolue

Autre règle, plus surprenante : tous les membres, sans distinction de titre, doivent accepter d'être assis par ordre alphabétique. Ainsi, lors des trois conférences auxquelles elle a assisté, la star du petit écran Christine Ockrent s'est-elle retrouvée à la droite de Béatrix d'Orange-Nassau, reine des Pays-Bas (et fille du prince Bernhard). Tandis que la Russe Lilia Shevtsova, kremlinologue réputée, côtoyait l'autre souveraine habituée du Bilderberg, la reine Sofa d'Espagne.

Au Bilderberg, tout le monde est traité sur un pied d'égalité. Le compte rendu des débats est rédigé par deux journalistes de l'hebdomadaire économique britannique *"The Economist"*, qui font office de greffiers mais n'ont pas le droit d'en publier le contenu. Tous les participants sont tenus de respecter une confidentialité absolue. Même les think tanks les plus stricts, comme le prestigieux club de géostratégie Chatham House, autorisent que l'on dévoile la substance des discussions, à condition de ne pas citer de personnalités précises. *"A Bilderberg, c'est le silence total"*, souligne, admiratif, Maurice Lévy. *"A cause de cette contrainte, certains journalistes réputés refusent de venir"*, admet le vicomte Davignon. Mais les hauts responsables

parlent plus librement que dans d'autres forums. Le patron des services secrets britanniques a pu ainsi décrire la cyberdéfense en détail, bien avant que le sujet ne devienne médiatique.

Cette liberté de parole provoque parfois des étincelles. En juin 2003, alors que l'armée américaine vient d'envahir l'Irak, la conférence annuelle se déroule au Petit Trianon à Versailles. Le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, fervent opposant à la guerre, accepte de se déplacer. L'éditeur Conrad Black, propriétaire notamment du "*Daily Telegraph*", le prend à partie. Il l'accuse d'avoir souhaité une défaite des Etats-Unis. "*C'est faux*", s'insurge Villepin. "*Pourtant quand l'un de mes journalistes vous a demandé si vous préféreriez une victoire de Saddam Hussein ou de George Bush, vous avez refusé de répondre*", lance Black. Le Français dément. "*J'ai ici la cassette de l'interview, vous voulez l'entendre ?*", rétorque le Canadien.

"Un niveau inégalé dans le monde"

"*Parce que rien ne fuit, les conversations du Bilderberg sont d'un niveau inégalé dans le monde*", dit, enthousiaste, Michel Rocard. Plus réservé, Philippe Villin, ancien patron du "*Figaro*", trouve les invités "*assez conformistes*", "*tous attachés au capitalisme et au libre-échangeisme*". "*Les sessions sont d'un intérêt variable*", commente Anne Lauvergeon. L'ex-patronne d'Areva se souvient du jour où, en 2007, José Luis Zapatero est venu présenter, en avant-première, les mesures financières que son gouvernement allait prendre. "*Il a été applaudi à tout rompre, raconte-t-elle. Et puis on a vu le résultat...*"

Passionnante ou pas, la conférence du Bilderberg est l'occasion de se faire repérer par des hommes très puissants. Manuel Valls, Michel Sapin et Jean-François Copé y sont allés. "*Copé, vous êtes sûr ? Je ne l'ai pas remarqué*", dit, vachard, le vicomte Davignon. Margaret Thatcher a été invitée dès 1975, quatre ans avant sa nomination à Downing Street. Et Bill Clinton, en 1991, quand personne ne misait sur lui. C'est l'un des piliers du club et grand argentier du Parti démocrate, Vernon Jordan, qui a repéré l'obscur gouverneur de l'Arkansas.

Le Bilderberg a joué un rôle dans la présidentielle américaine de 2004. En juin, alors qu'il est en passe d'être désigné candidat face à George Bush, John Kerry (autre habitué du club) cherche un colistier. Selon le "*New York Times*", il reçoit alors un appel de son ami le diplomate Richard Holbrooke. Celui-ci est à Stresa, en Italie, où il assiste à la fameuse conférence annuelle. Il vient d'écouter une intervention du sénateur de Caroline du Nord John Edwards, et a été séduit. Il lui recommande de le choisir. Kerry écouterait son conseil.

Christine Lagarde, Valérie Pécresse et François Fillon

"*Le plus souvent, ce sont les à-côtés de la conférence qui sont les plus intéressants*", dit Anne Lauvergeon. Pendant deux jours et demi, du petit déjeuner au coucher, les cent trente invités ne se quittent pas. "*C'est plus intime que Davos, souligne Maurice Lévy. On a le temps de construire des relations qui vont au-delà du 'speed dating'*." Autour d'un verre ou pendant une promenade, des discussions inattendues s'amorcent. Lors du Bilderberg de 1998, en Ecosse, l'ancien directeur de la stratégie de Matra Jean-Louis Gergorin a appris que l'allemand Dasa et l'anglais BAE négociaient leur rapprochement. Du coup, il a initié la fusion entre Matra et Aerospatiale, qui a donné ensuite naissance à EADS. Philippe Villin, lui, a rencontré là-bas le banquier qui l'a aidé à démarrer dans la finance quand il a quitté "*le Figaro*".

Pour la première fois depuis 1954, le Bilderberg vient de publier sur son site la liste des participants à sa conférence annuelle qui démarre le 6 juin dans le Herfordshire, au nord de Londres. Seront présents notamment Christine Lagarde, Valérie Pécresse et... François Fillon.

(1)"Mémoires" de David Rockefeller, Editions de Fallois, 2006.

Commentaire.

Voilà un excellent article qui confirme absolument tout ce que nous avons dit avec d'autres sur le groupe Bilderberg, y compris que ses participants s'y livrent à un complot contre le prolétariat mondial, tous les peuples sans exceptions, dans la mesure où il est bien précisé à plusieurs reprises que la confidentialité doit être absolue, que rien ne doit filtrer de leurs discussions, où en réalité ils engagent le sort de l'humanité, fomentent les guerres en tous genres.

La présence très remarquée de dirigeants du PS depuis 1954 à ces réunions témoignent du lien permanent qui existe entre ce parti et l'élite mondiale de la finance et des affaires, autrement dit, cela fait plus d'un demi-siècle qu'il se situe au côté de nos ennemis, tandis que, comment les appeler, des escrocs, des traîtres, des vulgaires aventuriers, des ignorants se sont employés à nous présenter le PS comme un parti ouvrier, ouvrier bourgeois, bref, un parti issu du mouvement ouvrier.

Il y en a parmi nous qui s'en foutent complètement, cela ne compte pas selon eux, seul compte leur dogmatisme effréné. Ce sont eux qui nous ont conduit à la situation où nous en sommes, le PS n'a fait que jouer son rôle, celui qu'il avait adopté le 3 août 1914 et dont il s'est jamais départi. Terrible manipulation, n'est-ce pas ?

Un article lemonde.fr du 9 juin 2013

La NSA demande d'enquêter sur l'origine des fuites sur Prism (09.06)

La National Security Agency (NSA), l'une des principales agences de renseignement américaines, a demandé samedi 8 juin au ministre de la justice, Eric Holder, l'ouverture d'une enquête pénale sur l'origine des fuites qui ont conduit à la divulgation dans la presse d'un programme de surveillance hautement confidentiel baptisé Prism. La décision de la NSA a été annoncée par la Direction du renseignement national, qui chapeaute les agences de renseignement. Son directeur, James Clapper, s'est livré à une défense vigoureuse du programme de surveillance Prism dont le Guardian et le Washington Post ont révélé l'existence et de nombreux détails cette semaine. James Clapper a dénoncé dans un communiqué des "*divulgations imprudentes*" et souligné que le programme était légal, qu'il ne visait pas les ressortissants américains et qu'il avait permis d'éloigner des menaces contre les Etats-Unis.

Reconnaissant que les agences de renseignement comme la NSA obtenaient des données auprès des opérateurs téléphoniques et d'Internet, il a insisté sur le fait que cela était fait avec l'aval de la justice. "*Le gouvernement des Etats-Unis n'obtient pas unilatéralement des informations en provenance des serveurs des fournisseurs américains de services de communication électronique. Toutes ces informations sont obtenues avec l'approbation du FISA et le fournisseur est informé*", a-t-il dit, en référence au Foreign Intelligence Surveillance Act, loi sur la surveillance des renseignements extérieurs. Le directeur du renseignement national a ajouté que le gouvernement ne ciblait un individu sur internet que "*s'il existe un intérêt approprié et documenté*". Parmi ces intérêts, il cite le terrorisme, la prolifération nucléaire et les menaces informatiques.

Cette requête survient dans un contexte politique chargé pour le ministre de la justice, en butte depuis plusieurs semaines à des accusations d'empiètement sur la liberté de la presse et à des appels à la démission. Selon plusieurs médias, Eric Holder a approuvé des écoutes téléphoniques et la surveillance de messageries électroniques de la chaîne Fox News après des fuites relatives à la Corée du Nord. Il est également mis en cause dans les écoutes menées auprès de journalistes de l'agence Associated Press après une fuite sur un complot déjoué par la CIA au Yémen.

Commentaire.

Dans une autre situation, nous retournerons à la bonne vieille lettre en papier, après avoir testé que le courrier n'était pas ouvert, évidemment.

Un article de Reuters du 9 juin 2013

Un ancien de la CIA à l'origine des fuites sur PRISM (10.06)

Un ancien technicien de la CIA âgé de 29 ans est à l'origine des fuites ayant permis aux quotidiens The Guardian et Washington Post de révéler l'existence d'un programme de surveillance hautement confidentiel mené par les services secrets américains, ont annoncé dimanche soir les deux journaux.

Le Guardian, ainsi que le Washington Post, ont publié jeudi des informations ultra-confidentielles provenant de la National Security Agency (NSA, renseignements) qui expliquent comment, dans le cadre du très secret programme PRISM, l'agence a amassé quantité de données téléphoniques et numériques provenant de compagnies telles que Verizon, Google, Apple et Facebook.

Dimanche, le Guardian explique que sa source, Edward Snowden, lui a demandé de révéler son identité pour que le public sache ce qui est fait en son nom.

Edward Snowden, ancien assistant technique de la CIA, travaillait avec la NSA en tant qu'employé détaché du groupe de défense Booz Allen Hamilton. Il se trouve désormais dans un hôtel de Hong Kong après avoir quitté les Etats-Unis avec des documents secrets, indique le Guardian.

La révélation du programme secret PRISM a suscité un vif débat aux Etats-Unis et à l'étranger au sujet des pouvoirs très importants de la NSA. L'agence a accru très fortement ses programmes de surveillance ces dix dernières années. Les autorités américaines affirment que la NSA opère dans les limites de la loi.

"LA NSA PEUT INTERCEPTER PRESQUE TOUT"

"Je ne veux pas vivre dans une société qui fait ce genre de choses. Je ne veux pas vivre dans un monde où tout ce que je fais et dit est enregistré. Ce n'est pas une chose avec laquelle je veux vivre ou que je veux supporter", a déclaré Edward Snowden au Guardian qui a publié sur son site internet une vidéo où son informateur est interviewé.

"La NSA a construit une infrastructure qui lui permet d'intercepter presque tout. Avec cette capacité, la vaste majorité des communications humaines sont automatiquement ingérées sans ciblage. Si je veux voir vos courriels ou le numéro de téléphone de votre femme, je n'ai qu'à utiliser les interceptions. Je peux avoir nos courriels, mots de passe, enregistrements téléphoniques, cartes de crédit", affirme-t-il.

"Mon seul but est d'informer le public sur ce qui a été fait en son nom et ce qui est fait contre lui", déclare Snowden au Guardian.

"Je comprends qu'on va me faire souffrir pour mes actions", ajoute-t-il dans une note qui accompagne les documents qu'il a fournis au journal.

"Il est important d'envoyer un message au gouvernement que les gens ne seront pas intimidés", a déclaré Edward Snowden selon le Washington Post.

Selon le Guardian, Edward Snowden a travaillé à la NSA pendant quatre ans comme représentant de sociétés extérieures telles que Booz Hamilton et Dell.

Il y a trois semaines, il a copié les documents secrets au bureau de la NSA de Hawaii où il travaille et a déclaré à son supérieur qu'il avait besoin d'un congé pour un traitement contre l'épilepsie, raconte le quotidien britannique.

Il s'est envolé pour Hong Kong le 20 mai.

Un complément de Rue89

Entre deux scoops, vendredi, Glenn Greenwald a justement pris le temps de théoriser le débat. Dans un billet consacré aux « lanceurs d'alerte », il résume son engagement, opposant les décideurs du « service public » aux « individus privés » :

« La façon dont les choses sont censées fonctionner est la suivante. Nous sommes censés à peu près tout savoir d'eux : c'est pour cela qu'on parle de service public. Eux sont censés à peu près ne rien savoir de ce que nous faisons : c'est pour cela qu'on nous appelle des individus privés.

Cette dynamique, la base d'une société saine et libre, a été inversée de manière radicale. Maintenant, ils savent tout de ce que nous faisons, et construisent sans cesse des systèmes pour en savoir plus. Pendant ce temps, nous en savons de moins en moins sur ce qu'ils font, puisqu'ils construisent des murs de sécurité derrière lesquels ils travaillent.

C'est ce déséquilibre qui doit prendre fin. Aucune démocratie ne peut être saine et efficace si les actions les plus importantes de ceux qui détiennent le pouvoir politique restent totalement inconnues de ceux auxquels ils sont censés rendre des comptes. »

Un article lemonde.fr du 9 juin 2013

Julian Assange : "L'avancée des technologies de l'information annonce la fin de la vie privée" (10.06)

Le livre *The New Digital Age*, ("*La Nouvelle Ere numérique*", non encore traduit) est un projet clair et provocateur d'impérialisme technocratique rédigé par deux de ses principaux thaumaturges, Eric Schmidt et Jared Cohen. Dans cet essai, ils créent le nouveau langage de la puissance américaine au XXI^e siècle. Ce langage traduit la relation plus proche que jamais qu'entretiennent la diplomatie américaine et la Silicon Valley, M. Schmidt étant le président exécutif de Google, tandis que M. Cohen, ancien conseiller de Condoleezza Rice et d'Hillary Clinton, dirige aujourd'hui le think tank Google Ideas.

Les auteurs se sont rencontrés dans Bagdad occupée en 2009, et c'est là que le projet de livre a vu le jour. Déambulant parmi les ruines, les deux hommes s'enthousiasmèrent à l'idée que la technologie était en train de transformer une société laminée par l'occupation américaine. Ils parvinrent à la conclusion que l'industrie technologique pouvait être un puissant agent de la politique étrangère américaine.

Le livre vante le rôle joué par la technologie dans la manière dont les peuples et pays du monde sont peu à peu remodelés, qu'ils le veuillent ou non, à l'image de la superpuissance mondiale. Le style est austère, l'argumentation assurée et la réflexion banale. Mais ce n'est pas un livre conçu pour être lu. Il s'agit plutôt d'un appel destiné à entretenir des alliances.

VERTUS PROGRESSISTES

The New Digital Age est, avant tout, une tentative de la part de Google de se positionner comme le visionnaire géopolitique de l'Amérique – la seule entreprise capable de répondre à la question : "*Où doit aller l'Amérique ?*" Il n'est donc guère surprenant qu'un certain nombre des plus grands fauteurs de guerre soient convoqués pour apporter leur caution à cette défense du soft power occidental. Les remerciements mettent en exergue le nom d'Henry Kissinger qui, aux côtés de Tony Blair et de l'ancien directeur de la CIA Michael Hayden, a formulé avant même sa parution des critiques élogieuses du livre.

Les auteurs assument allègrement le fardeau du "geek" blanc. On voit surgir au fil des pages tout une série de faire-valoir à peau sombre aussi commodos qu'hypothétiques : femmes pêcheurs du Congo, graphistes du Botswana, militants anticorruption salvadoriens et bergers massai analphabètes du Serengeti sont tour à tour docilement convoqués pour démontrer les vertus progressistes des téléphones Google connectés à l'empire occidental.

Schmidt et Cohen proposent une vision savamment banalisée du monde de demain : ils prévoient que les gadgets en circulation d'ici quelques décennies ressembleront beaucoup à ceux d'aujourd'hui – en plus cool. Le "*progrès*" avance au rythme de la propagation inexorable de la technologie américaine. Aujourd'hui déjà, environ un million d'appareils portables pilotés par Google sont activés chaque jour. Google, et donc le gouvernement américain, s'immiscera dans les communications de tout être humain vivant ailleurs qu'en Chine (vilaine Chine !). Les produits deviennent de plus en plus merveilleux ; les jeunes urbains actifs dorment, travaillent et font leurs achats avec plus de facilité et de confort ; la démocratie se trouve subvertie par les technologies de surveillance, et le contrôle est rebaptisé avec enthousiasme "*participation*".

Les auteurs jettent un regard amer sur la grande victoire des Egyptiens en 2011. Ils rejettent avec mépris les revendications de la jeunesse égyptienne, affirmant que "*le mélange de militantisme et d'arrogance est quelque chose d'universel chez les jeunes*". La mobilisation sur les réseaux sociaux signifie que les révolutions seront "*plus faciles à déclencher*" mais "*plus difficiles à terminer*". En raison de l'absence de dirigeants forts, elles ne pourront déboucher, explique M. Kissinger, que sur des gouvernements de coalition dégénéralant peu à peu en autocraties. Le livre affirme en outre qu'il n'y aura "*plus de printemps*" (mais la Chine est dans les cordes).

Schmidt et Cohen fantasment sur l'avenir de groupes révolutionnaires disposant de "*solides ressources financières*". Une nouvelle "*équipe de consultants*" "*utilisera les données pour façonner avec précision une personnalité politique*".

Le livre reflète les tabous et les obsessions du département d'Etat. Il évite toute critique significative d'Israël et de l'Arabie saoudite. Il affirme de manière parfaitement ahurissante que le mouvement latino-américain pour la souveraineté, qui depuis trente ans a libéré tant de gens des ploutocraties et des dictatures soutenues par les Etats-Unis, n'existe tout simplement pas. Se référant aux "*dirigeants vieillissants*" de la région, le livre confond l'Amérique latine avec Cuba. Et bien entendu, les auteurs s'inquiètent des croque-mitaines préférés de Washington : la Corée du Nord et l'Iran.

CYBERTERRORISME

En dépit du fait qu'il n'est responsable que d'une fraction infime des morts violentes dans le monde, le terrorisme reste une des premières préoccupations des milieux de la politique étrangère américaine. Comme c'est une obsession qu'il convient d'alimenter, un chapitre entier est consacré à "*l'avenir du terrorisme*". Nous y apprenons que cet avenir sera le cyberterrorisme. S'ensuit un long passage où sont complaisamment nourries les peurs, notamment sous la forme d'un scénario catastrophe dans lequel les cyberterroristes prennent le contrôle des systèmes de régulation du trafic aérien américain, envoient des avions s'écraser contre des immeubles, coupent les réseaux de distribution d'électricité et déclenchent des tirs d'armes nucléaires. Puis les auteurs s'empressent de mettre les militants participant à des sit-in numériques dans le même sac que ces terroristes.

Mon point de vue est très différent. L'avancée des technologies de l'information telle qu'incarnée par Google annonce la fin de la vie privée pour la plupart des êtres humains et entraîne le monde vers le totalitarisme. Mais si MM. Schmidt et Cohen nous disent que la disparition de la vie privée aidera les gouvernements des "*autocraties répressives*" à "*cibler leurs citoyens*", ils soulignent également que les gouvernements des démocraties "*ouvertes*" la considéreront comme "*un cadeau*" leur permettant de "*mieux répondre aux préoccupations des citoyens et des consommateurs*". En réalité, l'érosion de la sphère privée individuelle en Occident et la centralisation concomitante du pouvoir rendent inévitables les abus, rapprochant de plus en plus les "*bonnes*" sociétés des "*mauvaises*".

La partie concernant les "*autocraties répressives*" décrit différentes mesures de surveillance : dispositions juridiques autorisant l'installation de portes dérobées sur les logiciels afin de pouvoir espionner les citoyens, contrôle des réseaux sociaux et collecte d'informations sur des populations entières. Toutes ces mesures sont déjà largement en usage aux Etats-Unis. En fait, certaines d'entre elles – comme l'obligation faite à tout profil de réseau social d'être lié à un nom réel – ont été lancées par Google lui-même.

La menace est là mais les auteurs ne s'en rendent pas compte. Ils empruntent à William Dobson l'idée que les médias, dans une autocratie, "*autorisent une presse d'opposition tant que les opposants au régime comprennent où se situent les limites tacites*". Or ces tendances commencent à se manifester aux Etats-Unis. Personne ne doute de l'effet dissuasif qu'ont eu les investigations dont ont fait l'objet l'agence de presse Associated Press et le journaliste James Rosen de la chaîne d'information Fox News. Mais on n'a guère lu d'analyses sur la façon dont Google s'est plié aux demandes relatives à l'assignation de Rosen. J'ai moi-même fait l'expérience de ces tendances.

FUNESTE OEUVRE

Le département de la justice a reconnu en mars dernier qu'il entamait sa troisième année d'enquête sur WikiLeaks. La déclaration du tribunal spécifie que ses objectifs visent "*les fondateurs, propriétaires ou gérants de WikiLeaks*". Le 3 juin s'est ouvert le procès d'une source présumée de Wikileaks, Bradley Manning, procès au cours duquel vingt-quatre témoins à charge devraient déposer à huis clos.

Ce livre est une funeste oeuvre dans laquelle aucun des deux auteurs ne possède le langage lui permettant ne serait-ce que d'appréhender, et encore moins d'exprimer, le mal centralisateur titanesque qu'il contribue à édifier. "*Ce que Lockheed Martin a été au XXe siècle, nous disent Schmidt et Cohen, les entreprises de technologie et de cybersécurité le seront pour le XXIe.*" Sans s'en rendre compte, ils ont redécouvert et appliquent la célèbre prophétie de George Orwell.

Si vous voulez avoir une vision du futur, imaginez des Google Glass bénéficiant de la sanction de Washington, fixée – pour l'éternité – sur des visages humains totalement inexpressifs. Les zéloteurs du culte des technologies ne trouveront guère dans ce livre de quoi les inspirer, et d'ailleurs ils n'ont pas l'air d'en

avoir besoin. Mais c'est une lecture essentielle pour quiconque est impliqué dans la bataille de l'avenir, en vertu d'un impératif tout simple : connais ton ennemi.

© 2013 "*The New York Times*", traduit de l'anglais par Gilles Berton

Un article lemonde.fr du 10 juin 2013

La secrétaire générale de l'UMP pourrait être menacée par une enquête en Espagne (11.06)

Nouvelles révélations de Mediapart. Selon le site d'information, la secrétaire générale de l'UMP, Michèle Tabarot, pourrait être visée par une enquête ouverte en 2008 contre son frère. Des juges espagnols ont en effet mis en examen Claude Roch Tabarot pour une escroquerie immobilière de 72 millions d'euros.

Le frère de la députée et maire du Cannet est accusé d'avoir vendu, par sa société Riviera Invest, des appartements sur plans, en Grenade et Murcie, qui n'ont jamais été construits et sur des terrains qui ne lui appartenaient pas.

Le groupe immobilier a également effectué des retraits en espèces de 13,5 millions d'euros, selon les pièces de l'enquête consultées par Mediapart. Et des virements auraient été effectués vers le Maroc, les Etats-Unis et la France. Des montants "*suffisamment significatifs pour s'interroger sur l'usage de ces fonds et la logique de cette opération*", selon les enquêteurs.

DE L'ARGENT "DÉTOURNÉ"

Une partie des victimes françaises est donc sur le point de demander la poursuite de l'investigation dans l'Hexagone. Ce qui pourrait, toujours selon Mediapart, pousser la justice espagnole à s'intéresser à Michèle Tabarot et au second frère, Philippe, secrétaire national de l'UMP, conseiller général des Alpes-Maritimes et candidat à la mairie de Cannes en 2014.

"Il y a des preuves qu'une partie de l'argent des victimes espagnoles du groupe Riviera est allée en France et que cet argent a été détourné par un membre de la famille de responsables politiques, dans leur campagne électorale", déclare ainsi l'avocat de l'association des victimes, José Luis Escobar.

Les soupçons des victimes sont renforcés par le fait qu'un proche conseiller de Michèle Tabarot, Frank Mezzasoma, également trésorier adjoint de la fédération UMP des Alpes-Maritimes, a été l'un des actionnaires de la holding Riviera Coast Invest.

Commentaire.

Non, mais il faut les comprendre, quand dans votre famille ou votre parti vous avez des avocats d'affaires, des banquiers, etc. il faut s'en servir (et se servir !), c'est la moindre des choses, sinon à quoi bon, franchement.

Un article Le Nouvel Observateur du 10 juin 2013

Jérôme Cahuzac soupçonné d'avoir couvert des fraudes d'HSBC (11.06)

Le 23 avril, le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire sur les conditions dans lesquelles des milliers de contribuables français ont ouvert des comptes non déclarés en Suisse chez HSBC, pratique révélée en 2009 par un ex-informaticien de la banque, Hervé Falciani.

Mais bien avant l'ouverture de cette enquête, des informations compromettantes sur les activités illicites de la banque britannique circulaient déjà, rappellent Fabrice Arfi et Valentine Oberti dans Mediapart. Dans l'article qu'ils signent ensemble ce lundi 10 juin, ils soulèvent le fait qu'à l'été 2010, Jérôme Cahuzac, alors président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale, a été "*personnellement destinataire*" de tels renseignements. Toutefois, "*il ne les a pas utilisés malgré ses larges pouvoirs d'enquête parlementaire*", poursuivent les journalistes de Mediapart.

Arnaud Montebourg avait alerté Jérôme Cahuzac

Alors député de l'opposition, l'actuel ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a, dans le courant de l'été 2010, alerté Jérôme Cahuzac des agissements de la banque.

"*Proche de l'avocat historique de Hervé Falciani, Me Patrick Rizzo, qui craignait – à juste titre – un enlèvement judiciaire du dossier dès 2010 en France, alors sous le statut d'enquête préliminaire au parquet de Nice, Arnaud Montebourg a recueilli, le 2 mars 2010, les confidences enregistrées*" d'Hervé Falciani, explique Mediapart. Le site d'information a consulté le procès-verbal de 25 pages signé de l'ex-informaticien. Un document accablant pour la banque.

Le 3 août 2010, Arnaud Montebourg fait suivre ce PV à Jérôme Cahuzac, accompagné d'une lettre que Mediapart reproduit dans son article. Mais le courrier est restée lettre morte.

Antoine Cahuzac, frère de Jérôme, en poste à HSBC

Comme raison "*toute personnelle*" pouvant expliquer l'absence de réaction de Jérôme Cahuzac, Mediapart évoque le fait que son frère, Antoine Cahuzac était au moment des faits "*l'un des principaux dirigeants de la HSBC Private Bank France, dont il a intégré le comité exécutif en 2008*". Jérôme Cahuzac est aujourd'hui lui-même mis en examen pour blanchiment de fraude fiscale.

L'exploitation de ces fichiers par le fisc a conduit à l'époque le ministre du Budget, Eric Woerth (UMP), à annoncer qu'il disposait d'une liste de 3.000 fraudeurs présumés et à ouvrir une cellule de régularisation.

En fait, rappelle Mediapart, "*selon un récent bilan de Bercy, il n'y avait pas 3.000 mais 6.313 comptes de Français (personnes morales et physiques) dans cette liste, dont 2.846 comptes ont été identifiés avec encours positif*". Sur ce total, "*seules 66 personnes se sont déclarées spontanément à la cellule de régularisation mise en place par Éric Woerth. A ce jour, 896 contrôles fiscaux sont achevés et seulement 86 dossiers ont fait l'objet d'une plainte pénale par Bercy*", indique le site web d'information.

Mediapart précise que l'émission "*Cash Investigation*" (France 2), diffusera, mardi 11 juin à 20h45, une enquête sur les évadés du fisc. A la tête de ce magazine, la journaliste Elise Lucet promet, sur Twitter, des "*séquences exclusives et des documents inédits*".

Commentaire.

Toutes ces révélations, affaires, scandales vont venir alimenter le rejet des institutions et du gouvernement par les travailleurs, c'est excellent, cela va favoriser la radicalisation des masses auxquelles ils osent demander de nouveaux sacrifices. On est gouverné par des crapules : dehors, à nous de gouverner !

Un article Le Nouvel Observateur du 10 juin 2013

Surveillance des données : le programme secret du Canada (11.06)

Un journal canadien révèle lundi une affaire qui se rapproche du "NSAgate" américain. Le Commissariat à la protection de la vie privée envisage une enquête.

Le Canada a renouvelé en 2011 un programme secret de collecte de données téléphoniques et internet, à l'instar des programmes américains de surveillance étendue révélés la semaine dernière dans la presse, affirme lundi 10 juin le quotidien canadien "*The Globe and Mail*".

Le ministre canadien de la Défense, Peter MacKay, a signé en novembre 2011 un décret ministériel renouvelant un programme de surveillance des télécommunications, qui avait initialement été mis en place dès 2005 par le précédent gouvernement libéral, a indiqué le quotidien de référence.

Le programme, qui a pour objectif de traquer les activités suspectes, a été suspendu pendant plus d'un an en 2008 après l'intervention d'un juge de la Cour suprême. Le magistrat avait exprimé ses craintes qu'il ne mène à une surveillance indue des Canadiens, ajoute le journal, qui a obtenu des registres de données censurés en grande partie au nom de la sécurité nationale.

Aux Etats-Unis, les révélations sur un programme de recueil de données via neuf groupes informatiques ont déclenché la semaine dernière une vive controverse, forçant le président Barack Obama à préciser qu'il ne s'appliquait pas "*aux citoyens américains*". Le président avait aussi indiqué qu'un autre programme de collecte de données téléphoniques, via l'opérateur Verizon, ne portait pas sur le contenu des appels.

"Les mesures actuelles de protection de la vie privée sont adéquates"

Au Canada, des données provenant de citoyens canadiens sont parfois collectées "*accidentellement*", ont admis des responsables du programme au "*Globe and Mail*". Ces données sont alors immédiatement détruites, ont assuré ces responsables appartenant au Centre de la sécurité des télécommunications du Canada (CSTC), une agence du ministère de la Défense.

Dans un compte-rendu adressé en 2011 au ministre de la Défense, les responsables du programme avaient défendu son utilité, en précisant qu'il ne visait pas l'écoute des communications mais la récolte d'*"une information associée à une télécommunication"*.

"Les mesures actuelles de protection de la vie privée sont adéquates", ajoutaient ces mêmes responsables, alors qu'ils cherchaient à obtenir le renouvellement du programme, selon le "*Globe and Mail*".

Une enquête d'envergure est envisagée

"La métadonnée est utilisée pour isoler et identifier des communications de l'étranger, puisque le CSTC ne peut, en vertu de la loi, mener ses activités auprès des Canadiens", a précisé au journal un porte-parole du CSTC, Ryan Foreman.

Ces développements ont suscité l'inquiétude du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, qui relève du parlement fédéral.

Une porte-parole a indiqué à l'AFP que la Commissaire Jennifer Stoddart envisageait de mener une enquête d'envergure sur ces révélations.

Le Canada faisant partie du programme d'échange de renseignements "*Five Eyes*" - avec les Américains, les Britanniques, les Néo-Zélandais et les Australiens -, la Commissaire compte aussi s'adresser à ses homologues à Canberra, Wellington, Londres et Washington pour mener cette investigation, a précisé son bureau.

Un article lemonde.fr du 11 juin 2013

Huit millions de français peinent à payer leurs factures énergétiques (13.06)

Ce sont pas moins de huit millions de personnes en France qui ont du mal à régler leurs factures d'énergie. Dans son rapport annuel publié mardi 11 juin, le médiateur national de l'énergie confirme la montée de la précarité énergétique et relance l'idée de créer un "*chèque énergie*", afin de protéger les Français modestes de la hausse "*inélucltable*" du prix de l'électricité.

L'an dernier, "*18 % des dossiers traités par ses services concernaient des personnes en difficulté de paiement, avec une dette moyenne supérieure à 1 900 euros*", contre 15 % en 2011, indique le document. Et la situation s'est encore aggravée cet hiver : le quart des dossiers reçus depuis janvier concernaient des difficultés de paiement, avec un pic à 34 % en mars.

Parmi ses recommandations, le médiateur préconise des augmentations de l'électricité planifiées sur plusieurs années, pour aider les consommateurs à s'y préparer. Il estime qu'il faudrait augmenter les tarifs de l'électricité d'environ 5 % par an cette année et les deux suivantes, en s'appuyant notamment sur l'avertissement au début du mois de la Commission de la régulation de l'énergie (CRE) qui avait prédit de fortes augmentations.

Mais, parallèlement, afin d'amoindrir l'impact pour les plus fragiles, l'organisme qui conseille et protège les consommateurs d'électricité et de gaz réclame la mise en place d'un dispositif "*chèque énergie*", doté de plus de 1 milliard d'euros et remplacerait des tarifs sociaux de l'électricité et du gaz.

Le médiateur juge les dispositifs existants très insuffisants car ils sont d'un montant faible (ils coûtent moins de 200 millions d'euros par an), ne couvrent pas toutes les énergies (fioul, bois, réseaux de chaleur sont exclus), ont des frais de gestion élevés et peinent à arriver jusqu'aux foyers éligibles. Comme les tarifs sociaux, le chèque énergie serait financé par les consommateurs. Il pourrait être couplé à l'APL (aide personnalisée au logement) pour plus de simplicité.

En outre, le médiateur demande l'instauration d'un "*fournisseur de dernier recours*" dans l'énergie, comme cela existe déjà dans la banque ou les télécoms, pour les ménages dont les contrats ont été résiliés et qui n'arrivent pas à trouver un nouvel opérateur.

Un article lemonde.fr du 12 juin 2013

En Europe, la crise a précipité une refonte générale des retraites (13.06)

En dix ans, la France aura connu quatre réformes des retraites (en 2003, 2007, 2010 et 2013), pouvant laisser penser qu'il s'agit là d'une spécificité hexagonale. Mais la crise économique, combinée à un vieillissement croissant de la population – un rapport de la Commission européenne estime à 42 millions le nombre de nouveaux retraités d'ici à 2060 – a obligé la majorité des Etats membres de l'Union européenne à repenser la pérennité de leur système de retraite.

France et Allemagne

Le principal levier sur lequel jouent les Etats pour financer leur régime de retraite par répartition à long terme, c'est le recul de l'âge légal minimum de départ à la retraite.

En France, il a été porté en 2010 sous la présidence de Nicolas Sarkozy de 60 à 62 ans, à raison d'une augmentation de quatre mois par an jusqu'en 2018. Pour prétendre à une retraite sans décote, il faudra atteindre 67 ans. En Allemagne, l'âge légal est actuellement de 65 ans, pour atteindre progressivement un départ à 67 ans en 2029, selon la loi en vigueur de janvier 2012. Mais la différence la plus criante entre les deux systèmes repose sur la durée de cotisation.

Un Français qui commence aujourd'hui à travailler à 25 ans devra cotiser 41 ans et demi pour toucher une pension complète sans décote, qu'il atteindra au minimum à 66 ans (excepté s'il bénéficie d'un régime lié à la pénibilité).

Marisol Touraine envisage d'ailleurs la possibilité de suivre la préconisation du rapport Moreau sur l'avenir des retraites concernant un rallongement de la durée de cotisation en vue de la loi sur les retraites prévue en septembre, sans fournir de chiffre à l'appui.

Outre-Rhin, la durée de cotisation demeure inchangée, fixée à 45 ans. Les salariés allemands qui ont cotisé 35 ans peuvent également partir à la retraite à 63 ans, en subissant une décote. Selon Eurostat, l'âge effectif de départ à la retraite en Allemagne en 2012 est d'un peu plus de 62 ans, si bien que le taux d'emploi des seniors reste l'un des plus hauts d'Europe, estimé à 59,9 % en 2011.

A l'inverse, en France, on part en moyenne à 60 ans à la retraite, mais à peine 41,4 % des 55-64 ans ont encore un emploi avant de liquider leur pension. Les projections faites par le Conseil d'orientation des retraites (COR) sur l'évolution des régimes des retraites sont pessimistes. Elles indiquent que le nombre de retraités devrait s'accroître deux fois plus vite que celui des salariés cotisants entre 2011 et 2030. A l'horizon 2040, selon l'organisme, il y aura moins d'un actif pour un retraité.

L'Europe du Sud : Espagne, Portugal, Italie et Grèce

La cure d'austérité en Europe du Sud s'est traduite uniformément par une hausse de l'âge légal de départ à la retraite dans chacun des pays. Ainsi, en 2011, l'Espagne a voté un recul de l'âge de départ de 65 à 67 ans à l'horizon 2025. En décembre de la même année, le gouvernement de Mario Monti, sous la pression de Bruxelles, avait introduit en Italie dans son plan de rigueur la fixation à 66 ans de l'âge de la retraite pour les hommes et à 62 ans pour les femmes.

En Grèce, fortement endettée et sous l'œil soucieux du FMI et de la Commission, c'est une loi de 2010 qui instaure l'alignement, de 60 à 65 ans, de l'âge de départ des femmes sur celui des hommes d'ici à fin 2013, en plus d'une baisse des pensions jusqu'à 20 %. En mai, le premier ministre portugais, Pedro Passos Coelho, a soumis l'idée d'une hausse de un an du même indicateur, soit de 65 à 66 ans pour les années à venir.

Si la durée de cotisation pour obtenir une pension pleine n'excède guère 35 années en Espagne et en Italie, 40 au Portugal et en Grèce d'ici à 2015, ces chiffres masquent une autre réalité : celle d'un chômage record qui touche de plein fouet les seniors. Du côté de Rome et d'Athènes, selon les chiffres 2011 d'Eurostat, ils

sont plus des deux tiers sans emploi entre 55 et 64 ans et partent en moyenne à la retraite respectivement à l'âge de 60 et 61 ans environ.

Pour la péninsule ibérique, le chiffrage des chômeurs de plus de 50 ans concerne plus d'un actif sur deux avec un âge de départ au-delà de 62 et 63 ans pour les femmes portugaises et espagnoles. Autant de cas chiffrés qui témoignent d'une hausse des départs anticipés à la retraite qui grèvent, par des systèmes de décote, les pensions des retraités.

Europe centrale : Pologne, Hongrie et République tchèque

Les pays d'Europe centrale, touchés par une forte hausse du chômage, n'ont pas contrevenu à la règle d'une réforme en profondeur de leur système de retraite. En Hongrie, où la pension moyenne de retraite s'élève à 358 euros en 2012 selon une étude du Trésor, l'âge l'égal va passer de 62 à 65 ans entre 2014 et 2021. Il faut aussi 40 annuités pour recevoir une retraite équivalente à 66 % du salaire brut moyen.

Idem pour la République tchèque, dont l'originalité comprenait la création en 2011 de fonds privés d'assurance-retraite pour alléger le fardeau du financement public.

La Pologne, qui prévoit que la moitié de sa population aura plus de 50 ans en 2040, a également durci l'ouverture des droits à la retraite en 2012 de 65 à 67 ans, soit le seuil le plus élevé avec le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Allemagne.

Royaume-Uni

Cas à part, le Royaume-Uni cumule système par répartition et par capitalisation, c'est-à-dire que les actifs peuvent bénéficier d'une retraite publique et de moyens d'épargnes complémentaires pour leurs vieux jours par des placements dans des fonds de pension.

Au Royaume-Uni, le déficit total des fonds de pension du pays atteignait en décembre 295 milliards d'euros, selon le Fonds de protection des retraites britannique. L'OCDE signale que ces ressources privées représentent 40 % des revenus des retraités. Un article du Figaro mentionne qu'une étude d'octobre réalisée par le cabinet de conseil Towers Watson estimait que le système ne pourrait pas retrouver son équilibre avant 2039.

Dans ce contexte de crise, le Royaume Uni, par un plan de rigueur, a également procédé en deux étapes pour réformer son système public des retraites qui est devenu l'un des plus sévères d'Europe. Une loi de 2010 a relevé à 65 ans le droit à toucher une pension complète, puis à 68 ans d'ici à 2046. Début 2012, le gouvernement Cameron s'était attaqué cette fois-ci à la durée de cotisation passée à 44 ans pour les hommes et 39 pour les femmes, mobilisant le secteur public contre son projet de loi.

Selon une étude du COR, le régime obligatoire public anglais ouvre des droits très faibles : seulement 115 euros par semaine en étant éligible à la pleine pension de retraite. Une seconde pension d'Etat, sous conditions de ressources, complète les revenus de ceux qui ne bénéficient pas de fonds de pension en entreprise.

Malgré ces mesures d'austérité pour limiter le poids du financement public des retraites, entre 2008 et 2011, sa part en pourcentage du produit intérieur brut a plus que doublé, passant de 5 à 12 % du PIB, selon des chiffres fournis par le COR et Eurostat.

Commentaire.

Peut-on parler de mise en esclavage généralisé ou est-ce déplacé, exagéré ?

Un article publié par wikistrick.com du 11 juin 2013

La Banque d'Espagne propose d'abolir le salaire minimum... (13.06)

C'est parti. Ce qui devait arriver arrive, malgré les dires des sceptiques, des naïfs et des menteurs. La Commission européenne qui s'est permis cette semaine d'exhorter la France à une mesure similaire se frotte les mains. La Banque d'Espagne qui croule sous 168 milliards d'euros d'emprunts toxiques a trouvé la solution facile, du niveau de la taxation des dépôts bancaires que le gouvernement espagnol va mettre en place. Que les Espagnols gagnent déjà 17% de moins que la moyenne de l'UE n'est pas son souci.

Il est évident qu'en Espagne comme ailleurs, des voix érudités vont enfourcher à nouveau ce cheval de bataille au nom de la compétitivité et de la sortie de « crise », pour faire de nous des minijobbers devant se contenter des miettes de la richesse que nous créons. Belle Europe, on ne le dira jamais assez.

La Banque d'Espagne a indiqué dans son rapport annuel pour 2012 que le risque de chômage de longue durée devient « *chronique* » est « *très préoccupant* », et veut explorer la possibilité de contracter le salaire minimum (SMI), qui est actuellement à € 645,30 par mois. Rendez-vous compte: 645 euros c'est trop. Le pire est que cette rémunération, bien inférieure au seuil de pauvreté même en Espagne, soit considérée comme un « *salaire* » alors qu'il ne s'agit tout au plus qu'une « *indemnisation* » ou d'un « *défraiement* ». Le terme « *Pourboire* » pourrait même convenir parfaitement.

Les arguments avancés par la Banque d'Espagne pour étayer sa proposition ne manquent pas de sel. Il s'agit en effet selon elle:

- « *d'explorer des mécanismes pour empêcher la loi sur le salaire minimum comme une restriction à certains groupes de travailleurs ayant plus de difficultés dans leur insertion professionnelle* ». On est dans le « *400 euros c'est mieux que rien* », argument d'une morale et d'une intelligence économique imparables, que seuls les Bacs +20 au QI de 160 peuvent se permettre.

- de créer des emplois à court terme en introduisant une plus grande flexibilité des salaires par de « *nouvelles formules qui permettent, dans des cas particuliers, un écart temporaire avec les termes de la négociation collective* ». Les Bangladais montrent chaque jour comment leurs conditions de travail abominables ont permis de tirer leur pays vers le haut...

La Banque d'Espagne a également son opinion sur les retraites. Elle estime, conformément aux recommandations de Bruxelles, qu' « *il serait sage d'anticiper l'entrée en vigueur du report de l'âge de la retraite (à 67 ans) et l'allongement de la période de calcul de la base (15 à 25 années)* » .

La Banque d'Espagne omet de rappeler que le gouvernement espagnol a commencé à puiser dans la caisse des retraités pour combler les manques de sa politique délirante.

Pour finir, selon elle, il convient de procéder à un examen « *en profondeur* » de la taille du secteur public, des différents programmes de dépenses et du système fiscal.

Vous l'aurez compris la Banque d'Espagne a fait un récital de la pensée libérale la plus aboutie. Réduction des salaires, corvéabilité flexibilité du travail, privatisations, recul de l'âge de la retraite avec allongement de la période de calcul de base afin d'en réduire le montant.

Tout cela sent bien sûr l'arnaque et l'exploitation à plein nez. Encore une fois, les salariés espagnols seront les dindons de la farce, car la richesse dégagée par leurs sacrifices leur sera confisquée pour tomber toujours dans les mêmes mains. A vous les salaires de misère, les conditions de travail déplorables, à nous les bénéfices.

La paupérisation devient désormais un mode de fonctionnement, les droits sociaux ne seront bientôt qu'un vague souvenir. L'économie de subsistance sera le nouveau crédo. Olé!

Un article de blogs.mediapart.fr publié par wikistrick.com du 11 juin 2013

Vítor Constâncio, vice-président de la BCE, décrit les véritables causes de la crise (13.06)

Avant de mourir dans un accident (ou pas), le vice-président de la BCE vous raconte les véritables causes de la crise dans un discours historiquement intègre...

Le Vice-Président de la Banque centrale européenne, le Portugais Vítor Constâncio, a récemment prononcé un discours remarquable lors d'une conférence de la Banque de Grèce. Je dis « *remarquable* » parce qu'il dénonce les arguments austéritaires (entre autres, de l'Allemagne) et souligne le rôle de l'intégration financière européenne en tant que cause majeure de la crise. Jamais une personnalité aussi élevée de la zone euro, Constâncio est peut-être le fonctionnaire européen le deuxième plus puissant après Mario Draghi, n'a conforté ainsi les thèses des progressistes américains (Krugman, etc.) et des souverainistes français (Dupont-Aignan, etc.).

Constâncio présente quatre arguments principaux :

- La crise n'est pas principalement due aux déficits publics excessifs, c'est-à-dire au non-respect du Pacte de Stabilité et de Croissance (la fameuse règle des 3 %). Des pays qui l'ont respecté connaissent des crises graves (Irlande, Espagne), des pays qui ne l'ont pas respecté s'en sortent relativement bien (France, Allemagne).
- La crise est surtout due à l'explosion des prêts et de la dette privés, notamment sous l'impulsion des bulles financières provoquées par les investissements douteux des banques.
- Ces déséquilibres économiques ont été provoqués et aggravés par l'intégration financière européenne, qui a complètement libéralisé les mouvements de capitaux et rendu ces bulles incontrôlables.
- L'euro a placé les pays de la périphérie en position de vulnérabilité financière comparable à des pays du Tiers-Monde, notamment à cause de la fuite massive des capitaux et l'incapacité de s'auto-garantir par la banque centrale.

Traduction :

[L]e premier des récits de la crise, progressivement corrigé par les universitaires mais toujours apprécié dans certains segments de l'opinion, peut être résumé ainsi : Il n'y avait rien de fondamentalement erroné avec la conception initiale de l'[Union économique et monétaire], et la crise a été provoquée principalement du fait que plusieurs pays de la périphérie n'ont pas respecté cette conception – en particulier les règles budgétaires du Pacte de Stabilité et de Croissance – ce qui a provoqué la crise des dettes souveraines. C'est le récit « *c'est surtout budgétaire* », qui peut être facilement lié à deux autres : l'indiscipline budgétaire a provoqué la surchauffe économique, l'augmentation des salaires et des prix impliquant une perte de compétitivité, et cela a ensuite provoqué une crise de la balance des paiements.

Si ce récit présente une cohérence interne, elle n'est pas exacte, surtout en tant que cause principale de la crise.

D'abord, il n'y aucune corrélation marquée entre le respect ou non du Pacte de Stabilité et de Croissance avant la crise par un État-membre donné, et les taux d'intérêts demandés par les marchés financiers aujourd'hui. Par exemple, l'Allemagne et la France n'ont pas respecté le Pacte en 2003-4 ; l'Espagne et l'Irlande l'ont respecté à peu près complètement jusqu'à 2007. [...]

Je propose, pour avoir un récit plus exact des causes de la crise, qu'on regarde au-delà des seules politiques budgétaires : les déséquilibres sont venus principalement de l'augmentation des dépenses du secteur privé, qui étaient eux-mêmes financés par les secteurs bancaires des pays créditeurs et débiteurs. [...]

D'où est venu le financement pour cette explosion de la dette privée ? Un aspect particulier du processus d'intégration financière en Europe après l'introduction de l'euro a été une augmentation importante de

l'activité bancaire transfrontalière. Les prêts [exposition] des banques des pays non-stressés [c'est-à-dire, pas en crise, France, Allemagne, etc.] aux pays en crise ont quintuplé entre l'introduction de l'euro et le début de la crise financière.

Si cette explosion des flux financiers a été distribuée de manière très inégale parmi les pays de la périphérie, elle les a touchés tous, et limiter ses effets s'avéra extrêmement difficile.

De mon expérience j'ai pu directement constater les difficultés auxquelles ont fait face les pays de la périphérie. Les règles européennes sur le libre mouvement des capitaux, l'objectif de créer un champ uniforme [level-playing field] pour les différents secteurs bancaires, et la croyance en l'efficacité de marchés financiers soi-disant auto-équilibrés, ont tous rendu extrêmement difficile la mise en œuvre d'une quelconque politique d'endiguement. De plus, personne n'a jamais prédit qu'un arrêt soudain, caractéristique des économies émergentes, pourrait se produire dans la zone euro.[...]

Un article nouvelobs.com du 12 juin 2013

Peugeot, Total, BNP, HSBC... Ils comptent 4.858 filiales dans les paradis fiscaux (13.06)

Aucun des 50 plus grands groupes européens ne fait exception, avec pléthore d'implantations offshore. Leur paradis fiscal préféré ? Les Pays-Bas.

Ils en ont 117 chacun, en moyenne. Les cinquante plus grands groupes européens comptent pléthore de filiales dans les paradis fiscaux. Une présence massive, selon une enquête publiée mercredi 12 juin par l'ONG CCFD-Terre solidaire et la revue Projet.

Dans ce rapport intitulé "*Aux paradis des impôts perdus*", le Comité catholique contre la faim et pour le développement, en pointe dans la lutte contre l'évasion fiscale, a épluché les comptes et rapports d'activités de ces entreprises cotées en bourse, des banques HSBC, BNP Paribas et Deutsche Bank aux constructeurs automobiles Peugeot et Volkswagen en passant par Siemens, Vodafone ou encore Total et Enel.

Résultat: 4.858 filiales dans des paradis fiscaux, soit 29% de leurs filiales à l'étranger. Aucun de ces cinquante groupes n'est absent des ces territoires montrés du doigt.

"*Rien qu'aux îles Caïmans, ils ont plus de filiales qu'au Brésil et deux fois plus qu'en Inde. Et au Luxembourg presque autant qu'en Chine*", déplore l'organisation non gouvernementale.

Rendre illisible la localisation des profits

Si elle ne constitue pas en soi une preuve d'évasion fiscale, cette concentration massive de filiales offshore va de pair avec une opacité comptable rendant illisible la localisation des 208 milliards d'euros de profits de ces entreprises en 2012", ajoute l'ONG. "*Personne n'est dupe*". Les "*destinations de prédilection*" sont, dans l'ordre, les Pays-Bas, l'Etat du Delaware (Etats-Unis), le Luxembourg, l'Irlande et les îles Caïmans, selon le rapport. Et cette présence n'a pas faibli depuis que la communauté internationale a déclaré, en 2009, la guerre aux paradis fiscaux.

Le CCFD-Terre solidaire et la revue Projet appellent les grandes puissances du G8, qui se réunissent lundi et mardi en Irlande du Nord, puis les pays riches et émergents du G20 à prendre des mesures pour combattre ce phénomène, notamment "*la généralisation du reporting (compte-rendu d'activité, ndlr) pays par pays pour tous les secteurs d'activité*".

Un article AFP du 13 juin 2013

Les firmes américaines omniprésentes parmi les grandes capitalisations mondiales (14.06)

Les groupes américains sont les plus présents parmi les grandes capitalisations boursières mondiales et sont sortis renforcés de la crise financière, au contraire de leurs homologues européens, révèle une étude publiée jeudi par le cabinet PricewaterhouseCoopers (PwC).

Parmi les 100 plus importantes capitalisations boursières dans le monde, 43 entreprises étaient américaines en mars 2013, contre 35 cinq ans plus tôt.

"Les sociétés américaines dominent le classement mais ce qui est vraiment remarquable, c'est la capacité des Etats-Unis à engendrer de nouveaux pionniers", souligne Philippe Kubisa, associé chez PwC, cité dans un communiqué.

Pour preuve, Apple se classe première capitalisation mondiale et Google troisième, tout en ayant fortement progressé en cinq ans.

Outre le secteur de la technologie, les Etats-Unis profitent du succès de groupes comme WalMart et McDonald's dans la distribution ou la consommation, ainsi que d'acteurs du e-commerce comme Amazon et eBay.

Les grandes perdantes sont les entreprises de la zone euro, dont le nombre est tombé à 14, contre 26 en mars 2008, un déclin qui s'explique en partie par la baisse de l'euro par rapport au dollar, souligne l'étude.

PwC observe par ailleurs que les sociétés en Chine et à Hong Kong peinent à bien figurer dans le classement malgré la croissance de l'économie chinoise.

Seules neuf d'entre elles sont dans les 100 premières (contre 8, cinq ans auparavant). Elles ont encore un rayonnement plus régional que mondial, note le cabinet.

Au total, les 100 plus grandes entreprises du monde totalisent une capitalisation boursière de 13.600 milliards de dollars, contre un point bas de 8.400 milliards en 2009.

Il a fallu quatre ans pour retrouver les niveaux d'avant la crise financière, puisque la capitalisation boursière totale atteignait 13.500 milliards en 2008.

Un article AFP du 13 juin 2013

Onze milliards de terriens en 2100, avec 3 milliards de plus de 60 ans (14.06)

La population mondiale, aujourd'hui de 7,2 milliards d'individus, devrait atteindre 8,1 milliards en 2025, 9,6 milliards en 2050 et 10,9 milliards en 2100, selon un rapport des Nations unies publié jeudi.

Cette population avance rapidement en âge: le nombre de personnes de 60 ans et plus devrait tripler d'ici à 2100 (de 841 millions aujourd'hui à 2 milliards en 2050 et près de 3 milliards en 2100).

Cette évolution sera encore plus marquée dans les pays en développement en raison de la baisse de la fécondité et de l'augmentation de l'espérance de vie (81 ans vers 2095, contre 89 ans dans les pays riches). La proportion de séniors dans les pays en développement passera de 9% aujourd'hui à 19% en 2050 et 27% en 2100 (contre 22% d'enfants de moins de 15 ans).

Les 80 ans et plus seront sept fois plus nombreux à la fin du siècle (830 millions contre 120 millions aujourd'hui) et les deux-tiers vivront dans des pays en développement.

Ces prévisions ont été revues à la hausse par rapport aux chiffres précédents datant de 2010 (qui tablaient sur 9,3 milliards d'individus en 2050 et 10,1 milliards en 2100) en raison d'une hausse de la fécondité dans l'Afrique sub-saharienne, selon John Wilmoth, directeur de la démographie au département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DESA).

Ces estimations sont fondées sur un "scénario médian", a-t-il souligné. "Le rythme de baisse de la fécondité dans beaucoup de pays africains pourrait se révéler plus rapide ou plus lent".

L'Inde dépassera la Chine

Selon le rapport, intitulé "*Perspectives démographiques mondiales, révision de 2012*", c'est l'Afrique qui assurera plus de la moitié de la croissance de la population mondiale, passant de 1,1 milliard d'habitants à 2,4 milliards en 2050 et 4,2 milliards en 2100.

La population dans le reste du monde ne devrait augmenter que de 10% entre 2013 et 2100 tandis que l'Europe verra sa population baisser de 14%. La quasi-totalité des pays européens n'arrivent en effet pas à renouveler leur population, avec 1,5 enfant par femme aujourd'hui en moyenne et à peine 1,9 en 2100.

L'Inde devrait dépasser la Chine comme pays le plus peuplé de la planète aux alentours de 2028, avec 1,45 milliards d'habitants, et continuer sur cette lancée jusqu'à 1,5 milliard en 2100 (contre 1,1 milliard en Chine).

Avant 2050, les Nigériens devraient être plus nombreux que les Américains et se retrouver au niveau de la Chine à la fin du siècle.

Plusieurs pays, surtout africains, devraient passer la barre des 200 millions d'habitants avant 2100 dont le Pakistan, la Tanzanie, la République démocratique du Congo l'Ethiopie, l'Ouganda et le Niger.

Par contre, une douzaine de pays, la plupart en Europe centrale et de l'est, verront leur population chuter de plus de 15% d'ici à 2050: le Belarus, la Bulgarie, la Croatie, Cuba, la Géorgie, la Lettonie, la Lituanie, la Moldavie, la Roumanie, la Russie, la Serbie, l'Ukraine. Belarus, Moldavie, Russie et Ukraine ont aujourd'hui l'espérance de vie la plus faible de tous les pays développés, avec moins de 70 ans.

En ce qui concerne les courants migratoires, l'étude cite parmi les principaux pays d'accueil sur la période 2010-2050 les Etats-Unis (1 million d'immigrés par an en moyenne), le Canada (205.000), le Royaume-Uni (172.500), l'Australie (150.000), l'Italie (131.250), la Russie (127.500), la France (106.250) et l'Espagne (102.500).

Un article AFP du 15 juin 2013

Etats-Unis: la ville de Detroit fait défaut sur une partie de sa dette (16.06)

La ville de Detroit, au nord des Etats-Unis, a été contrainte vendredi de faire défaut sur une partie de sa colossale dette de 18,5 milliards de dollars en raison de ses grandes difficultés financières.

En mal de liquidités, la municipalité a décidé d'imposer un moratoire sur des paiements qui étaient dus vendredi et a proposé un plan de restructuration de sa dette à certains créanciers qui devraient se prononcer dans les 30 jours.

Le plan prévoit d'isoler 7 milliards de paiements dus par la ville, notamment à des fonds de retraites, qui ne seraient plus entièrement garantis.

En cas de rejet de la restructuration, la ville pourrait connaître la plus grande faillite de l'histoire des Etats-Unis.

C'est du "50/50", a évalué Kevyn Orr, un expert nommé par le gouverneur de l'Etat du Michigan pour gérer les problèmes de la ville, ancien berceau américain de l'automobile.

"Une mauvaise gestion financière, une population en baisse, une érosion de la base fiscale pendant ces quarante-cinq dernières années ont amené Detroit au bord de la ruine", a-t-il ajouté devant la presse.

Après l'annonce du défaut partiel, l'agence d'évaluation financière Standard and Poor's a abaissé la note de solvabilité de la municipalité à "CCC-", ce qui correspond aux obligations très risquées.

M. Orr a toutefois assuré que le *"chemin de Detroit vers la reprise commençait aujourd'hui"*.

Autrefois quatrième ville la plus peuplée des Etats-Unis, Detroit a vu sa population fondre de plus de moitié en soixante ans, passant de 1,8 million d'habitants en 1950 à 685.000 actuellement.

Les tensions raciales et les émeutes qui ont éclaté lors du mouvement des droits civiques dans les années 1960 ont accentué le mouvement de départ des populations blanches issues de la classe moyenne vers les banlieues ou hors de la ville.

Les entreprises ont suivi le mouvement, érodant les recettes fiscales et obligeant à réduire certains services publics.

Detroit, plombée par une criminalité rampante, n'est par exemple pas en mesure d'assurer l'éclairage public dans l'ensemble de ses rues.

Un articleAFP du 15 juin 2013

Affaire Tapie: Sarkozy aurait demandé une médiation dès 2004 (16.06)

Nicolas Sarkozy est intervenu dès 2004 pour un règlement à l'amiable, en dehors des tribunaux, du conflit entre Bernard Tapie et le Crédit Lyonnais, en donnant l'instruction d'entamer une médiation, contre l'avis du Consortium de réalisation (CDR), a déclaré à l'AFP son ancien président, Jean-Pierre Aubert.

"Début juillet 2004, quand Nicolas Sarkozy était ministre de l'Économie, Claude Guéant m'avait fait venir dans son bureau et m'avait demandé d'accepter une solution transactionnelle. Je lui ai dit +non+", a affirmé M. Aubert, patron du CDR de fin 2001 à fin 2006. Selon lui, un autre conseiller de M. Sarkozy, François Pérol, avait fait la même démarche, en vain.

"Nicolas Sarkozy a souhaité me voir en septembre/octobre 2004. Il m'a réitéré lui-même fortement cette demande, mais je lui ai dit que ça me paraissait une très mauvaise idée", a poursuivi l'ancien patron du CDR.

Cet organisme public était chargé de solder le passif du Crédit Lyonnais et notamment le conflit entre l'ancienne banque publique et Bernard Tapie, qui s'estimait grugé lors de la vente d'Adidas.

Selon M. Aubert, M. Sarkozy lui a alors donné instruction d'ouvrir une médiation: *"Je ne pouvais pas refuser, mais j'ai posé deux conditions : que je puisse nommer un médiateur incontesté et incontestable et que le CDR n'ait jamais à faire un chèque, ne serait-ce que d'un euro, aux époux Tapie".*

Confiée entre novembre 2004 et mars/avril 2005 à Jean-François Burgelin, ancien procureur près de la Cour de cassation, cette médiation a échoué, Bernard Tapie en ayant refusé les conclusions : il aurait dû apporter l'ensemble de ses actifs, y compris son hôtel particulier à Paris, et de son côté, le CDR aurait effacé tout ou partie de ses créances de 120 millions d'euros.

En 2005, la cour d'appel de Paris a alors condamné le CDR à payer 135 M EUR à M. Tapie, un arrêt cassé en 2006 par la Cour de cassation. Mais, en 2007, un tribunal arbitral (privé) a été saisi et a condamné le CDR à verser environ 400 millions d'euros. Cet arbitrage fait aujourd'hui l'objet d'une enquête.

Bernard Tapie a affirmé samedi à l'AFP qu'il était *"tout à fait exact qu'en 2004 les services de M. Sarkozy souhaitaient et espéraient une médiation"*. Mais selon lui, *"elle a échoué, car la proposition du CDR, c'était +on ne lui donne rien et on lui prend tout ce qu'il a"*.

Répondant aux affirmations de M. Aubert, dont il a tenu à souligner qu'il était *"maire socialiste de Barcelonnette"* (Alpes de Haute-Provence), M. Tapie a encore affirmé: *"Son explication, pour justifier cette position, c'était que le CDR dans cette affaire ne risque rien. Un an après, le CDR était condamné à (quelque) 140 millions d'euros"*.

"Ce sont les mêmes qui ont poussé (l'ex-ministre de l'Economie Thierry) Breton à aller en cassation de ce jugement. Résultat, 340 millions par le tribunal arbitral. En attendant la suite...", a ironisé M. Tapie.

Une médiation et un arbitrage permettent de solder un conflit sans passer par les tribunaux. Alors qu'une médiation permet d'aboutir à un accord négocié entre des parties via un intermédiaire, lors d'un arbitrage, les parties font valoir leurs arguments mais doivent accepter la sentence délivrée.

En 2004, M. Aubert était défavorable à une médiation car il craignait que l'imminence de l'ouverture de la procédure devant la Cour d'appel place le CDR *"dans une position de faiblesse"*.

M. Aubert s'interroge en outre sur le choix de recourir à un arbitrage après la décision de la Cour de cassation: *"Pourquoi dessaisir la justice de la République, qui venait de donner raison au CDR après dix ans de procédure, pour confier cette affaire à une justice privée"* en faisant appel à un arbitrage?

Dans l'enquête sur les conditions du recours à l'arbitrage, le successeur de M. Aubert à la tête du CDR, Jean-François Rocchi, a été mis en examen cette semaine pour *"escroquerie en bande organisée"*, de

même que le PDG d'Orange, Stéphane Richard, alors directeur de cabinet de la ministre de l'Économie Christine Lagarde.

Deux proches collaborateurs à l'Élysée de Nicolas Sarkozy en 2007, François Pérol et Claude Guéant, sont désormais dans le collimateur des enquêteurs.

Commentaire.

C'est parfaitement clair : La Talonnette est mouillée jusqu'au cou dans cette affaire-là, il en même à l'initiative !

Un article Reuters du 14 juin 2013

Le rapport Moreau cible retraités et actifs (16.06)

Allongement de la durée de cotisation, hausse des cotisations: le rapport Moreau remis vendredi au Premier ministre trace les pistes d'un retour à l'équilibre du système de financement des retraites en France à l'horizon 2020.

Il s'agit de résorber un déficit évalué pour l'heure à 20 milliards d'euros à cette date. Des propositions potentiellement explosives socialement que le gouvernement présente pour l'heure comme de simples pistes de réflexion appelées à être discutées avec les partenaires sociaux à partir de la conférence sociale de la semaine prochaine.

La commission présidée par Yannick Moreau considère un allongement de la durée de cotisation comme *"la réponse la plus pertinente pour adapter le système de retraites au progrès social que constitue l'allongement de l'espérance de vie"*.

Mesure phare, elle propose d'augmenter la durée de cotations jusqu'à 44 ans.

La commission propose aussi d'aligner le taux maximal de Contribution sociale généralisée (CSG) des retraités sur celui des actifs, de réviser certains avantages fiscaux propres aux retraités et réduire voire supprimer l'abattement fiscal de 10%.

Côté recettes, une hausse des cotisations d'assurance-vieillesse de 0,1 point par an est aussi envisagée.

Autre proposition: une sous-indexation exceptionnelle des pensions, qui se traduirait par exemple par une cotisation de 100 euros, dont 95 seulement seraient pris en compte pour la retraite.

A plus long terme, la Commission propose de *"rapprocher davantage les règles applicables aux fonctionnaires de celles en usage dans le secteur privé, ce qui limiterait les incompréhensions existantes"*.

Elle juge excessive la part des primes dans la rémunération des fonctionnaires. Elle propose une modification du calcul de la pension reposant sur une plus longue durée de référence et l'intégration d'une partie des primes *"afin que cette modification soit aussi neutre que possible pour les agents"*.

Elle souhaite par ailleurs la création d'un *"compte individuel pénibilité"* donnant des droits aux salariés exposés à des facteurs de pénibilité convertibles en période de formation, de temps partiel ou de rachat de trimestres de retraite.

La création d'un comité de pilotage des retraites chargé de *"corriger de manière anticipée et réactive d'éventuels déséquilibres et un meilleur contrôle du rapport entre niveau des pensions et revenu d'activité"* est aussi envisagé.

Un article lemonde.fr du 14 juin 2013

Retraites : "Il faudra de toute façon travailler un peu plus longtemps" (16.06)

Yannick Moreau, présidente de la commission pour l'avenir des retraites et ex-présidente du COR (Conseil d'orientation des retraites) a remis vendredi 14 juin le rapport de sa commission sur les retraites à Jean-Marc Ayrault. La conseillère d'Etat préconise notamment de repousser progressivement la durée de cotisation de 41,5 ans à 44 ans. Elle demande aussi un effort aux retraités, via une désindexation de leurs pensions ou une hausse de leur fiscalité. Mme Moreau explique ses choix au "Monde".

Quelles sont vos principales propositions ?

Yannick Moreau : Notre rapport est construit autour de trois orientations. La première est qu'il faut rétablir l'équilibre financier de notre système de retraite à court terme, puis le stabiliser sur le long terme. La deuxième est fondée sur des mesures d'équité, de justice, de lisibilité et de meilleure gestion. Enfin, nous faisons des propositions sur le travail des seniors et la pénibilité.

Comment fait-on pour rétablir l'équilibre à court terme ?

Il faut faire un effort de sept milliards d'euros d'ici à 2020 pour rééquilibrer le régime général et les régimes alignés. C'est une somme très importante, qui s'explique par la situation démographique et par la crise. Nous listons des mesures, mais ce sera au gouvernement de dire celles qu'il retient. D'autres peuvent même venir de la concertation qui va s'ouvrir avec les partenaires sociaux.

Les mesures que nous proposons concernent aussi bien les actifs que les retraités. Il est par exemple possible de supprimer des niches fiscales ou de faire des moindres revalorisations des retraites, même si nous pensons qu'il ne faut pas toucher les pensions les plus basses. Nous appelons également à faire attention à l'impact de ces mesures sur la croissance : il vaudrait mieux ne pas les faire toutes en même temps.

Nous avons par ailleurs regardé s'il était possible d'accélérer la hausse de la durée de cotisation décidée en 2003. Elle devrait progresser jusqu'à 42 ans en 2020, mais comme le calendrier est déjà fixé par décret pour les générations qui partiront avant 2018, on ne peut pas compter énormément sur des mesures d'âge à l'horizon 2020.

Quelles pistes préconisez-vous alors à plus long terme ?

Il faudra de toute façon travailler un peu plus longtemps. Nous avons chiffré différents scénarios de hausse de la durée de cotisation ou de report de l'âge minimum légal, mais nous estimons surtout qu'il faut changer d'optique pour les réformes des retraites. Dans toutes les réformes précédentes, le gouvernement s'est situé dans une hypothèse économique donnée. Or, la croissance économique est instable, ce qui force systématiquement à réformer à nouveau les retraites.

Nous proposons de construire un mode de calcul des pensions qui tienne un peu plus compte de la croissance. Un comité d'experts proposerait chaque année un coefficient d'indexation pour les salaires pris en compte pour le calcul de la pension qui dépende de la croissance et de la démographie. Après concertation, le gouvernement retiendrait ce coefficient ou des mesures d'effet équivalent, par exemple des cotisations. C'est un pilotage annuel qui existe ailleurs en Europe. On ne dit pas qu'il n'y aurait plus de réformes sur les retraites, mais cela éviterait les crises financières successives.

Vous proposez aussi de rapprocher le mode de calcul des retraites du public sur celui du privé. Pourquoi ne pas aller jusqu'à l'alignement total ?

Un alignement total coûterait très cher et serait inéquitable, notamment entre fonctionnaires. Par ailleurs, une telle réforme ne serait possible qu'en modifiant la politique salariale de la fonction publique sur une longue durée. Les niveaux de retraite comparés au dernier salaire sont similaires entre public et privé. Mais comme nous constatons que cette réalité est visiblement difficile à comprendre, nous estimons que rapprocher les modes de calcul serait plus lisible. C'est pourquoi nous proposons de calculer les retraites

des fonctionnaires sur plusieurs années en incluant une partie des primes. Mais cette réforme n'aurait aucun impact financier et son but n'est pas de faire des perdants ou des gagnants.

Pourquoi ne proposez-vous pas une réforme systémique en fusionnant les différents régimes de retraite ?

L'urgence est de rééquilibrer les régimes et de stabiliser financièrement le système, pas de faire une réforme systémique. Ce n'est pas la demande des Français ; ils ne savent même pas ce que ça veut dire. Mais cela n'empêche pas de travailler, par exemple, sur la convergence des avantages familiaux et des pensions de réversion calculés différemment selon les régimes.

Que proposez-vous sur les avantages familiaux qui sont contestés ?

Il y a une redondance d'avantages familiaux. Certains n'ont plus beaucoup de sens. Les majorations de pensions pour les parents de trois enfants bénéficient par exemple plus aux hommes qu'aux femmes. Ils pourraient être forfaitisés, ce qui avantagerait les femmes. Si on fait une grande réforme, il faut aussi qu'il y ait une convergence entre les avantages des différents régimes. Mais ce sujet est extrêmement complexe et les propositions ne sont pas entièrement bouclées. Je ne suis pas sûre que les trois mois de concertation de cet été suffisent d'ailleurs pour la mener.

La prise en compte de la pénibilité, prévue par la réforme de 2010, est un échec. Que proposez-vous à la place ?

Dans les trente prochaines années, la moyenne d'âge va augmenter de dix ans dans les entreprises. Il faut donc absolument qu'elles s'adaptent pour rester compétitives. Cet enjeu est aussi essentiel pour que nos mesures sur l'âge et la durée de cotisation soient comprises. Nous proposons de créer un compte temps pour les salariés soumis à la pénibilité. Ces salariés gagneraient des points qu'ils pourraient utiliser ensuite, soit pour du temps de formation professionnelle, soit pour du temps partiel en fin de carrière, soit pour pouvoir partir plus tôt en retraite. Mais le but de notre système est de favoriser la formation en faisant que les points "*valent*" trois fois plus dans ce cadre que pour un départ anticipé. Il est bon d'inciter les salariés à utiliser ce temps tout au long de leur carrière et pas seulement au moment du départ en retraite.

Pourquoi ne faites-vous pas de propositions spécifiques sur les régimes spéciaux et notamment les départs anticipés pour les catégories actives (conducteurs SNCF, contrôleurs aériens, agents RATP...) ?

Il est évident que les mesures financières de court terme que nous proposons devront concerner tous les régimes. Pour les catégories actives, la réforme de la pénibilité que nous proposons peut éventuellement les intéresser.

Un article euronews.fr avec AFP du 18 juin 2013

De plus en plus d'enfants européens menacés de pauvreté (20.06)

De plus en plus d'enfants sont menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale dans plusieurs Etats membres de l'Union Européenne en raison cause de la crise économique, a annoncé mardi l'Agence de l'UE pour la protection des droits fondamentaux (FRA).

"La pauvreté des enfants est une question de plus en plus préoccupante dans l'UE", déplore la FRA dans son rapport annuel qui fait le point sur la situation des droits fondamentaux dans l'UE.

En 2012, les Etats membres ont dû prendre plusieurs mesures face à la malnutrition des enfants, mais ils ont aussi dû pratiquer des coupes budgétaires dans les domaines de l'éducation, des soins de santé et des services sociaux qui ont eu *"d'importantes conséquences"* pour les enfants.

Selon des statistiques officielles pour l'année 2011, 27 % des enfants vivant dans l'Union Européenne étaient menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale. Le rapport note d'importantes diminutions des revenus des familles et des réductions des dépenses sociales qui ont touché les foyers en raison de la crise économique.

Par exemple, en Espagne, les coupes budgétaires ont touché des services consacrés aux enfants, notamment les services de santé, l'éducation et les services sociaux, selon une étude réalisée par l'Unicef. Au Portugal, un décret adopté en juin 2012 a réduit le montant de diverses allocations de manière significative, ce qui a eu de *"graves conséquences financières"* pour les familles avec enfants.

En Grèce, la situation est particulièrement dramatique. Le rapport ne peut que répéter les observations du Comité de l'ONU sur les droits de l'enfant concernant *"le droit à la vie, à la survie et à l'épanouissement"* des enfants et des adolescents dont les familles perdent rapidement leurs revenus et leur accès aux services sociaux financés par l'État, notamment en matière de soins de santé et de sécurité sociale. A cela s'ajoute un taux record de chômage chez les jeunes et un taux élevé de décrochage scolaire, en particulier parmi les enfants roms. Un médiateur grec au Comité de l'ONU soulignait par exemple une augmentation du nombre d'enfants qui mendient ou qui travaillent comme vendeurs ambulants.

En mars 2012, indique le rapport, le Comité national grec de l'Unicef avait exprimé ses préoccupations concernant la pauvreté des enfants et la malnutrition, relevant des cas d'élèves qui se sont évanouis à l'école.

Un article lesechos.fr publié par wikistrike.com le 18 juin 2013

Une bombe de 1.000 milliards d'euros pour les contribuables européens (20.06)

Eclipsée par la crise des dettes souveraines et par la récession des économies réelles, la crise des « subprimes » n'est pas une affaire classée. Détonateur de la bombe financière européenne, elle laisse une facture que les banques et les Etats européens ne sont pas près de régler. Pour se sauver, de grands établissements de crédit, paralysés par les créances douteuses et les actifs illiquides accumulés au fil des ans depuis 2007, ont constitué des « *bad banks* ». Bilan, six ans après le début de la crise financière : plus de 1.000 milliards d'euros d'actifs restent encore stockés dans ces structures de défaisance en Europe.

En amont, la création de ces dernières répond toujours à la nécessité de tirer un trait arbitraire sur les actifs toxiques et non stratégiques, pour que les activités cœur de métier restent attractives aux yeux des investisseurs. Mais les « *bad banks* » peuvent prendre différentes formes : une structure nationale rachetant des actifs aux banques privées, comme l'a fait l'Irlande avec la Nama (National Asset Management Agency) ; une banque insolvable nationalisée et séparée en « *good bank* » et « *bad bank* » ; et enfin une structure de cantonnement à l'intérieur d'un établissement privé.

Partie émergée de l'iceberg

C'est le schéma retenu par plusieurs banques françaises. Dont, en tête, Dexia. La « *bad bank* » de l'établissement franco-belge recensait fin mars 266 milliards d'euros d'actifs douteux gérés en extinction. Un record en Europe. Mais deux des poids lourds du secteur ont également eu recours à une « *bad bank* » interne. Natixis, la banque de financement et d'investissement du groupe coopératif BPCE, s'est doté en 2009 d'une GAPC (gestion active des portefeuilles cantonnés), regroupant 35 milliards d'actifs toxiques ou illiquides. Quatre ans plus tard, à la fin mars 2013, la banque n'en gérait plus « *que* » 13,5 milliards, misant sur la fermeture de sa GAPC à la mi-2014. La Société Générale suit une trajectoire analogue : sa « *bad bank* » Inter Europe Conseil, constituée début 2010 avec 35,5 milliards d'euros d'actifs douteux, en rassemblait 8,8 milliards à la fin de 2012.

Les plus de 1.000 milliards logés au sein des « *bad banks* » européennes ne constituent toutefois que la partie émergée de l'iceberg. Des centaines de milliards de créances douteuses et de fonds communs de créance, dont la valeur de marché s'est brutalement dégradée, figurent dans les livres des banques européennes. La banque de financement et d'investissement du Crédit Agricole, Cacib, n'a pas créé de « *bad bank* » et ne détenait plus, à la fin 2012, que 1,15 milliard d'actifs douteux en cours de cession.

Ces actifs dégradés, que les Etats, les banques et les marchés savent si mal évaluer, constituent-ils une bombe financière à retardement ? Une gestion à très long terme, en extinction ou au gré des opportunités de marché, permettra aux banques de digérer leurs erreurs. Mais elle pèse sur le dynamisme du secteur financier.

Un article Lepoint.fr du 18 juin 2013

Affaire Tapie : des fonctionnaires racontent les pressions politiques (20.06)

De hauts fonctionnaires expliquent comment on les a poussés à opter pour l'arbitrage dans le règlement de l'affaire Tapie-Crédit Lyonnais.

De hauts fonctionnaires ont raconté aux enquêteurs les pressions politiques subies pour opter contre leur gré en faveur d'un arbitrage dans le litige Tapie/Crédit Lyonnais, notamment de Stéphane Richard, un proche de Sarkozy, selon des pièces de l'enquête révélées mardi par Le Monde. *"En clair, les affaires Tapie sont remontées en direction de la médiation puis de l'arbitrage chaque fois que Nicolas Sarkozy en a eu le pouvoir"*, dira au cours de l'enquête Patrick Peugeot, ancien administrateur du Consortium de réalisation (CDR), l'organisme chargé de solder le passif du Lyonnais.

Patrick Peugeot raconte, devant la brigade financière, avoir été *"impressionné par la communauté de vues des personnes chargées de défendre les intérêts de l'État"*, toutes *"contre l'arbitrage"* et *"en faveur du recours en annulation de la décision"* qui devait accorder 403 millions d'euros à Bernard Tapie en 2008. Alors directeur général de l'Agence des participations de l'État (APE), Bruno Bézard a écrit en août 2007 à la ministre de l'Économie Christine Lagarde pour *"déconseiller (...) la voie d'un arbitrage"*, qui pourrait *"être considéré comme une forme de concession inconditionnelle et sans contrepartie faite à la partie adverse"*.

"Instruction"

Directeur général du Lyonnais à l'époque, Christian Duville écrit également au CDR pour lui signifier que sa banque *"est fort réservée sur le principe même de l'arbitrage"*. Mais tous se heurtent à un barrage avec, selon eux, un rôle crucial joué par le directeur de cabinet de Christine Lagarde, Stéphane Richard. Entendu le 28 février, Bruno Bézard lâche : *"Depuis le début, nous avons le sentiment qu'un arbitrage irait"* dans un sens favorable à Bernard Tapie.

Bernard Scemama, président de l'EPFR (Établissement public de financement de la restructuration, qui chapeaute le CDR), raconte avoir été convoqué en septembre 2007 à Bercy par Stéphane Richard : *"Sa seule instruction était d'aller à l'arbitrage."* Témoignant devant la Cour de justice de la République (CJR), Bruno Bézard insiste : Stéphane *"Richard a clairement indiqué que la position retenue par les pouvoirs publics était l'arbitrage"*. *"Il s'agissait d'un dossier exclusivement suivi par Stéphane Richard"*, dit Christian Dufour, le chef de cabinet de Christine Lagarde entendu le 5 juin par la CJR à qui il confiera avoir croisé Bernard Tapie dans les couloirs de Bercy.

Christine Lagarde *"impliquée"*

Patrick Peugeot dénonce les *"interventions"* de Stéphane Richard qui, à l'automne 2007, l'a *"soustrait d'une réunion"* pour tenter de le *"convaincre d'approuver non seulement l'arbitrage, mais aussi le contenu du compromis"*. Même constat quand il s'agit de décider de contester ou pas la sentence arbitrale dont a bénéficié Bernard Tapie. Selon Bruno Bézard, *"nous avons clairement recommandé de rechercher l'annulation"*.

Bernard Scemama raconte un conseil d'administration du CDR le 28 juillet 2008, où doit être prise la décision d'introduire un recours contre la sentence. Il faut une majorité de trois des cinq administrateurs. Deux sont pour le recours. Bernard Scemama, qui hésite, est appelé au téléphone et sort de la réunion : *"C'est Stéphane Richard, directeur du cabinet de la ministre que j'ai eu au bout du fil. Il m'a dit que je devais voter contre le recours en annulation."*

Stéphane Richard a confié au Monde ne pas avoir souvenir de cette conversation. Lors de sa garde à vue, il a assuré que *"c'est Christine Lagarde qui a donné cet accord"* à l'arbitrage, insistant sur le fait qu'elle avait *"géré et s'était impliquée dans le dossier"*. *"Ce sont les politiques - dont Christine Lagarde - qui ont décidé et validé la solution de l'arbitrage"*, a réagi mardi l'entourage du patron d'Orange auprès de l'Agence France-Presse. *"Les politiques, d'ailleurs, l'affirment et l'assument. Stéphane Richard n'a été, à son niveau, qu'un de ceux qui l'ont mis en oeuvre"*, selon cette source. Stéphane Richard est l'un des trois mis en examen pour

escroquerie en bande organisée dans le dossier. Christine Lagarde a été placée sous le statut intermédiaire de témoin assisté par la CJR.

Un article Lepoint.fr du 18 juin 2013

Laurence Parisot démolit le rapport Moreau sur les retraites. (20.06)

À deux jours de l'ouverture de la "*grande conférence sociale pour l'emploi*" de Hollande, le Medef met en garde le gouvernement sur sa réforme.

La seconde "*grande conférence sociale*", qui aura lieu jeudi, s'annonce plutôt mal. Pour le gouvernement et les syndicats, le principal enjeu doit être l'emploi. En témoignent les thèmes de trois des six tables rondes au programme : l'emploi et la formation professionnelle ; les conditions de travail et la santé au travail ; l'identification des filières d'avenir. Mais pour le Medef, la plus importante d'entre elles sera clairement celle consacrée aux retraites. "*C'est fondamental pour le regard que les investisseurs porteront sur la France*", a souligné mardi matin Laurence Parisot lors de sa conférence de presse mensuelle avenue Bosquet, à Paris.

La présidente du Medef sur le départ n'a pas caché son inquiétude. Le rapport Moreau, officiellement remis au gouvernement vendredi, a été cloué au pilori pour son "*manque de rigueur et de hauteur de vue*". Elle a jugé "*contestable voire invraisemblable*" l'absence de propositions sur le régime de retraite des fonctionnaires et les régimes spéciaux, alors que le premier générerait 8,6 milliards par an sur les 22 milliards de trou à combler à l'horizon 2020, à en croire ses chiffres.

Refus des hausses de cotisations

Autre angle d'attaque, la piste des hausses de cotisations patronales et salariées de 0,4 point sur plusieurs années. "*Inacceptable, inenvisageable, irresponsable*", a pesté la patronne des patrons en soulignant une nouvelle fois la chute de compétitivité des entreprises françaises. Alors que le rapport penche plutôt pour un allongement de durée de cotisation mesuré, au même rythme que celui prévu par la réforme Fillon de 2003, Laurence Parisot plaide au contraire pour tirer parti de ce paramètre qui pourrait générer les deux tiers des économies réalisées d'ici l'horizon 2020. Elle rêve également de voir les bornes d'âge légal de départ et de retraite à taux plein à nouveau décalées, une piste totalement exclue par le gouvernement.

Dernier point de désaccord, sur la pénibilité cette fois. Pour le Medef, le problème a été réglé par la réforme de 2010. Tant pis si moins de 4 000 personnes ont bénéficié de départ anticipé à ce titre entre juillet 2011 et décembre 2012 contre 20 000 par an anticipés à l'époque. La santé au travail et la gestion des carrières pénibles doivent être totalement dissociées du dossier retraite. D'autant que selon le patronat, une partie du problème a été traitée via le retour à la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler très tôt.

Question purement arithmétique

La réforme des retraites est finalement cantonnée à "*une question purement arithmétique*" sur laquelle on ne peut faire jouer que quatre leviers : les taux de cotisation, le taux de remplacement du salaire, l'âge légal et la durée de cotisation. Laurence Parisot appelle donc les Français à bien mesurer l'effet qu'aurait une désindexation des pensions de l'inflation. "*Le semi-pilotage des retraites de Mme Moreau, c'est en réalité une baisse des pensions.*"

Des critiques d'autant plus dures que François Hollande a semblé valider certaines des pistes les plus décriées par le Medef dimanche soir, lors de son passage en direct dans l'émission Capital de M6. Le chef de l'État veut continuer à augmenter la durée de cotisation, certes, mais "*pas tout de suite*". En clair, il n'ira pas plus vite que ce que prévoit déjà la loi Fillon de 2003. Il pourrait simplement la prolonger dans le temps après 2017-2018, à un rythme à négocier, croient savoir Les Échos de mardi. Et il ne devrait pas toucher aux régimes spéciaux de retraite. Pour les fonctionnaires, il n'a pas non plus évoqué le calcul de la pension sur les 25 meilleures années plutôt que sur les 10 derniers mois de salaire (sans les primes). En revanche, il a bien suggéré que les cotisations devraient augmenter en affirmant qu'il "*faudra bien trouver des recettes*". Un message très clair pour les entreprises : "*Le patronat sait très bien qu'il faut financer les retraites*", a fait savoir le président.

Les discussions s'annoncent d'autant plus compliquées que les syndicats mettent la pression. Le nouveau secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, a lui prévenu qu'il n'accepterait pas un nouvel allongement de la durée de cotisation et a fustigé un chef de l'État "*de plus en plus sensible*" aux arguments du patronat et

aux "*injonctions*" de la Commission européenne. Laurence Parisot peut bien vanter la méthode Hollande de dialogue social, de "*diagnostic partagé*", sa "*volonté de trouver un chemin commun*" et afficher sa confiance dans la possibilité "*d'aboutir à quelque chose de censé et de rationnel*", elle risque bien d'être déçue...

Un article Reuters du 21 juin 2013

L'Eurogroupe réduit sans le briser le lien banques-Etats. Suivi de : Les Européens cherchent qui paiera pour les banques en difficulté. (22.06)

Les ministres des Finances de la zone euro ont abouti à un accord jeudi sur les règles permettant au Mécanisme européen de stabilité (MES) d'aider des banques mais les conditions posées sont si strictes qu'elles risquent de ne pas briser complètement le lien entre les Etats et les institutions financières.

Créé à l'origine pour aider les Etats en difficulté, le MES a vu son champ d'intervention étendu aux banques, dans le but de restaurer la confiance dans le système financier et de relancer les circuits du crédit, grippés par les doutes sur la solvabilité des établissements concernés.

La décision d'autoriser le fonds à entrer au capital des banques en cas de besoin a été prise au plus fort de la crise en juin 2012. Depuis, la Banque centrale européenne (BCE) est parvenue à apaiser pour l'essentiel les tensions sur les marchés en s'engageant à acheter si nécessaire des emprunts d'Etat en quantités illimitées.

Ce retour au calme a conduit l'Allemagne et d'autres Etats à freiner les réformes bancaires, de peur que celles-ci obligent les contribuables à financer la résolution de crises touchant d'autres pays.

L'accord conclu jeudi soir à Luxembourg sur le MES répond en partie aux inquiétudes sur les liens entre les problèmes des banques et celles des Etats, mais en partie seulement, et pas autant qu'envisagé il y a neuf mois, quand les dirigeants de la zone euro prétendaient briser le cercle vicieux entre dette privée et dette publique.

"Cet instrument va contribuer à préserver la stabilité de la zone euro et à supprimer le risque de contagion du secteur financier vers les Etats souverains, réduisant ainsi le cercle vicieux entre banques et Etats souverains", a assuré le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, lors d'une conférence de presse.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a formulé les choses différemment.

"Nous devons éviter de susciter des attentes mal placées concernant la recapitalisation directe des banques. Ceux qui s'attendent à ce que n'importe quelle banque en manque de capitaux puisse se tourner vers (le MES) sont dans l'absurdité", a-t-il dit à des journalistes à l'issue de la réunion.

Le MES sera en mesure d'investir jusqu'à 60 milliards dans des actions de banques, un plafond qui vise à préserver l'essentiel de ses moyens pour prêter aux Etats. Mais cette limite pourra être relevée en cas de besoin.

Les ministres se sont aussi mis d'accord pour que l'Etat dans lequel est basée une banque en difficulté soit systématiquement contraint de participer à son sauvetage.

Cette intervention publique passerait dans un premier temps par une recapitalisation afin que la banque respecte un ratio de fonds propres "Tier 1" de 4,5% avant que le MES n'entre à son tour à son capital.

Si une banque respecte déjà ce ratio, l'Etat concerné devra apporter 20% des capitaux nécessaires et le MES 80% pendant les deux premières années après l'entrée en vigueur des nouvelles règles, en principe à l'automne 2014.

Après ce délai de deux ans, la contribution de l'Etat concerné à l'augmentation de capital serait ramenée à 10%.

Un autre pan de l'accord est susceptible de limiter son impact en terme de reconquête de la confiance des marchés: il prévoit en effet qu'avant l'intervention du MES, les actionnaires de la banque en difficulté, ses créanciers obligataires et éventuellement ses plus gros déposants puissent être sollicités pour contribuer au sauvetage.

Cette méthode dite du "*bail-in*" a déjà été utilisée dans le dossier chypriote il y a quelques mois.

Les discussions de jeudi à l'Eurogroupe sont distinctes de celles que doivent avoir vendredi l'ensemble des ministres des Finances de l'Union sur le projet d'union bancaire, mais elles sont évidemment liées.

Les règles de fonctionnement du MES ne seront définitivement arrêtées que lorsque le Parlement européen aura adopté le projet de directive.

Les ministres des Dix-Sept ont aussi prévu que le MES puisse devenir actionnaire d'une banque dont les difficultés auront commencé avant l'automne 2014, mais les décisions éventuelles relevant de cette rétroactivité seront examinés au cas par cas.

Ce principe pourrait s'appliquer aux banques irlandaises, grecques, chypriotes et portugaises. L'Espagne a affirmé qu'elle n'aurait pas recours à cette possibilité.

Wolfgang Schäuble a déclaré que le cas de Dublin pourrait être étudié.

"Nous avons dit à nos amis irlandais qu'une éventuelle utilisation rétroactive n'était pas exclue, sur la base d'une décision au cas par cas", a-t-il expliqué.

Complément : Les Européens cherchent qui paiera pour les banques en difficulté - AFP 21.06

Les ministres européens des Finances espéraient vendredi trouver avant le week-end un accord sur des règles communes pour liquider les banques en difficulté sans faire appel aux contribuables, mais leurs positions très éloignées laissaient augurer des discussions ardues.

Cela "*va être difficile, je m'attends à une réunion très longue*" car il y a "*encore de grandes divergences d'opinion*", a averti le ministre irlandais des Finances, Michael Noonan, qui préside les débats à Luxembourg.

"Le solstice d'été est le jour le plus long de l'année, donc nous avons tout le temps de conclure un accord", a plaisanté le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn.

Les ministres ont déjà déterminé qui devra mettre la main à la poche quand il s'agira de renflouer ou de liquider une banque, et dans quel ordre: d'abord les actionnaires, puis les créanciers non assurés, puis le cas échéant les détenteurs d'obligations dits "*seniors*" et en dernier recours les déposants, au-delà de la somme de 100.000 euros.

Les dépôts inférieurs à cette somme ont été sanctuarisés depuis le traumatisme du premier plan de sauvetage de Chypre, qui prévoyait de taxer tous les dépôts.

Mais certains, comme la France et le Royaume-Uni, veulent pouvoir bénéficier d'une certaine flexibilité au cas par cas, qui leur permettrait d'épargner certains de ces acteurs. Paris souhaite pouvoir protéger, dans certaines circonstances, les déposants individuels et les PME.

D'autres pays comme l'Allemagne défendent au contraire des règles les moins flexibles possibles, pour éviter l'incertitude qui risque de faire fuir investisseurs et déposants.

Autre problème: par qui remplacer certains acteurs privés si on les exclut du sauvetage? Des fonds nationaux, alimentés par les banques elles-mêmes, devront être mis en place, mais ne seront abondés que progressivement. Il faut donc prévoir un niveau minimum de fonds dans les passifs des banques, dont on sera sûr qu'ils pourront être sollicités en cas de renflouement.

Tout est donc question d'équilibre entre le degré de flexibilité, la taille des fonds nationaux dits "*de résolution*" et le montant minimum de passif exigible des banques dans lequel il sera possible de puiser.

Un article Lexpress.fr du 22 juin 2013

La CIA entraîne depuis des mois des rebelles syriens, affirme le Los Angeles Times. (22.06)

La CIA et des forces spéciales américaines entraînent des rebelles syriens en Jordanie et en Turquie depuis des mois, soit bien avant que la Maison Blanche n'annonce son intention d'accroître son aide "*militaire*" à l'opposition, rapporte vendredi le Los Angeles Times.

La formation des insurgés comprend le maniement d'armes de guerre antichars et anti-aériennes, affirme le journal, citant des responsables américains et des commandants de la rébellion syrienne.

Ces entraînements, qui n'avaient jamais dépassé dans la presse le stade de la rumeur, ont débuté en novembre 2012 dans une base américaine du sud-ouest de la Jordanie, d'après le L.A. Times, qui explique qu'ils consistent en des sessions de deux semaines pour 20 à 45 combattants syriens rebelles.

La Maison Blanche a annoncé le 13 juin qu'elle voulait apporter un "*soutien militaire*" aux rebelles syriens, mais sans jamais préciser officiellement s'il s'agissait de fournir des armes. Des analystes pensent que Washington n'enverra pas d'armements lourds et sophistiqués, mais des armes légères qui seraient insuffisantes pour changer le cours du conflit.

Kerry au Qatar pour coordonner l'aide militaire à apporter à la rébellion syrienne Historiquement, la CIA est réputée entraîner et armer en secret des insurgés dans de nombreux conflits du globe, avec l'appui de forces spéciales américaines. Ni la centrale de renseignements, ni la Maison Blanche n'ont voulu commenter les informations de presse.

Des rebelles de l'armée syrienne libre (ASL) sont formés au maniement de fusils et missiles antichars et d'armes lourdes pour résister aux avions des forces armées syriennes, détaille le L.A. Times, citant un commandant de l'opposition armée.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est envolé vendredi pour le Qatar, où il participera à une nouvelle conférence des "*Amis de la Syrie*" pour coordonner avec dix autres pays l'aide, y compris militaire, à apporter à la rébellion syrienne.

Commentaire.

Les "*Amis de la Syrie*" qui sont en train de la détruire et de massacrer son peuple, Besancenot et Mélenchon sont-ils aussi invités à participer à cette grande oeuvre démocratique ?

Un article lemonde.fr du 21 juin 2013

Les services secrets britanniques espionnent Internet par les fibres optiques. (22.06)

Le Guardian révèle, vendredi 21 juin, que les services secrets britanniques ont "*secrètement accès*" au réseau de câbles sous-marins reliant l'Amérique du Nord à l'Europe, et se servent de cet accès pour surveiller, analyser et partager avec la NSA le trafic internet qui y transite.

Le journal britannique se base sur de nouveaux documents fournis par Edward Snowden, qui a déjà révélé l'existence du programme Prism, conduit par la NSA. "*[Les Britanniques] sont pires que les Américains*", a expliqué Snowden à propos de ces nouvelles révélations.

Selon le Guardian, la capacité du Government Communications Headquarters (GCHQ), l'équivalent de la NSA, à surveiller tout le trafic passant par les fibres optiques a fait de la Grande-Bretagne "*une superpuissance du renseignement*", et ce depuis 2008.

Cette capacité d'interception et de surveillance comprend des appels téléphoniques, le contenu d'e-mails, des posts sur Facebook ou encore "*l'historique de navigation des internautes*". Une source explique cependant au Guardian que les services ne scrutent pas toutes les données collectées et se concentrent sur "*quelques aiguilles au sein de la botte de foin*".

SURVEILLANCE DES CÂBLES

En 2012, le service de renseignement britannique avait accès à 200 câbles de fibre optique et pouvait gérer les données de 46 d'entre eux simultanément.

Pour ce faire, les espions de sa majesté ont déployé des sondes positionnées sur les câbles transatlantiques qui font la liaison entre l'Europe et l'Amérique du Nord et débouchent en Grande-Bretagne. Comment ? En nouant des partenariats avec les entreprises qui les gèrent, appelées par le GCHQ "*partenaires d'interception*". Ces entreprises, précise le Guardian, étaient forcées, secrètement, à coopérer.

Fin 2011, cette surveillance s'accélère. Le GCHQ lance Tempora, un programme plus large qui comprend une évolution technologique majeure : les espions ne se contentent plus de consulter les données en direct mais peuvent désormais les stocker pour un usage ultérieur (trois jours pour du contenu et trente jours pour les métadonnées, qui renseignent entre autres la date, l'heure ou le lieu d'une communication).

PARTAGE AVEC LA NSA

Mais la principale innovation de Tempora, c'est la collaboration très étroite du GCHQ avec son homologue américaine, la NSA, avec qui le service britannique partage les données obtenues par sa surveillance. La NSA a un intérêt bien compris : le GCHQ est en avance sur elle, notamment concernant les métadonnées. C'est ainsi que 250 agents de la NSA étaient chargés, en mai dernier, de l'analyse des données récoltées par les Britanniques.

Au total, selon le Guardian, ce sont 850 000 employés de la NSA et sous-traitants américains qui avaient accès aux données récoltées par le GCHQ. Tempora vient donc s'ajouter à Prism, dont le Guardian redit qu'il consiste en un accès aux "*systèmes internes*" des grandes entreprises d'Internet.

DE FAIBLES GARDE-FOUS

Le GCHQ profite d'une faille dans une loi ancienne pour mener à bien son entreprise de surveillance. Cette loi, qui date de l'an 2000, exige un mandat pour intercepter des données, mais prévoit une dérogation dans le cas où la source des données surveillées est à l'étranger. C'est en vertu de cette dérogation que le GCHQ surveille les câbles sous-marins.

"*Nous ne lisons pas des millions d'e-mails. Il n'y a pas de volonté d'utiliser ce programme pour regarder du trafic national, des Britanniques parlant à des Britanniques*", affirme ainsi une source au Guardian. Mais,

comme le note le journal, la nature même du trafic d'Internet passant par ces fibres optiques fait que des données de citoyens britanniques sont également interceptées.

Une source précise cependant au Guardian que des garde-fous ont été mis en place, notamment en restreignant les motifs d'interception aux seuls "*sécurité, terrorisme et crime organisé*", tout en mettant en place des "*mécanismes d'audit, pour savoir si l'interception est justifiée ou non*". Mais cela n'a pas empêché les juristes du GCHQ d'expliquer aux analystes américains de la NSA : "*Nous avons des mécanismes de supervision bien plus légers que les vôtres.*"

Cette même source indique que "*la majorité des données sont détruites sans que nous les ayons regardées*" et que ce programme avait permis de déjouer plusieurs "*crimes sérieux*", notamment terroristes ou liés à la pédopornographie. Mais, note le journal britannique, les critères utilisés sont maintenus secrets, loin du "*débat public*", tout comme les audits pour s'assurer que la GCHQ se conforme à ces critères.

Vers plus de déclassification aux Etats-Unis

Selon le site Bloomberg, le ministre de la justice américain, Eric Holder, a déclaré que l'administration Obama avait entrepris un processus général afin de déclassifier davantage de détails sur les activités de surveillance du gouvernement. L'objectif étant de redorer l'image des programmes de renseignement, qui subissent beaucoup de "*désinformation*", selon lui.

Commentaire.

Nous sommes vraiment gouvernés par de dangereux psychopathes, de furieux mégalomanes, des paranoïaques confirmés, des cinglés au dernier degré...

Et puisque vous ne ferez pas forcément le lien entre ces officines mafieuses et les représentants de l'Etat avec lesquels les dirigeants des partis ouvriers et des syndicats acceptent de discuter faisons-le pour vous, rien que d'y penser nous fait dire que décidément nous ne vivons pas dans le même monde et nous ne combattons pas pour le même objectif.

Je trouve ces derniers développements tout à fait intéressant car révélateur, cela permet de remettre les uns et les autres à leurs places, j'ai été traité de mégalomane par ceux qui pratiquent la collusion avec les institutions et les appareils pourris des syndicats.

Ils se sont moqués de moi lorsque je me suis intéressé aux institutions du Nouvel ordre mondial, c'était selon eux la preuve que j'étais moi-même cinglé, un illuminé gagné par la théorie du complot. Sauf que voilà, ces officines du renseignements qui agissent secrètement et espionnent l'ensemble de la société pour mieux s'en assurer le contrôle ont pour commanditaires les représentants de ce Nouvel ordre mondial, et leurs agissements qui viennent d'être révélés au grand jour confirment ce que j'ai justement exposé au mois de janvier et les mois suivants. Autrement dit, ils m'ont traité de cinglé pour épargner ceux qui le sont vraiment, mais pour qui roulent-ils ?

Un article Internationalnews.fr du 21 juin 2013

«La crise syrienne n'est pas une guerre civile entre Syriens mais une guerre entre grandes puissances au travers des Syriens.» (23.06)

Par le Colonel Alain Corvez.

France : Intervention du Colonel Alain Corvez au colloque sur la Syrie du 19 juin à l'Assemblée Nationale

« *La crise syrienne n'est pas une guerre civile entre Syriens mais une guerre entre grandes puissances au travers des Syriens.* »

C'est ainsi que présentait la crise syrienne de façon magistralement synthétique un homme qui ne peut être accusé d'être un suppôt du régime de Damas, lui qui dénonça en son temps l'occupation militaire de son pays par Damas. Je veux parler du Patriarche maronite du Liban et de tout l'Orient, Béchara El Raï lors de la venue du pape Benoît XVI à Beyrouth en septembre 2012.

Cette affirmation est chaque jour vérifiée un peu plus. Le nombre de combattants « *takfiristes* » de nationalités étrangères, notamment européennes, soutenus et armés principalement par le Qatar et l'Arabie Séoudite avec le soutien de la Turquie, de la Jordanie et des services occidentaux ayant atteint des dizaines de milliers de non syriens, prouve que nous sommes en présence d'un complot international pour renverser le régime en place à Damas, jugé indésirable par les monarchies du Golfe dont la doctrine féodale wahhabite est à l'opposé de l'islam sunnite modéré qui a toujours caractérisé la Syrie, comme la cohabitation harmonieuse entre de nombreuses confessions religieuses différentes.

Bien sûr, une frange irréductible de Syriens sunnites proches ou membres des Frères Musulmans, héritiers des insurgés de 1982 à Hama, ajoutés à ceux de la révolte commencée il y a deux ans sont décidés à renverser le pouvoir par les armes, moins pour établir la démocratie, déjà proposée dans les nouveaux textes constitutionnels, mais par hostilité fondamentale à Bachar El Assad.

Il faut en effet prendre un peu de recul pour porter un regard serein et objectif sur cette crise dramatique qui continue à tuer de nombreux innocents en plus des combattants des deux bords, souvent de façon inhumaine et odieuse, et remonter aux origines.

Dès son arrivée au pouvoir en 2000 alors qu'il ne l'avait pas cherché, le jeune Président Bachar El Assad s'est attelé à la tâche énorme de moderniser son pays pour l'adapter au monde présent, gêné par la conjoncture internationale qui le confrontait à d'autres priorités, comme l'assassinat de Rafic Hariri en février 2005 puis la guerre entre Israël et le Liban à l'été 2006, et par une « vieille garde », lucide contrairement à ce qui a été dit, mais obnubilée par la crainte que les libertés accordées trop vite dans divers domaines ne débouchent sur une « *perestroïka* » qui entraînerait le même effondrement qu'en URSS.

Le « *printemps arabe* » qui éclata en Tunisie puis en Egypte fin 2010 ne devait pas se produire en Syrie qui ne présentait pas le même immobilisme dictatorial que ces pays. Pourtant en mars 2011 des manifestations pacifiques au nom de la démocratie se produisirent à Deraa, ville aux confins jordano-israéliens, rapidement instrumentées afin de tuer manifestants et forces de l'ordre et provoquer l'enchaînement de la violence.

Conscient de la gravité des événements le régime engagea alors un train de réformes accélérées pour déboucher sur une nouvelle Constitution totalement démocratique avec la suppression du parti unique et l'attribution des libertés dans tous les domaines. Ces réformes furent noyées par ceux qui n'étaient pas intéressés par la démocratisation de la Syrie mais par le renversement d'un régime qui défend depuis longtemps la cause arabe face à Israël, accueillant des réfugiés palestiniens et iraqiens par millions.

Paradoxalement, ce sont les états les moins démocratiques au monde qui sont le fer de lance des attaques pour renverser le pouvoir de Damas, états qui se voient encouragés par un Occident semblant avoir perdu ses repères, armant ou facilitant l'armement de djihadistes qu'il combat partout ailleurs dans le monde, notamment au Mali.

Mais le régime a montré sa force et sa cohésion en résistant depuis plus de deux ans à ces attaques brutales. L'Armée constituée majoritairement de sunnites est, dans son immense majorité, restée fidèle et disciplinée, aux ordres de ses chefs et avec le soutien de la population qui l'appelle souvent pour la protéger des exactions des rebelles ; quant au monde politique et diplomatique il est aussi globalement resté à son poste.

Les takfiristes dominant depuis des mois les mouvements rebelles, et l'opposition politique extérieure, créée et soutenue par les occidentaux, ne parvenant ni à s'entendre ni à s'organiser, de nombreux opposants déposent les armes depuis quelques semaines, conscients que l'islam prôné par les rebelles n'est pas celui qu'ils souhaitent pour leur pays et ne veulent plus être associés à ces extrémistes.

D'autant plus qu'il existe maintenant une quinzaine de partis politiques qui proposent des programmes inspirés par la démocratie et les libertés fondamentales, et qu'un ministère de la réconciliation nationale sous l'égide duquel un dialogue constructif s'est installé est à l'œuvre depuis plus d'un an.

Le caractère international de la crise syrienne est renforcé par les soutiens extérieurs de Damas, Russie et Chine ayant clairement signifié qu'elles n'accepteraient pas un changement de régime provoqué en Syrie, jugeant que le nouvel ordre mondial multi polarisé imposait la fin de ces affrontements par une solution négociée entre les grandes puissances. Après avoir cru possible une chute rapide du régime, l'Amérique en a convenu depuis peu et nous nous dirigeons désormais vers cette issue pacifique.

Il faut enfin que cesse la désinformation propagée par les médias d'un tyran sanguinaire qui prendrait plaisir à tirer sur son peuple, et même à employer les armes chimiques, pour aller plus vite ou plus loin dans son œuvre. La vérité est que le régime se défend contre un complot international visant à le renverser et qu'il combat des forces militaires commettant des exactions souvent insoutenables, avec l'appui de la majorité de son peuple, toutes confessions et ethnies confondues.

La « *paix des braves* » a été déjà proposée aux rebelles syriens et, comme je viens de le dire a été acceptée par certains ; mais reste à régler le sort des milliers de combattants islamistes étrangers qui pourraient transporter ailleurs dans le monde leur soif de sang et de massacres odieux, au nom d'un dévoiement pervers des principes de l'Islam, alimentant dramatiquement les haines pour la noble religion des fidèles du Coran.

Un article AFP le 22 juin 2013

Espionnage: Snowden lance des accusations contre le Royaume-Uni (23.06)

Les services britanniques de renseignement ont un accès à des câbles à fibres optiques qui en font un acteur majeur dans la surveillance des communications mondiales, selon des documents dévoilés par Edward Snowden au Guardian qui ont indigné les défenseurs des libertés individuelles.

Selon l'ex-consultant, inculpé pour espionnage aux Etats-Unis pour avoir divulgué des programmes américains de surveillance des communications, ce phénomène n'est "*pas juste un problème américain*".

"*Le Royaume-Uni joue un rôle majeur*", a déclaré Snowden, cité samedi par le Guardian. "*Ils sont pires que les Américains*", ajoute-t-il même à propos du Quartier général des communications du gouvernement (GCHQ), service britannique des écoutes.

Le GCHQ a quant à lui assuré respecter "*scrupuleusement*" la loi. "*Nous ne faisons pas de commentaires sur les questions touchant au renseignement. Nos agences de renseignement continuent à agir en respectant un strict cadre légal*", a déclaré une porte-parole de l'agence britannique, basée à Cheltenham (centre).

Selon le journal britannique, GCHQ a obtenu un accès aux câbles transatlantiques à fibres optiques qui permettent le trafic internet et les appels téléphoniques, par des "*accords secrets*" avec des entreprises privées, et partage les données ainsi rassemblées avec l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA).

Les données récupérées peuvent être stockées pendant une période allant jusqu'à 30 jours par l'agence britannique à des fins d'analyse, dans le cadre d'une opération portant le nom de code "*Tempora*", qui a commencé il y a 18 mois, rapporte le journal.

Le directeur de la commission parlementaire britannique chargée du renseignement et de la sécurité, Malcolm Rifkind, a indiqué s'attendre à avoir une réponse de la part de GCHQ sur cette affaire dans les prochains jours.

"*La question cruciale n'est pas tant de savoir quelle quantité de données (GCHQ) peut en théorie collecter mais ce à quoi il peut avoir accès, s'il s'agit d'une intrusion dans la vie privée des citoyens*", a-t-il résumé sur la BBC, ajoutant que la commission pouvait décider le cas échéant d'entendre directement le directeur de GCHQ et de se pencher sur "*tout document permettant de tirer au clair la situation*".

L'opposition travailliste a estimé que les informations du Guardian soulignaient "*l'urgence et l'importance du travail sur cette question de la commission sur le renseignement et la sécurité*", tandis que les militants pour la protection de la vie privée ont exprimé leur inquiétude.

"*Si GCHQ a intercepté un grand nombre de communications de personnes innocentes dans le cadre d'une opération de large envergure, je vois mal comment cela peut coller avec la procédure qui prévoit une autorisation (gouvernementale) pour chaque interception de communication individuelle*", a déclaré le directeur de l'association Big Brother Watch, Nick Pickes.

"*Cette question doit de façon urgente être abordée au Parlement*", a-t-il dit.

Shami Chakrabarti, directrice de Liberty, autre association de protection des libertés individuelles, s'est dit "*choquée mais pas surprise*" des informations du Guardian et accusé GCHQ d'avoir "*une interprétation très généreuse de la loi*". "*Ils exploitent le fait que l'internet est international par nature*", a-t-elle estimé sur la BBC.

Selon le Guardian, les données obtenues incluent des enregistrements de conversations téléphoniques, le contenu de courriels, de messages sur Facebook, l'historique de l'activité en ligne d'un internaute.

Les documents consultés par le Guardian montrent qu'en 2012, l'agence britannique avait accès à plus de 200 câbles à fibres optiques et pouvait traiter 600 millions de communications téléphoniques chaque jour.

Les deux principales composantes du programme de surveillance de GCHQ sont "*Maîtriser l'internet*" ("*Mastering the Internet*") et "*Exploitation des télécommunications mondiales*" ("*Global Telecoms Exploitation*") et sont, indique le Guardian, menées sans "*que le public en ait eu la moindre connaissance ou qu'il y ait eu le moindre débat*".

Un complément sur la Chine : Espionnage: Snowden affirme que les USA piratent les SMS chinois - L'Expansion.com 22.06

L'homme qui a alerté l'opinion publique sur le programme d'espionnage PRISM accuse maintenant les Etats-Unis de pirater les réseaux mobiles chinois pour avoir accès aux messages échangés par SMS.

Le gouvernement américain pirate les compagnies de téléphones portables chinoises pour recueillir des millions de SMS, a affirmé Edward Snowden, l'ex-agent de la CIA, dans un article publié samedi par le quotidien de Hong Kong South China Morning Post.

"*La NSA fait des tas de choses comme pirater des compagnies de téléphones portables chinoises pour voler tous vos SMS*", a déclaré l'ancien technicien de la CIA dans un extrait d'une interview datant du 12 juin publié samedi dans un article sur le site web du South China Morning Post. M. Snowden "*affirme avoir des preuves sur ce qu'il avance*", selon le quotidien, qui ne cite aucun document allant dans ce sens.

Selon des statistiques officielles citées par le journal, les Chinois ont échangé près de 900 milliards de SMS en 2012, soit 2,1% de plus qu'en 2011.

L'article ne divulgue pas comment le piratage présumé a eu lieu, mais il indique que les experts chinois de la cybersécurité se sont inquiétés depuis longtemps déjà d'attaques "*clandestines*" menées avec des équipements étrangers.

Un article Atlantico.fr du 23 juin 2013

Rupture de tendance : l'espérance de vie en bonne santé diminue pour la première fois. Dans quel état vivons-nous la grande vieillesse ? (24.06)

Avec l'augmentation de l'espérance de vie, le temps passé en situation de dépendance s'allonge également. Une réalité qui oblige les pouvoirs publics à s'organiser en conséquence, alors que l'argent manque.

Atlantico : L'espérance de vie sans incapacité (EVSI), c'est-à-dire la part de l'existence passée sans problème de santé majeur, aurait baissé. Une femme qui naît aujourd'hui devrait par exemple passer en moyenne 22 ans avec des incapacités, contre 15 si elle est née en 2004. Plus les années avancent, plus la "vraie vie" (dont on profite pleinement) diminue-t-elle effectivement ? Pourquoi ?

(Le docteur Christophe de Jaeger est médecin-gériatre, directeur de l'Institut de Jaeger (Paris), professeur de physiologie médicale et titulaire de la première chaire européenne de la longévité à l'Université des sciences appliquées de Belgrade.)

Frédéric de Jaeger : En réalité, on est en train de lever le voile sur une information que l'on a déjà depuis longtemps mais qui n'arrive pas à percer dans le grand public. On sait que l'on est en train d'atteindre une sorte de sommet en termes d'espérance de vie. On est habitué depuis des dizaines d'années à entendre que l'espérance de vie augmente. C'est une bonne nouvelle en soi. Mais il faut reconnaître que cette espérance de vie est acquise passivement : personne n'a d'aptitude active pour l'augmenter. Cela est lié au fait que l'on traite mieux les maladies aujourd'hui, ce qui permet aux gens de survivre plus longtemps.

Il est une deuxième notion que l'on nous cache jusqu'à présent, à savoir l'espérance de vie en bonne santé. Elle est fondamentale, car si on peut vivre plus longtemps, ça n'a d'intérêt que si on peut en faire quelque chose. Quand je parle de grande longévité, on me rétorque souvent que si c'est pour vivre comme Jeanne Calment, ce n'est pas la peine, car cela signifie être sourd, aveugle et en fauteuil roulant. Or cette espérance de vie en bonne santé ne diminue pas depuis aujourd'hui mais depuis 2007. C'est un vrai problème psychologique : pourquoi n'en avons-nous pas parlé plus tôt ? J'ai essayé, mais le message était trop négatif pour être entendu. Pourtant c'est la réalité : On vit plus longtemps certes, mais sous la dépendance de la médecine.

En termes de charges sociales, ce sont les dernières années de vie (et tout particulièrement les deux dernières) qui coûtent le plus cher à la nation. De nombreux problèmes sont posés, et les résoudre n'a rien d'évident. Selon les chiffres de 2010, un jeune Américain qui naît aujourd'hui a une espérance de vie plus faible que son père, à cause principalement des maladies métaboliques. Cela montre bien que l'on ne peut pas espérer passivement voir son espérance de vie augmenter régulièrement tous les deux mois. Ça ne marche plus comme ça.

Sur le plan sociologique, constate-t-on des inégalités ? Certains groupes de personnes sont-ils plus défavorisés que d'autres ?

On remarque qu'entre hommes et femmes les différences diminuent de manière constante. On retrouve toujours les mêmes groupes socio-économiques. Toute personne avec un travail pénible aura une durée d'incapacité plus grande. La réflexion sur la retraite et la pénibilité n'est d'ailleurs pas du tout stupide, le problème étant de savoir ce qu'est un travail pénible, pour qui il l'est, etc. Ce débat n'est toujours pas abordé avec la gravité qui s'impose pourtant, car le nombre de personnes en situation d'incapacité va augmenter de façon de plus en plus importante, et va coûter une fortune à nos systèmes sociaux.

Nous dirigeons-nous vers une "société impotente" ? Notre système de santé publique y est-il préparé, ou doit-il subir de profondes mutations pour affronter l'avenir ?

On arrive à une situation légèrement perverse, car la situation d'emploi est difficile. On entend ici et là des voix qui nous disent que dans le cadre des services à la personne, on va assister à une explosion des besoins. La solution consisterait donc à diriger les demandeurs d'emploi dans ce domaine-là. C'est vrai dans une certaine mesure car de plus en plus de gens seront sauvés par la médecine, qui fait bien son travail en la matière. La contrepartie de cela, ce sont des coûts humains et financiers, car il faudra payer de plus en

plus de gens pour aider les autres. Notre société n'est pas préparée à y faire face. Les maisons de retraite sont saturées, les coûts sont considérables, et ce sont l'État et les collectivités qui payent. Ce problème socioéconomique va devenir de plus en plus prégnant et incontournable.

Quelles mutations cela implique-t-il ? Va-t-on assister à un boom des maisons de retraite, et faudra-t-il organiser de vastes campagnes de recrutement d'auxiliaires de vie sociale ?

En effet, mais ce ne n'est pas une façon positive d'orienter une société. Il est tout à fait moral et logique de s'occuper des gens dans le besoin, mais ce n'est pas une création positive d'emploi. Ce n'est pas comme si on créait des emplois pour faire des médicaments rendant les gens de nouveaux valides, ou réaliser des percées technologiques.

Je ne suis pas certain que les pouvoirs publics ont conscience de l'énorme problème qui est devant nous. Au niveau du ministère de la Santé, des syndicats, des hôpitaux... tout le monde est conscient que cela va être de plus en plus difficile, mais la réponse est toujours la même : "*il n'y a pas d'argent*".

Tant que l'on restait dans l'optique de l'augmentation de l'espérance de vie, on était dans une situation de progrès psychologiquement positive. Mais le fait de se dire qu'une partie de cette augmentation réside dans la dépendance est très négatif. C'est un problème, au sens où on a besoin de voir le bon côté des choses.

Existe-t-il un dilemme moral par rapport à cette situation créée par l'homme à des fins positives, mais qui aujourd'hui le handicape financièrement et structurellement ?

La médecine ne peut pas répondre à cette question, car elle se doit faire le maximum de progrès pour diagnostiquer, traiter et maintenir dans la meilleure forme le plus longtemps possible. Se pose ensuite le problème pour la société, qui est presque d'ordre politique. En Grande-Bretagne par exemple, passé un certain âge l'accès aux soins est beaucoup plus difficile ; certaines technologies médicales ne sont pas ouvertes à tout le monde. Jusqu'où faut-il aller dans les soins ? Jusqu'où faut-il pousser les soins ? Faut-il laisser mourir certaines personnes ? Mais un médecin ne peut pas entrer dans cette logique-là.

A terme, une situation perverse se crée tout de même, dans la mesure où l'on a de plus en plus de malades, et qu'il faut que la société les assume. Ou bien la société doit décider de changer la règle du jeu en répondant à la question suivante : le coût de la dépendance devient-il un luxe pour une société qui va mal ? Mais encore une fois, ce n'est pas un débat de médecin. C'est à nous de prendre en charge la qualité de notre vieillissement et de mettre un maximum de chances de notre côté pour le faire le mieux possible. Nous devons nous responsabiliser par rapport à notre propre vieillissement.

Commentaire.

Faut-il en avoir les moyens !

Commentaire d'un internaute.

- "Dire que les maisons de retraite sont à la charge exclusive de l'Etat et des collectivités est faux. Demandez aux familles ce qu'elles en pensent! Dire que l'âge de la personne n'est pas pris en compte dans les thérapies proposées est aussi faux. Cela se fait mais n'est pas dit.

L'Etat, comme d'habitude agit hypocritement. En diminuant le nombre de médecins, il diminue l'accès aux soins et donc la prise en charge. Plus les délais s'allongent pour obtenir une consultation, plus les risques s'accroissent.

L'Etat ne veut pas voir ce qui le dérange mais il est le premier à dénoncer toute maltraitance ou toute négligence envers une personne âgée.

Il ouvre grand son parapluie, au nom du principe de précaution (voir vaccins H1N1) mais n'a pas la décence de reconnaître qu'au nom de ce principe, il oblige souvent les médecins à avoir recours à de nombreux examens pour se couvrir.

Alors oui, son espoir est que les personnes âgées meurent au plus vite, alors non, jamais il n'en conviendra et se dira outragé par une telle affirmation.

Demandez aux technocrates du ministère, ce qu'ils en pensent? Avant les personnes âgées étaient prises en charge par les familles."

Mais mon cher monsieur, la famille n'existe plus ou elle est programmée pour disparaître, apparemment vous avez raté la dernière campagne de propagande des réactionnaires en la matière, vous voyez de quoi je veux parler, oui, elle en faisait partie.

Un article lemonde.fr du 25 juin 2013

Aux Etats-Unis, une cybersurveillance digne d'un Etat policier. (26.06)

Il n'y a jamais eu, à mes yeux, dans l'histoire américaine, de fuite plus importante que la divulgation par Edward Snowden des programmes secrets de l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA). L'alerte qu'il a lancée permet de prendre la mesure d'un pan entier de ce qui se ramène à un "coup d'Etat de l'exécutif" contre la Constitution américaine.

Depuis le 11-Septembre, le Bill of Rights, cette Déclaration des droits pour laquelle cette nation combattit il y a plus de deux cents ans, a été l'objet, dans un premier temps secrètement, ensuite de plus en plus ouvertement, d'une révocation de fait. Les quatrième et cinquième amendements de la Constitution, qui protégeaient les citoyens d'une intrusion injustifiée du gouvernement dans leurs vies privées, ont été pratiquement suspendus.

Le gouvernement affirme qu'il peut se prévaloir d'un mandat de justice en vertu du FISA, du Foreign Intelligence Surveillance Act (loi de 1978 portant sur les procédures de surveillance physique et électronique et l'activité de renseignement à l'étranger). Mais ce mandat est d'une si grande portée qu'il est inconstitutionnel. Il est de plus délivré par une juridiction secrète, à l'abri de toute supervision efficace, et qui fait preuve d'une déférence presque totale face aux demandes de l'exécutif.

Affirmer, comme le fait le président, qu'il y a eu une supervision juridique n'a pas de sens. Le fait que les dirigeants du Congrès aient été informés sur cette question et aient approuvé tout cela, sans aucun débat public ni auditions, montre l'état misérable, dans ce pays, du système des contre-pouvoirs.

A l'évidence, les Etats-Unis ne sont pas aujourd'hui un Etat policier. Mais, au regard de l'ampleur de cette invasion de la sphère privée, nous avons là l'infrastructure électronique et législative d'un tel Etat. Si une guerre devait éclater et conduire à l'apparition d'un mouvement pacifiste de très grande ampleur ou si nous devons être la cible d'une nouvelle attaque d'une gravité similaire à celle du 11-Septembre, je ne donne pas cher de l'avenir de notre démocratie. Ces pouvoirs sont extrêmement dangereux.

Il existe de nombreuses raisons justifiant légitimement le secret, en particulier pour tout ce qui relève de l'écoute des communications transitant par les ondes. C'est pourquoi Bradley Manning, l'auteur des fuites révélées par WikiLeaks, et moi-même – qui avions accès à de telles sources de renseignement parce que nous étions accrédités pour un niveau plus élevé encore que celui du top secret – avons choisi de ne divulguer aucune information ainsi classifiée. Et c'est pourquoi Edward Snowden s'est engagé à ne pas divulguer la plus grande partie de ce qu'il aurait pu révéler.

Mais, ce qui n'est pas légitime, c'est d'utiliser un système axé sur le secret pour dissimuler des programmes qui, de façon flagrante, sont anticonstitutionnels par leur ampleur et par les potentialités d'abus qu'ils recèlent. Ni le président ni le Congrès ne pourraient à eux seuls tirer un trait sur le quatrième amendement, portant sur le droit des citoyens d'être garantis dans leurs personnes, domicile, papiers et effets, contre les perquisitions et saisies non motivées. C'est pourquoi ce qu'Edward Snowden a révélé jusqu'ici était tenu au secret, dissimulé au peuple américain.

En 1975, le sénateur Frank Church parla de l'Agence de sécurité américaine en ces termes : *"Je sais qu'il y a là tout ce qu'il faut pour faire de l'Amérique une tyrannie accomplie, et nous devons veiller à ce que cette agence et toutes les agences qui disposent de cette technologie opèrent dans le cadre de la loi, et sous une supervision appropriée, de sorte que nous ne sombrions jamais dans ces ténèbres. Ce sont des ténèbres d'où l'on ne revient pas."*

La perspective funeste qu'il discernait était que la force de frappe grandissante des renseignements américains – qui est aujourd'hui incomparablement plus puissante que tout ce qui existait à leur époque prénumérique – "puisse à tout moment être retournée contre le peuple américain, et qu'aucun Américain ne sache plus ce qu'est la vie privée".

Cela est désormais arrivé. C'est ce qu'Edward Snowden a démontré, documents officiels secrets à l'appui. La NSA, la police fédérale (FBI) et l'Agence centrale de renseignement (CIA) disposent, avec la nouvelle

technologie digitale, de pouvoirs de surveillance sur nos propres citoyens dont la Stasi (la police secrète de la disparue République démocratique allemande) n'aurait guère pu rêver. Edward Snowden révèle que ladite communauté du renseignement est devenue the United Stasi of America.

Nous nous retrouvons donc plongés dans les ténèbres que craignait tant le sénateur Church. Il nous faut désormais nous demander si ce dernier eut raison ou tort de dire qu'il s'agit de ténèbres d'où l'on ne revient pas, et si cela signifie qu'une démocratie effective deviendra impossible.

Il y a peu, j'aurais trouvé difficile de rétorquer quoi que ce soit à des réponses pessimistes à ces questions. Mais devant la manière qu'a Edward Snowden de mettre sa vie en jeu pour que ces informations soient connues de tous, et parce qu'il pourrait de cette façon inciter très possiblement d'autres personnes ayant le même savoir, la même conscience, et le même patriotisme, à faire preuve d'un courage civique comparable – dans l'opinion publique, au Congrès et au sein de l'exécutif lui-même –, je vois une possibilité inespérée de traverser ces ténèbres et d'en réchapper.

Une pression exercée sur le Congrès par une opinion informée afin que soit créée une commission d'enquête parlementaire au sujet des révélations d'Edward Snowden et, je l'espère, d'autres restant à venir, pourrait nous conduire à placer la NSA et les autres agences de renseignement sous un véritable contrôle, et pourrait nous amener à restaurer les protections de la Déclaration des droits.

Edward Snowden a agi comme il l'a fait, parce qu'il a reconnu les programmes de surveillance de la NSA pour ce qu'ils sont : une activité dangereuse et anticonstitutionnelle. Cette invasion massive de la sphère privée des Américains et des citoyens étrangers ne contribue en rien à notre sécurité. Elle met en danger les libertés mêmes que nous tentons de protéger.

(Traduit de l'anglais par Frédéric Joly)

Daniel Ellsberg (Ancien haut fonctionnaire américain)

Il est à l'origine de la fuite, en 1971, des Pentagon Papers, qui révélèrent la duplicité des autorités américaines lors de la guerre du Vietnam.

Un article AFP du 25 juin 2013

Etats-Unis: la Cour suprême invalide un monument de la lutte des droits civiques. (26.06)

La Cour suprême des Etats-Unis a invalidé mardi un monument de la lutte des droits civiques, une loi électorale mise en place pour empêcher toute discrimination raciale dans les Etats au passé ségrégationniste.

Objet de toute l'attention des mouvements de défense des minorités, la loi sur les droits électoraux, née après la grande marche des droits civiques de 1965, a été décrétée surannée par les cinq juges conservateurs de la haute Cour.

Cette décision a déclenché un tonnerre de condamnations chez les organisations des droits de l'homme, les élus démocrates et le président Barack Obama, qui l'avait défendue bec et ongles jusqu'au bout.

"La décision d'aujourd'hui (...) remet en cause des décennies de bonnes pratiques qui permettent de s'assurer que le vote est juste, tout particulièrement dans des régions où la discrimination a été historiquement très présente", a déclaré le premier président afro-américain des Etats-Unis.

La haute Cour a annulé *"une pierre angulaire de notre législation sur les droits civiques"*, a renchéri son ministre de la Justice Eric Holder, également afro-américain, parlant de *"revers grave pour les droits de vote qui a le potentiel d'affecter négativement des millions d'Américains"*.

La plus haute juridiction du pays, à majorité conservatrice, a jugé en partie anticonstitutionnelle cette loi fédérale, vieille de près de 50 ans, qui protégeait les droits de vote des minorités face aux risques de résurgences de discrimination raciale.

Le texte, que le Congrès avait renouvelé pour 25 ans en 2006, soumet, dans sa section 5, neuf Etats, principalement ceux du Sud du pays connus pour leur passé ségrégationniste, à un blanc-seing de Washington pour toute réforme de leur code électoral. C'est ainsi que récemment le Texas a vu tour à tour retoqués, sur des soupçons de discrimination vis-à-vis des minorités, son redécoupage électoral et sa loi exigeant des électeurs qu'ils présente une carte d'identité pour voter.

Mais mardi, dans une décision très marquée politiquement, la haute Cour a estimé que la méthode utilisée pour déterminer la zone où s'applique cette loi --les neuf Etats sélectionnés pour leur propension au racisme et des comtés de sept autres Etats-- était surannée.

"La section 4 de la loi sur les droits électoraux est anticonstitutionnelle à la lumière des circonstances actuelles", a tranché le président de la Cour, John Roberts, au nom de la majorité, en la soumettant au Congrès pour qu'il la remette au goût du jour et redessine la carte de la discrimination aujourd'hui.

La haute Cour confirme cependant le reste de la loi, en particulier sa section 5, en concluant que *"l'exercice inhabituel du pouvoir fédéral"* peut être justifié dans des *"conditions exceptionnelles"*.

Mais *"aujourd'hui, le pays n'est plus divisé comme il l'était en 1965"* et *"près de 50 ans ont passé, les choses ont énormément changé"*, peut-on lire dans la décision.

Ce n'est pas l'avis des quatre juges progressistes qui rappellent que le Congrès, en 2006, avait jugé que *"40 ans n'étaient pas suffisants pour éliminer tous les vestiges de la discrimination, après près de 100 ans de mépris du 15e amendement"*.

"La Cour suprême a planté un poignard dans le coeur de la loi sur les droits de vote", a lancé à l'AFP John Lewis, un Représentant afro-américain de Géorgie.

"Il ne faut pas s'y tromper", a renchéri le sénateur démocrate Charles Schumer, la haute Cour emprunte *"une porte dérobée pour étripper la loi"* alors que les républicains détiennent la majorité à la Chambre des représentants.

Après un mutisme remarqué, le camp républicain s'est félicité de cette décision qualifiée d'"*énorme progrès pour l'égalité dans les urnes*", selon le sénateur texan Ted Cruz.

"*C'est une claire victoire pour le fédéralisme et les Etats*", s'est réjoui Rick Perry, le gouverneur du Texas. Même son de cloche pour le ministre de la Justice de Caroline du Sud Alan Wilson, qui considère la loi comme "*une extraordinaire intrusion dans la souveraineté de certains Etats*".

"*Quand vous allez au Tennessee, en Géorgie, en Caroline du Nord, les gens ne sont pas privés du droit de vote à cause de la couleur de peau*", a renchéri le sénateur Jeff Sessions d'Alabama, où se trouve le comté de Shelby qui a porté l'affaire devant la haute Cour.

Commentaire.

Cela se justifierait si le racisme avait disparu aux Etats-Unis, or dans certains Etats il est toujours omniprésent. Le sénateur Jeff Sessions d'Alabama peut vanter l'égalité devant le droit de vote, maintenant qu'il ne sert absolument plus à rien aux Etats-Unis, la classe ouvrière ne disposant même plus de partis ouvriers ou de représentation politique...

Un article libération.fr le 26 juin 2013

Un coup de canif dans la prévention des risques au travail ? (29.06)

En pleine crise économique, le gouvernement s'apprête à rogner dans le budget de prévention des risques au travail. Une bien mauvaise idée, selon Marc Benoit, délégué syndical CGT à l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS). *«Ce n'est vraiment pas le moment : les conditions de travail se dégradent brutalement. On assiste à une envolée des troubles musculo-squelettiques, les risques psychosociaux touchent aussi beaucoup de monde.»* Entre 2014 et 2018, Bercy veut réduire de 15% les budgets et de 10% les effectifs des services de prévention régionaux (les Carsat) et de l'INRS, la principale instance nationale dédiée à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (AT/MP).

Les 630 employés de l'INRS sont particulièrement menacés. La masse salariale représente en effet 85% du budget de l'institut. 60 à 80 personnes seraient concernées, par le biais du non-remplacement des départs en retraite. *«Une partie de nos activités va disparaître, estime Marc Benoit. Nos salariés sont très spécialisés. Si un formateur en risques machines s'en va, il partira avec sa spécialité.»* L'intersyndicale de l'INRS devait rencontrer ce mercredi les services du ministère du Budget. *«On va essayer de leur faire comprendre qu'on ne peut pas fonctionner à -10%»,* explique Antoine Bondeelle, délégué CFDT à Paris.

Sous-évaluation des risques psychosociaux

Le syndicaliste doute de la pertinence de telles économies, alors que le Conseil économique, social et environnemental (CESE) vient de recommander d'accorder une plus grande place à la prévention. *«Des études montrent que quand on investit un euro dans la prévention, on en gagne deux dans la qualité et les délais.»* Antoine Bondeelle craint également une recrudescence des accidents du travail et des maladies professionnelles. Autant de phénomènes qui, in fine, pèsent sur les comptes de la sécurité sociale. *«Un gars qui n'est pas protégé sur un chantier pourra développer plus tard une pathologie pulmonaire. C'est alors l'assurance maladie qui paiera derrière.»*

Marc Benoit l'assure : en n'investissant pas dans la prévention, on creuse irrémédiablement le déficit de la branche maladie de la sécurité sociale. Les cotisations sociales d'une entreprise pour la branche AT/MP sont en effet conditionnées à un travail préalable de recherche : *«Beaucoup de maladies professionnelles ne sont pas reconnues comme telles, et sont donc compensées par la branche maladie. Notre travail, c'est de développer de nouveaux tableaux des risques professionnels.»*

Les risques psychosociaux, par exemple, sont largement sous-évalués. En 2010, la branche AT/MP n'a reconnu que 72 dépressions liées au travail pour les 16 millions de salariés du régime général. *«Il y a clairement une sous-déclaration, assure Marc Benoit. L'INVS évalue à 2% le nombre de salariés qui souffrent psychiquement au travail.»* Dans un communiqué, la CGT s'agace : *«Le maintien de cette décision du ministère du Budget reviendrait pour ce gouvernement à renoncer à s'attaquer à l'injustice de la non-reconnaissance des AT/MP et à renoncer à présenter enfin la facture au patronat pour réduire le déficit de la branche maladie.»*

Un article dessousdebruxelles.ellynn.fr du 28 juin 2013

Plans de sauvetage de la Grèce : 77 % des fonds sont allés à la finance (29.06)

Une étude d'Attac montre que les « *plans de sauvetage* » mis en œuvre par les institutions de l'Union européenne et les gouvernements européens sauvent les banques, pas la population.

Depuis mars 2010, l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI) ont attribué 23 tranches de financement au prétendu « *sauvetage de la Grèce* », pour un total de 206,9 milliards d'Euros. Ils n'ont cependant fourni presque aucune précision sur l'utilisation exacte de ces énormes sommes, provenant de fonds publics. C'est pourquoi Attac Autriche a entrepris une étude sur cette question : au moins 77% de l'argent du plan de sauvetage ont bénéficié directement ou indirectement au secteur de la finance.

21 juin

Les résultats en détails :

58,2 milliards d'Euros (28,13%)

Ils ont servi à recapitaliser les banques grecques —au lieu de restructurer ce secteur trop grand et moribond de manière durable et de laisser les propriétaires des banques payer pour leurs pertes.

101,331 milliards d'Euros (48,98%) sont allés aux créanciers de l'État grec. Parmi lesquels 55,44 milliards d'Euros ont été utilisés pour rembourser des bons du Trésor arrivés à échéance —au lieu de laisser les créanciers assumer le risque pour lequel ils avaient préalablement perçu des intérêts. 34,6 autres milliards d'Euros ont servi de prime d'incitation pour obtenir l'accord des créanciers sur le prétendu « *allègement[1]* » en mars 2012. 11,3 milliards d'Euros ont été affectés au rachat de la dette en décembre 2012, lorsque l'État grec a racheté des bons presque sans valeur à ses créanciers.

43,7 milliards d'Euros (22,46%) ont alimenté le budget de l'État ou n'ont pu être clairement affectés.

0,9 milliard d'Euros (0,43%) ont constitué la contribution de la Grèce au financement du nouveau fonds de sauvetage, le MES.

Sources : www.attac.at/uploads/mediaba...

« *Le but des élites politiques n'est pas de secourir la population grecque mais de sauver le secteur financier* » conclut Lisa Mittendrein d'Attac. « *Ils ont utilisé des centaines de milliards d'argent public pour sauver les banques et autres acteurs financiers —en particulier leurs propriétaires— de la crise qu'ils ont provoquée.* »

Les élites politiques ont trompé le public en affirmant prendre des « *mesures de sauvetage* ». Les résultats du rapport d'Attac Autriche réfutent les affirmations publiques des institutions et chefs d'Etat européens, selon lesquelles c'est la population grecque qui a bénéficié desdits « *plans de sauvetage* ». C'est plutôt elle qui paie pour sauver les banques et les créanciers en subissant une brutale course à l'austérité, ainsi que les catastrophiques conséquences sociales que l'on sait.

Des milliardaires et des fonds spéculatifs bénéficiaires des « *sauvetages* »

Parmi ceux qui ont bien été sauvés, on compte le clan multimilliardaire Latsis, l'une des plus riches familles grecque, qui détient en grande partie l'Eurobank Ergasias sauvée par l'État (1). Des spéculateurs en ont aussi profité : lors du rachat de la dette en décembre 2012, le fonds spéculatif Third Point a empoché 500 millions d'Euros grâce aux fonds publics européens (2). « *Quand Barroso, le président de la Commission européenne, a qualifié le prétendu plan de sauvetage de la Grèce d'acte de solidarité (3), la question est : solidarité avec qui ?* », note Dominique Plihon, porte-parole d'Attac France.

34,6 milliards d'Euros supplémentaires en paiements d'intérêts

43,6 milliards d'Euros tout au plus (22,46%) desdites « *enveloppes de sauvetage* » ont été affectés au budget de l'État. Il faut cependant comparer ce montant à celui d'autres dépenses de l'État au cours de la même période, qui n'ont pas bénéficié à toute la population : plus de 34,6 milliards d'Euros ont encore été versés aux créanciers en paiement d'intérêts sur des bons du Trésor en attente (du 2^e trimestre 2010 au 4^e trimestre 2012 (4)). En outre, l'État grec a affecté une autre enveloppe de 10,2 milliards d'Euros au budget de la défense (2010 et 2011 (5)). Selon certains initiés, Berlin et Paris auraient pressé la Grèce de ne pas réduire ses dépenses militaires parce que cela aurait porté préjudice aux fabricants d'armes allemands et français (6).

Ce n'est pas le premier renflouement des banques

« *L'étude de nos amis d'Attac Autriche prouve que le prétendu sauvetage de la Grèce s'avère être un autre renflouement des banques et des riches particuliers* » affirme Dominique Plihon. Les banques européennes ont déjà reçu 670 milliards d'Euros de soutien direct de la part de l'État (hors garanties) depuis 2008 (7). Pourtant le secteur financier reste instable en Grèce comme dans toute l'Europe. Ce que démontre une fois encore le récent versement de deux tranches supplémentaires destinées aux recapitalisations des banques pour 23,2 milliards d'Euros depuis décembre 2012.

Les élites politiques échouent à mettre en œuvre les régulations nécessaires...

Les coupes de l'État grec ont frappé si fort les banques locales que l'État est contraint à s'endetter à nouveau pour voler à leur secours avec un renflouement d'un milliard d'Euros. « *Au cours des cinq années qui se sont écoulées depuis le krach financier, les politiques européens n'ont pas réussi à régler les marchés financiers et à adopter un régime de faillite des banques. Aussi les contribuables sont-ils toujours contraints de venir en aide en cas de pertes, tandis que les propriétaires des banques s'en tirent en toute impunité. Les gouvernements doivent cesser de donner de telles opportunités de chantage au secteur de la finance* » critique Dominique Plihon.

... et volent au secours du secteur bancaire grec corrompu

Ce qui est encore pire, c'est que les milliards du plan de sauvetage vont aux banques grecques, même si certaines d'entre elles ont recours à des méthodes douteuses pour remplir les conditions officielles d'éligibilité. En 2012, un rapport de Reuters a révélé les pratiques scandaleuses des banques utilisant un système de Ponzi basé sur des sociétés offshore pour donner un coup de pouce à des prêts non garantis de l'une à l'autre. Elles ont procédé de la sorte pour sembler être encore en mesure d'attirer des capitaux privés et répondre ainsi aux critères de recapitalisation par l'État (8). « *Alors que les élites politiques grecques et européennes exigent le sang et les larmes du peuple grec, elles ferment les yeux sur les accords secrets entre les oligarques financiers, qui sont en fait les principaux bénéficiaires de l'argent du sauvetage accordé à la Grèce* », confirme l'économiste Marica Frangakis, membre de l'Institut Nicos Poulantzas d'Athènes et membre fondatrice d'Attac Grèce.

La manipulation opaque des fonds publics

« *Nos résultats révèlent que, depuis 2008, le principal objectif de la politique de gestion de la crise de nos gouvernements est de sauver les fortunes des plus riches. Les élites politiques acceptent un énorme taux de chômage, la pauvreté et la misère pour sauver un secteur financier incurable. Le gouvernement autrichien a, lui aussi, participé à cette ligne de conduite inhumaine pendant des années* », ajoute Plihon. Il est d'ailleurs inquiétant de constater que les responsables de la Troïka et du FESF rendent à peine compte de leur gestion des fonds publics. « *C'est un scandale que la Commission européenne publie des centaines de pages de rapport mais ne parvienne pas à préciser où l'argent est exactement allé* », explique Mittendrein. « *Nous appelons les responsables à imposer une réelle transparence et à indiquer à qui profitent véritablement les paiements.* »

Le changement radical de politique se fait attendre

Un changement de cap radical se fait attendre dans la politique européenne de gestion de la crise. « *Nos gouvernements volent au secours des banques européennes et des riches à coups de milliards et de milliards de fonds publics tout en racontant à leurs électeurs que l'argent est versé à la population grecque. Cela doit cesser* », revendiquent Mittendrein et Frangakis. Les banques « *too big to fail[2]* » doivent être

divisées et remises au service de l'intérêt public plutôt qu'à celui des profits privés. Les créanciers et les riches doivent payer leur part des coûts de la crise, tandis que le secteur financier doit être sévèrement réglementé. « Après les ravages de trois années d'austérité imposée, la Grèce a besoin de véritables mesures de secours qui parviennent réellement à l'ensemble de la population », conclut Plihon.

D'autres détails qui interpellent...

En outre, l'enquête menée par Attac Autriche a mis en lumière plusieurs points qui interpellent dans le prétendu « *plan de sauvetage de la Grèce* » :

À plusieurs reprises, l'UE et le FMI sont revenus sur leurs déclarations et ont suspendu les versements promis pendant des semaines voire des mois pour faire pression sur la démocratie grecque : à l'automne 2011 pour empêcher la tenue d'un référendum sur la politique d'austérité ; en mai-juin 2012 pour augmenter les chances des partis amis de la Troïka lors des élections législatives. En suspendant les fonds promis, la Troïka contraint le gouvernement grec à émettre des obligations à court terme pour éviter la faillite imminente. Ces « *bons du Trésor* », arrivant à échéance en quelques semaines ou quelques mois, revêtent un taux d'intérêt plus élevé, ce qui augmente de fait la dette publique grecque. Une preuve de plus que la réduction de la dette n'est pas la principale préoccupation de la Troïka mais plutôt un prétexte pour poursuivre la destruction de l'État providence et des droits des travailleurs.

Une tranche d'1 milliard d'Euros versée en juin 2012 a essentiellement servi à financer la contribution obligatoire de la Grèce au remplaçant du FESF, le MES. Le FESF a ainsi financé son propre successeur — certes pas directement mais en accroissant la dette du gouvernement grec.

Klaus Regling, directeur général du FESF et du MES, a fait de nombreux allers-retours entre la politique et le monde de la finance au cours de sa carrière. Avant de rejoindre le FESF, il a travaillé tour à tour pour le gouvernement allemand, pour le fonds spéculatif Moore Capital Strategy Group, pour la Commission européenne comme directeur général aux Affaires économiques et financières, ou encore pour le fonds spéculatif Winton Futures Fund Ltd. Regling constitue ainsi un exemple symbolique de l'étroite imbrication des marchés financiers et de la politique, qui explique en partie pourquoi la politique de gestion de la crise de l'UE vise principalement à sauver le secteur de la finance.

Selon ses comptes annuels, la masse salariale du FESF s'élevait à 3,1 millions d'Euros en 2011 (9). Selon les médias, 12 personnes travaillaient cette année-là au FESF (10), soit une moyenne de 258.000 EUR dépensée par personne. Le directeur général Klaus Regling aurait gagné 324.000 EUR, plus un supplément de salaire par année (11). Ceux qui touchent de telles sommes contrôlent la réduction du salaire minimum brut mensuel grec à 580 EUR (510 EUR pour les jeunes) (12).

Sources

Tagesschau (2012) : Milliardenhilfen für den Milliardär, 4 juin 2012, <http://www.tagesschau.de/wirtschaft...>

Der Spiegel (2012) : Schuldenrückkauf : Hedgefonds verdient halbe Milliarde mit Griechenland, 19 décembre 2012 / <http://www.spiegel.de/wirtschaft/un...>

Commission européenne (2010) : Statement of President Barroso following his meeting with Mr Georgios Papandreou, Prime Minister of Greece, 6 décembre 2010 / <http://europa.eu/rapid/press-releas...>

Eurostat (2013) : Comptes non-financiers trimestriels des administrations publiques, 16 avril 2013 / <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

(5) Eurostat (2013) : Dépenses des administrations publiques par fonction (CFAP), 16 avril 2013 / <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

Transnational Institute (2013) : Guns, Debt and Corruption. Military Spending and the EU crisis, 14 avril 2013 / <http://www.tni.org/briefing/guns-de...>, p. 11f.

Der Standard (2013) : Bankenrettungen kosteten EU-Staaten 670 Milliarden, 22 avril 2013 /<http://derstandard.at/1363708829426...>

Reuters (2012) : Special Report : Clandestine Loans were used to fortify Greek bank, 16 juillet 2012 / <http://www.reuters.com/article/2012...>

FESF (2011) : Financial Statements, Management report and Auditor's report, 31 décembre 2011 / <http://www.efsf.europa.eu/about/cor...>, p. 37.

CNBC (2011) : EFSF : CNBC explains, 20 octobre 2011, <http://www.cnbc.com/id/44685464>

Die Welt (2012) : Fürstliche Gehälter : ESM-Chef verdient mehr als Bundeskanzlerin, 7 juillet 2012 <http://www.welt.de/wirtschaft/artic...>

OCDE (2013) : Salaires minimum à prix courant en monnaie nationale, 16 avril 2013 /<http://stats.oecd.org/>

Traduit de l'anglais par Muriel Carpentier, Coorditrad.

[1] NdT : traduction du terme imagé haircut, correspondant dans cet usage à une décote directe de la créance.

[2] NdT : idiotisme, littéralement « *trop grandes pour échouer* ».

Un article lesmotsontunsens.com - wikistrike.com du 27 juin 2013

Scandale en Irlande : des banquiers sauvés par des chiffres "sortis de leur cul". (29.06)

L'Irish Independent a publié des enregistrements internes à l'Anglo Irish Bank, au moment de son sauvetage qui aura coûté 30 milliards d'euros, en 2008. On y entend des banquiers hilares, se moquant ouvertement des autorités financières, auxquelles ils ont refourgué des chiffres "sortis de leur cul" pour leur soutirer du flouze. Histoire d'une escrocrise en bande organisée...

L'Anglo Irish Bank (AIB) a été sauvée par l'argent des contribuables, en 2008. De 30 à 40 milliards d'euros, selon les sources, soit un quart du produit intérieur brut irlandais. Et tout cela dans l'intérêt du peuple, entendait-on alors. Mais c'est une toute autre histoire que nous conte l'Irish Independent, qui vient de publier des enregistrements issus du propre système téléphonique de la banque.

Au cours de ces conversations, un des directeurs de la banque, John Bowe, explique en rigolant à un autre directeur, Peter Fitzgerald, non moins hilare, comment l'AIB a enfumé l'Etat irlandais. Objectif : ne réclamer en premier lieu qu'une petite somme, 7 milliards d'euros, alors que tout le monde, dans la banque, savait qu'il en faudrait beaucoup plus. Une fois que le premier chèque aurait été encaissé, l'Etat n'aurait dès lors plus le choix : il faudrait qu'il aille jusqu'au bout en continuant de régler les douloureuses à répétition, à grand coup d'argent public.

Un système cul par dessus tête

Comment a été choisi ce chiffre de 7 milliards ? Bowe l'affirme clairement : "*Comme [David Drumm, qui était alors le pédégé de l'Anglo Irish Bank] le dirait lui-même, il est sorti de mon cul*". Le tout suivi d'un éclat de rire. "*S'ils [la banque centrale irlandaise] voient d'emblée l'énormité [des chiffres], ils vont peut-être décider de faire un choix. Tu vois ce que je veux dire ? Ils pourraient dire que le coût pour le contribuable est trop élevé... Si ça ne semble pas trop important au début, assez pour être important, mais pas au point de tout remettre en cause, alors je pense que l'on a une chance. Je pense donc qu'on pourra ensuite augmenter le montant, sournoisement*", explique Bowe. "*Ouais*", répond Fitzgerald. "*Ils mettent leur peau en jeu, et c'est ça, la clé*".

David Drumm, qui a pris la tangente aux Etats-Unis dans la foulée, rigole tout aussi gaiement : "*un jour, un milliard*" blague-t-il, en se référant aux pertes que la banque centrale était condamnée à subir. A un autre moment, John Bowe se met à chanter "*Deutschland Uber Alles*" en évoquant la réaction négative de l'Allemagne sur cette aide publique. Dans un autre enregistrement, Bowe et Fitzgerald rient de nouveau de concert lorsqu'ils évoquent la naïveté des autorités, qui croyaient alors que la banque allait leur rembourser les prêts accordés.

"*Pour la première fois, les contribuables peuvent avoir un aperçu des manigances bancaires qui ont coûté sa souveraineté à l'Irlande*", conclut amèrement le journal. Il est possible que ces enregistrements aient été en possession des autorités depuis 2009, mais rien n'aurait été fait depuis lors. D'autres révélations sont à attendre, ces prochains jours, qui impliqueraient des politiciens et des hauts fonctionnaires... La banque a été liquidée en début d'année, après avoir été nationalisée en 2009, des milliards d'argent public auraient pu être économisés. Mais ç'aurait été moins drôle, n'est-ce pas ?

Proverbe irlandais : "Chat timide fait souris effrontée"

Un article Reuters du 27 juin 2013

Nouvelles révélations du Guardian sur l'espionnage de la NSA. (29.06)

Le Guardian britannique publie jeudi de nouvelles révélations sur l'ampleur du cyberespionnage pratiqué par la NSA, qui aurait recueilli une masse de données brutes à partir des communications téléphoniques et des courriels de citoyens et de résidents américains.

Citant un projet de rapport ultra-secret préparé en 2009 par l'inspecteur général de la National Security Agency, le site du Guardian (www.guardian.co.uk/) précise que la collecte de ces informations présentées comme "*des métadonnées internet brutes*" a débuté peu après les attentats du 11 septembre 2001.

Dans un premier temps, le programme recueillait des informations impliquant au moins une partie ou une personne se trouvant hors du territoire américain ou espionnait des communications entre des étrangers connus mais il a été élargi en 2007.

Selon le journal, les "*métadonnées*" internet ainsi collectées par la NSA comprenaient les adresses des messages entrants et sortants, y compris les adresses IP qui permettent de localiser l'origine géographique du message.

Ces révélations semblent montrer que la NSA a recueilli la même catégorie de données brutes internet venant de gens situés sur le territoire américain comme sur les utilisateurs de téléphone.

D'après le Guardian, déjà à l'origine avec le Washington Post des révélations sur le programme de cyberespionnage Prism, la collecte de ces "*métadonnées*" par la NSA a commencé dans le cadre d'un programme controversé d'écoutes autorisé par l'administration de George W. Bush.

Ce programme a ensuite été autorisé par la Foreign Intelligence Surveillance Court, un tribunal fédéral secret encadrant les écoutes et les surveillances pratiquées par les agences de renseignement.

Cité par le journal, Shawn Turner, porte-parole du Directeur national du renseignement américain (DNI), assure que le programme de collecte, qui s'est poursuivi après l'élection de Barack Obama en 2008, a pris fin en 2011 "*pour des raisons opérationnelles et de financement et n'a pas été relancé*".

"*Le programme a pris fin sur ordre de l'exécutif à la suite d'une étude menée par plusieurs agences*", ajoute le porte-parole.

Toutefois, le Guardian affirme avoir vu d'autres documents secrets de la NSA, considérée comme "*les grandes oreilles*" du renseignement américain, suggérant que la collecte de données en ligne d'Américains se poursuit en partie aujourd'hui.